

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



Défense de la IV^e Internationale Défense du bolchévisme



VIII^e Congrès de la IV^e Internationale,
26-29 avril 2013.

N^o 87

Nouvelle série (n^o 693) - octobre 2015 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Notes éditoriales** p. 3
- **Grande-Bretagne :**
après les élections générales
de mai 2015 et l'élection
de Jeremy Corbyn à la tête
du Labour Party (Parti travailliste, LP)
(Par Marius McPherson) p. 5
- **Brésil :**
32^e Rencontre nationale du courant
O Trabalho du Parti des travailleurs,
section brésilienne
de la IV^e Internationale p. 15
- **Espagne :**
Pourquoi la question nationale catalane
est-elle au centre de la situation politique
dans l'Etat espagnol ?
(Par Angel Tubau) p. 23
- **La signification de l'opération
engagée contre la section française**
(Par Marc Gauquelin) p. 31
- **Annexes**
 - Résolution politique de la conférence nationale
du CCI du 7 mars 2015 p. 34
 - Résolution de la DN du 27 juin 2015..... p. 38

- **Août 1940 - Août 2015**
Hommage de la section française
à Léon Trotsky, Léon Sedov
et tous les militants ouvriers
victimes du stalinisme p. 45

- **Dossier**
« Centralisme et Démocratie »
(Par Henry Halphen) p. 55

Notes éditoriales

Ce numéro de *La Vérité* est publié au moment où d'une part s'amorce un basculement de la situation mondiale et où d'autre part une offensive liquidatrice s'est développée dans la section française de la IV^e Internationale, avec des répercussions à l'échelle internationale (*on lira, pages 31 à 43, l'article consacré à la section française*). Les instances de la IV^e Internationale, qui se réuniront prochainement, adopteront des résolutions à la fois sur la situation politique et la place de la IV^e Internationale, ainsi que sur la signification de l'offensive liquidatrice. Ces résolutions seront publiées dans le prochain numéro de *La Vérité*.

Cette opération liquidatrice ne peut être séparée de l'offensive générale contre le mouvement ouvrier organisé, offensive secrétée naturellement par le capital à l'agonie, ni de l'ensemble des processus au sein du mouvement ouvrier mondial, auquel participent la IV^e Internationale et ses sections.

Le mouvement de la révolution prolétarienne n'est pas un processus linéaire qui verrait une progression de la classe ouvrière de victoires en victoires, mais, c'est, à l'inverse, une combinaison d'avancées et de reculs dans un processus contradictoire.

Comme l'écrivait Léon Trotsky dans le *Manifeste d'alarme* de la IV^e Internationale, en juillet 1940 : « *Le monde capitaliste n'a plus d'issue à moins qu'on ne considère comme telle l'agonie prolongée avant la mort. Il est nécessaire de se préparer à de longues années, sinon à des décennies de guerre, de soulèvements, de brèves intervalles de trêves, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements.* » Tous les développements de ces dernières décennies ont confirmé ce diagnostic porté par Léon Trotsky, à la veille de la seconde guerre impérialiste. La période historique aujourd'hui est différente, mais elle exige, pour la IV^e Internationale, d'autant plus de clarification.

Dans ce même texte, Léon Trotsky écrivait : « *Ce qui caractérise une organisation véritablement révolutionnaire, c'est avant tout le sérieux avec lequel elle réalise et met à l'épreuve sa ligne politique à chaque nouveau tournant des événements. Le centralisme est fécondé par la démocratie. (...) Se séparer de compagnons de route sur qui l'on ne peut compter constitue d'inévitables faux frais dans la formation d'un authentique parti révolutionnaire. (...) L'irruption des masses dans l'arène révolutionnaire révélera soudainement l'insignifiance des programmes opportunistes, pacifistes et centristes. Un seul révolutionnaire réel dans une usine, une mine, un syndicat, un régiment, sur un navire de guerre, vaut infiniment plus qu'une centaine de pseudo-révolutionnaires petits-bourgeois, mijotant dans leur jus.* »

C'est là toute la méthode du bolchevisme, qui exige une claire délimitation politique et d'organisation (*lire pages 55 à 96 le dossier sur cette question*).

Pour conclure, laissons la parole à Pierre Lambert, définissant ce qu'est la IV^e Internationale : « *Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérons.*

Et il n'y a rien de contradictoire à constater la complexité des processus révolutionnaires et d'en conclure que, pour les révolutionnaires, les choses sont simples.

Les choses sont simples : partir de ce qui est et, pour comprendre ce qui est, partir du programme. La victoire de la révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux principes dégagés dans le Programme de transition. Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combinaisons imprévues, par lesquelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique, parce que, en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots, mais par la vie, que les discussions et divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale, embrassant des centaines de millions d'hommes à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories, produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie.

Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursuivra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV^e Internationale. Et c'est bien cela qu'on ne nous pardonne pas »

(avril 1989, « Préface à l'édition péruvienne du Programme de transition »,
La Vérité n° 604 spécial, juin 1989, pages 13 et 14).

Grande-Bretagne

Après les élections générales de mai 2015 et l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour Party (Parti travailliste, LP)

Par Marius McPherson

Tous les sondages donnaient les conservateurs perdants aux élections de mai 2015. Or, contre toute attente, les conservateurs se sont maintenus et ont même gagné des voix. En revanche, les libéraux-démocrates ont perdu quatre millions de voix, et le Parti national écossais (SNP, indépendantiste) en a gagné un million. Le système électoral britannique, particulièrement antidémocratique, fait que les conservateurs ont gagné 24 parlementaires, alors que le LP, qui avait gagné près de 500 000 voix, perd 26 sièges. Il ne conserve qu'un seul élu en Ecosse au profit du SNP, qui passe ainsi de 6 à 56 députés.

Ces élections sont un marqueur de la crise profonde qui touche l'impérialisme britannique, sa bourgeoisie et ses institutions. Les conservateurs conservent une étroite majorité, alors que les libéraux-démocrates, présentés comme le nouveau parti qui devait prendre la place du LP en attirant ses électeurs des couches moyennes, disparaissent sur le plan électoral.

L'Ecosse est historiquement un bastion du LP, notamment dans les centres industriels qui y existaient (autour de Glasgow et la vallée de la Clyde), au point que, longtemps, les conservateurs n'ont eu aucun élu en Ecosse. Dans ce bastion, le LP est passé de 40 députés à 1, et le SNP obtient la quasi-totalité des sièges (56 sur 59).

C'est dans ce contexte de crise politique et institutionnelle que Ed Miliband a démissionné de la direction du LP, ouvrant la voie

à des élections internes. Jeremy Corbyn, député de la gauche du Labour, a remporté ces élections, contre toute attente, soutenu par 60 % des militants et sympathisants. Le lendemain, s'est ouvert le congrès de la confédération syndicale, le Trade-Unions Congress (TUC), adhérente au LP, et le LP lui-même a tenu son congrès quinze jours après.

LA PLACE DE LA CLASSE OUVRIÈRE RESTE MAJEURE EN GRANDE-BRETAGNE

Du fait de la position de l'impérialisme britannique, comme impérialisme dominant tout au long du XIX^e siècle et jusqu'en 1914, la classe ouvrière britannique a été longtemps la plus nombreuse et la plus organisée du monde. Trotsky notait ainsi en 1926 :

« La peur de la révolution incita les capitalistes anglais à des concessions et à des transformations, tant que les possibilités matérielles du capitalisme anglais furent ou parurent illimitées. Les impulsions des révolutions européennes se firent toujours sentir très nettement sur le développement social de l'Angleterre ; elles provoquèrent des réformes tant que la bourgeoisie anglaise garda entre ses mains, grâce à sa situation mondiale, de prodigieuses ressources permettant de manœuvrer. La bourgeoisie put légaliser les trade-unions, abolir les taxes sur le blé, augmenter les salaires, élargir les droits électoraux, accomplir des réformes sociales, etc. »

Mais, parvenu au stade impérialiste, la bourgeoisie britannique ne dispose plus de cette marge de manœuvre, déjà en 1926 :

« Dans la situation actuelle, radicalement modifiée, de l'Angleterre dans le monde, la menace de la révolution n'est déjà plus capable de pousser la bourgeoisie en avant, paralysant au contraire les derniers restes de son initiative industrielle. Il faut, maintenant, non la menace de la révolution, mais la révolution elle-même. »

Au sortir de la Seconde Guerre impérialiste et à la suite de la vague révolutionnaire qui balaie l'Europe, la classe ouvrière britannique est renforcée et la bourgeoisie affaiblie, de même que son appareil productif et sa place mondiale. La bourgeoisie britannique a engagé, dès les années soixante, une lutte acharnée pour « casser » la classe ouvrière, seule solution à la crise du capitalisme britannique, mais elle s'est heurtée pendant des dizaines d'années à une résistance acharnée (grandes grèves de 1968-1969, 1971, 1972 et 1974).

C'est le gouvernement de Margaret Thatcher qui portera des coups majeurs à la classe ouvrière, avec une série de lois dans les années quatre-vingt, qui, entre autres choses, mettent fin au contrôle syndical sur les embauches (*closed shop*) et imposent l'organisation de votes pour approuver une grève. Cela ne se fait pas sans problème, puisque la résistance de la classe ouvrière va culminer avec la grande grève des mineurs de 1984-1985, qui ne parviendra pas à faire reculer le gouvernement, parce que la direction du TUC s'est refusée à appeler à la moindre grève de soutien des mineurs, s'inclinant devant les lois Thatcher ayant interdit les grèves de solidarité. Finalement, Thatcher sera obligée de démissionner face à la mobilisation contre sa loi sur la *poll-tax* en 1990.

Ces lois antisyndicales, maintenues sous les gouvernements du Labour, ont grandement limité la capacité de la classe ouvrière britannique à résister et ont ouvert la voie à la politique de déréglementation-privatisation des années quatre-vingt-dix, en particulier sous Tony Blair. Cependant, de 2012 à 2014, le nombre de jours de grève a doublé chaque année, passant de 249 000 à 788 000, un niveau jamais atteint depuis les années 1980. Malgré les obstacles à la mobilisation,

du fait de la politique des directions des principaux syndicats nationaux et leur soutien à la direction du LP, la classe ouvrière britannique résiste à une échelle nouvelle, cherchant les voies de sa mobilisation unie pour faire reculer le gouvernement.

Pour la première fois depuis des années, le TUC a appelé à une journée nationale de manifestation le 18 octobre 2014 pour des augmentations de salaire et contre les coupes budgétaires, avec des appels à la grève dans plusieurs branches professionnelles. Cela fait suite à la grève nationale organisée par Unison et différents syndicats de fonctionnaires, avec un à deux millions de manifestants, le 10 juillet 2014, pour une augmentation salariale. Le 20 juin dernier, à Londres, deux cent mille travailleurs, et plusieurs milliers dans le pays, ont manifesté contre les coupes budgétaires et les privatisations.

LA CRISE DU LP, EXPRESSION DE LA CONTRADICTION ENTRE LE « NEW LABOUR » ET LE PARTI DES SYNDICATS

Le Labour Party est le principal (si ce n'est le seul, le PC étant très faible) parti ouvrier en Grande-Bretagne, avec cette particularité d'avoir été créé par les syndicats pour les représenter au Parlement. Le Labour Representation Committee (Comité de la représentation ouvrière, qui devient le Labour Party en 1906) a été fondé par les syndicats du TUC en 1899. Ils lui reversent une part des cotisations pour nommer et soutenir des candidats ouvriers aux élections.

Dans la brochure *Où va l'Angleterre ?* écrite au moment de la grève générale de 1926, Trotsky note :

« Dans aucun autre pays du monde, le caractère de classe du socialisme ne fut aussi objectivement révélé par l'histoire, de façon évidente, indiscutable, empirique, car le parti ouvrier est né ici du groupe parlementaire des trade-unions, c'est-à-dire d'une organisation de classe des salariés. Quand les conservateurs, comme du reste les libéraux, tentent d'interdire aux trade-unions de prélever des cotisations politiques, ils opposent, non sans succès, la conception idéaliste du parti d'un MacDonald (dirigeant du LP et deux fois Premier ministre) au caractère empirique de classe que le

parti ouvrier a revêtu en Angleterre. Il est vrai qu'il y a, dans les milieux supérieurs du Labour Party, un certain nombre d'intellectuels fabiens (1) et de libéraux désespérés, mais il faut, d'abord, garder la ferme espérance que les ouvriers balaieront tôt ou tard ces scories et, ensuite, les 4,5 millions de voix réunies dès maintenant sur le Labour Party sont, à un nombre insignifiant d'exceptions près, des voix ouvrières. Tous les ouvriers sont encore loin de voter pour leur parti. Mais les ouvriers sont presque seuls à voter pour le Labour Party. »

La politique du « New Labour » initiée par Tony Blair, dont le premier pas symbolique est la suppression de la clause IV du programme du LP, qui stipulait que le LP combat pour « la propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échange », a été une politique de déréglementation du droit du travail et de privatisation des entreprises et services publics nationalisés en 1945. Blair a engagé en même temps une réforme du parti pour diminuer le poids des syndicats, à défaut de les éliminer complètement. Il laissait aussi intacte la législation antisyndicale de Thatcher et l'aggravait même encore.

En 2010, l'élection interne se transforme en primaire avec la possibilité pour les « sympathisants » payant 3 livres (4,10 euros) de participer au vote. Enfin, en 2014, Ed Miliband, avec le soutien des directions des principaux syndicats, oblige les syndiqués qui cotisent via leur syndicat au LP à réadhérer individuellement au LP pour voter.

Malgré tout, ce processus est largement inachevé, les syndicats sont encore représentés en tant que tels dans le comité national (NEC) du LP et élisent 50 % des délégués au congrès (80 % avant Tony Blair), sans compter les nombreux militants syndicaux qui sont membres individuels du LP.

L'appréciation de Trotsky reste encore vraie aujourd'hui où, malgré la politique du « New Labour », pour des millions de travailleurs, en particulier syndicalistes, le LP reste leur parti, le parti des syndicats. Le LP est un « parti ouvrier-bourgeois », car sa direction est liée à la bourgeoisie britannique. La crise du mode de production capitaliste dans sa phase impérialiste touche évidemment toutes les représentations politiques de la bourgeoisie, mais

elle prend un caractère très particulier en Grande-Bretagne, où la base du LP est toujours constituée organiquement par les syndicats, et cela s'oppose fondamentalement au « New Labour ».

LA CRISE DE LA BOURGEOISIE BRITANNIQUE, L'UNION EUROPÉENNE ET L'ÉCOSSE

L'élection de Corbyn comme les élections générales et le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse en 2014 sont un pas de plus dans la crise profonde dans laquelle est plongé l'impérialisme britannique, y compris l'appareil d'Etat et la représentation politique des différentes fractions de la bourgeoisie britannique.

Jusqu'au début du XX^e siècle, la production britannique de charbon, acier, fonte et textiles représente plus de la moitié de la production mondiale. La flotte marchande est la première du monde, la City le banquier du monde et l'impérialisme britannique peut s'appuyer sur un vaste empire colonial pour écouler ses marchandises. Malgré la perte de sa position dominante au profit des Etats-Unis, la Grande-Bretagne reste le deuxième impérialisme et défend sa position.

C'est ce qui explique, par exemple, que, en 1957, elle refuse d'adhérer à la Communauté économique européenne (CEE) fondée par le traité de Rome. Nous l'avons déjà expliqué dans les colonnes de *La Vérité*, la constitution de ce qui deviendra l'Union européenne répondait au besoin de l'impérialisme américain de reconstruire l'économie européenne, au sortir de la guerre, dans les limites étroites nécessaires pour sauver les Etats bourgeois de la vague révolutionnaire et ouvrir de nouveaux marchés au capital américain. Mais son déclin économique, la perte de l'empire colonial, l'offensive de l'impérialisme américain (avec le décrochement du dollar par rapport à l'or en 1971) et la résistance de la

(1) La Société fabienne qui existe toujours est un courant ultra-réformiste d'intellectuels britanniques qui dominaient la direction du LP, mais dont certains étaient aussi membres du parti bourgeois libéral.

classe ouvrière britannique poussent la Grande-Bretagne, finalement, à adhérer à la CEE en 1972.

Mais, bien que soumis au traité de Maastricht, créant l'Union européenne en 1992, l'impérialisme britannique a toujours essayé de défendre sa position dominante (le fameux « *I want my money back* » de Thatcher, qui a conduit à réduire la contribution financière à l'UE). Il continue notamment de défendre la monnaie de la City qu'est la livre sterling. La Grande-Bretagne a fait valoir son option de retrait, prévu par les traités, pour ne pas appliquer des accords européens, principalement la monnaie, la coordination des polices et des systèmes judiciaires, le contrôle des frontières ou la Charte des droits fondamentaux. Malgré tout, elle est soumise, comme tous les autres membres de l'UE, à tout le reste de la politique imposée par la Commission européenne, notamment sur la réduction des déficits.

La crise qui ravage l'Union européenne a ainsi conduit David Cameron à proposer un référendum sur la sortie de l'UE. La bourgeoisie britannique et Cameron ne souhaitent pas remettre en question le cadre de l'UE (en particulier la libre concurrence), mais renégocier sa participation, contre l'avis des autres gouvernements européens et de l'impérialisme américain, qui s'y est opposé. Cameron a ainsi ouvert une crise dans son propre parti sur l'étendue des négociations et une éventuelle sortie, si aucun compromis n'était accepté par Bruxelles. Le patronat s'est aussi largement exprimé contre la sortie.

Lors du congrès du TUC et dans les sommets des syndicats, la position dominante est de dire qu'il n'est pas possible d'accepter un accord qui mettrait en cause les droits des travailleurs et plusieurs responsables ont déclaré qu'ils feraient alors campagne pour la sortie de l'UE si c'était le cas. Cette position s'oppose à la position traditionnelle pro-UE de la direction du Labour et de la centrale syndicale. Dans un communiqué du 17 septembre, signé de Jeremy Corbyn et Hillary Benn, secrétaire aux affaires étrangères du « cabinet fantôme », celui-ci clarifie sa position :

« Le Labour va faire campagne pour que le Royaume-Uni reste dans l'UE. (...) Nous nous opposerons bien sûr à toute tentative du gouvernement conservateur

de réduire les droits des travailleurs. Mais le Labour est clair sur le fait que, quels que soient les changements dommageables que David Cameron va ramener de ses renégociations, la réponse n'est pas de sortir de l'UE, mais de promettre de revenir sur ces changements en faisant campagne pour rester dedans et élire un gouvernement du Labour en 2020. »

La crise politique prend aussi une forme particulière en Grande-Bretagne, où la bourgeoisie, ayant passé un accord avec la noblesse féodale en 1688, n'a jamais complètement unifié le pays, laissant subsister des particularités régionales, notamment en Ecosse. Ces « faiblesses » dans l'Etat bourgeois britannique tel qu'il a été construit se transforment aujourd'hui en fractures béantes. Des dizaines d'années de désindustrialisation massive, en particulier dans les grands bassins industriels écossais, de chômage et de destruction du droit du travail, ont alimenté la montée des nationalistes en Ecosse, avec l'illusion que sans le gouvernement de Londres et en particulier sans le Parti conservateur, l'Ecosse s'en sortirait mieux.

Au sein même de la bourgeoisie britannique, la crise du capitalisme a activé des forces centrifuges. Il y a notamment l'enjeu du partage des profits tirés du pétrole de la mer du Nord entre le SNP, au pouvoir à Edimbourg, et Londres et, plus globalement, le retrait de l'Etat central pour que la crise soit gérée par les régions.

LA VICTOIRE DE CORBYN EXPRIME LE REFUS DU « NEW LABOUR » PAR LA CLASSE OUVRIÈRE, DANS UNE SITUATION DE CRISE DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

En partie privée du terrain direct de la lutte des classes, la résistance de la classe ouvrière s'est exprimée sur celui des élections, conduisant à la déroute générale des principaux partis, déroutée liée à l'abstention et au vote pour le SNP. Dans cette situation, le référendum de septembre 2014 sur l'indépendance de l'Ecosse a aussi constitué un élément marquant, puisque le oui à l'indépendance a recueilli 45 % des voix, avec une participation en hausse. Ces 45 % sont majoritairement un vote ouvrier et jeune, celui de

la base du LP, et il est majoritaire à Glasgow et les centres ouvriers de l'Écosse. Au-delà des raisons de ce référendum, le résultat a exprimé la volonté de rompre avec la politique de coupes budgétaires imposées par le gouvernement de Londres et contre les partis (conservateurs, LP, libéraux-démocrates) qui ont appliqué cette politique et appelaient tous à voter non.

La montée du SNP, un parti bourgeois, est aussi alimentée par le fait que, dirigeant le gouvernement autonome d'Écosse, il a appliqué une politique d'austérité moins draconienne que celle appliquée dans le reste du pays et est apparu comme un rempart « régional » à l'austérité.

Le véritable raz de marée qui a porté Jeremy Corbyn à la tête du LP, avec 60 % des voix, est le produit déformé de cette résistance et en particulier du rejet par la base du LP et des syndicats de la politique du « New Labour ». Liz Kendall, représentante des « blairistes » obtient 4,5 % des voix, alors que, lors de sa première élection en 1994, Blair récoltait plus de 50 % des votes. *Le Guardian* (13 septembre) écrit : « *Le blairisme est mort et enterré.* »

Corbyn, qui n'a jamais participé à aucun gouvernement et n'était même pas membre de la direction du LP, est alors apparu en rupture avec la direction traditionnelle du LP. Député du nord de Londres depuis 1983 et membre du syndicat Unison, il est membre du Groupe de campagne socialiste, l'aile gauche réformatrice du LP, dont Tony Benn était la figure emblématique. Il est notamment connu pour ses prises de position contre l'OTAN, l'armement nucléaire, ses votes contre toutes les interventions militaires au Parlement, ou encore son soutien aux républicains irlandais. Il est aussi dirigeant de la coalition *Stop the War*, soutenue par de nombreux syndicats et qui a organisé plusieurs manifestations de centaines de milliers de personnes à Londres, lors de l'invasion contre l'Irak, ou l'an dernier, lors de la dernière offensive d'Israël contre Gaza.

Le programme de Corbyn n'a rien de très radical, mais il a pris position contre les mesures d'austérité, se prononçant pour la renationalisation des chemins de fer (privatisés sous Thatcher), l'abrogation des augmentations des frais universitaires, qui avaient mobilisé massivement les étudiants

britanniques en 2010, ou encore pour la défense du NHS (le système de santé public). Pas la moindre de ces mesures ne sont envisageables dans le cadre de l'UE, dont il souhaite une « réforme dans le sens des droits des travailleurs », et il n'a pas pris clairement position pour l'abrogation des lois antisyndicales de Thatcher.

Son futur ministre de l'Économie, John McDonnell, a déclaré que le LP « *assurera que le pays vive avec ses moyens et réduira les déficits, mais il ne s'agira pas d'accroître les déficits ni de les réduire sur le dos des revenus moyens* ». Mais du fait de la crise du parti et de la personnalité de Corbyn, sa campagne et ses meetings ont attiré des milliers de jeunes, mais aussi de travailleurs, notamment beaucoup d'anciens du LP qui avaient rendu leur carte.

Il a reçu le soutien officiel de Unite, premier syndicat du pays avec 1,4 million d'adhérents, de Unison, deuxième syndicat (1,3 million d'adhérents), regroupant les syndicats de fonctionnaires. Au total, il a eu le soutien des syndicats représentant 70 % des syndiqués du pays. Les résultats finaux lui ont donné 49,5 % chez les adhérents, 84 % chez les soutiens à 3 livres et 58 % chez les syndiqués, malgré la faible participation due à l'obligation de se réinscrire. Depuis sa victoire, entre 50 000 et 120 000 personnes auraient adhéré au LP, sans compter les dizaines de milliers qui l'ont rejoint pendant la campagne.

LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA NOUVELLE LOI CONTRE LES SYNDICATS

Le surlendemain de la victoire de Corbyn, la Chambre des communes a examiné pour la deuxième fois le projet de loi du gouvernement sur les syndicats.

Cette loi est une attaque sans précédent contre le droit des travailleurs à s'organiser. L'organisation d'une grève, soumise à un vote à bulletin secret depuis Thatcher, serait rendue encore plus difficile par l'obligation d'avoir au moins 50 % de participation au vote. Dans les services publics, le syndicat devrait obtenir au moins 40 % de votes favorables sur le

total des syndiqués. Le vote devra être renouvelé tous les quatre mois si le conflit se poursuit. Un préavis de grève devra être déposé quatorze jours avant, y compris auprès de la police, et le patronat sera autorisé à engager du personnel intérimaire pour remplacer les grévistes.

Le projet limite aussi le temps de décharge syndicale et augmente les contrôles administratifs sur le fonctionnement des syndicats. Plus grave encore, l'organisation de piquets de grève, passible de peines civiles (dans les cas d'intimidation ou violence), passerait sous le coup de la législation criminelle.

Le responsable syndical organisant le piquet devra se déclarer auprès du patron et à la police et porter un brassard visible pour être identifié. Même le député conservateur David Davis, pourtant favorable à l'essentiel de la loi, a déclaré que cette disposition rappelle l'Espagne de Franco !

Enfin, la loi prévoit que l'adhésion des syndiqués au LP, lorsque leur syndicat y adhère, ne serait plus automatique, mais devrait être renouvelée tous les cinq ans. Il s'agit de réduire l'influence des syndicats dans le LP, où ils sont représentés dans toutes les instances. Corbyn a promis, dans son allocution au congrès du TUC, d'abroger la loi en 2020 s'il est élu. Il a fait acclamer les travailleurs du musée de la National Gallery qui mènent une grève contre la privatisation du musée depuis janvier, avec plus de cent jours de grève. Mais, avec cette loi, cette grève serait illégale.

Le ton de ce congrès a été très dynamique et radical, produit de la résistance de la classe, mais la plupart des interventions de responsables syndicaux, félicitant Corbyn, ont renvoyé à 2020 le règlement de ces problèmes par le gouvernement Corbyn. Mais en attendant ?

La résolution finale du congrès propose une manifestation le 2 novembre pour faire pression sur le Parlement.

Le secrétaire général du GMB, troisième syndicat du pays, a quant à lui écarté l'éventualité d'une grève générale contre la loi, mais souhaite une « *action coordonnée entre les syndicats* » et se déclare « *prêt personnellement à des actions illégales dans le cadre d'une loi qui criminalise les syndicats* ». Un responsable syndical de la fonc-

tion publique à Londres nous expliquait ainsi :

« Je pense qu'il faut une grève générale pour obtenir le retrait de la loi, mais cela n'aura pas lieu. Le TUC propose de faire pression sur le Parlement avec une manifestation devant le Parlement le 2 novembre, mais la droite est majoritaire. Il s'oppose à la loi, mais c'est de la rhétorique creuse si on ne se bat pas vraiment contre. »

Je pense qu'il faut en discuter à la base dans les syndicats avec les syndiqués pour organiser les grèves nous-mêmes. C'est en exerçant le droit de grève, en faisant grève, qu'on le défendra. De plus, ici, ce n'est pas comme en France ou en Italie, il y a des lois qui limitent le droit de grève, donc c'est compliqué. Mais, en fin de compte, il faudra aussi remettre en cause les lois Thatcher. »

Ce syndicaliste pointe un problème crucial en Grande-Bretagne : le consensus pour l'acceptation des lois Thatcher, que ni la direction du LP, ni Jeremy Corbyn, ni celle du TUC ne remettent en cause. Le ministre Javid a d'ailleurs défendu sa loi antisyndicale au Parlement en s'appuyant sur ce consensus pour obtenir le « rééquilibrage » du pouvoir des syndicats. Angela Eagle, députée du LP, syndicaliste et membre du *shadow cabinet* (2) de Corbyn, déclare ainsi :

« Avec un nombre de jours de grève qui a diminué de 90 % dans les vingt dernières années, il n'y absolument aucune nécessité d'utiliser la loi d'une manière draconienne, surtout quand ce pays a déjà les lois syndicales les plus restrictives d'Europe. »

L'opposition demande, comme l'a rappelé Corbyn, une modernisation du scrutin secret pour que les syndiqués puissent voter sur Internet, acceptant donc le cadre des lois Thatcher. Il ne peut pas y avoir de lutte sérieuse pour la liberté et l'indépendance des syndicats en acceptant le cadre des lois Thatcher.

Lors du congrès du TUC, une motion présentée par le syndicat Unison de la fonction publique a été adoptée, s'opposant à la politique de coupes budgétaires, de blocage

(2) En Grande-Bretagne, le parti dans l'opposition constitue un « gouvernement fantôme » (*shadow cabinet*), composé des responsables du parti autour du chef de l'opposition au Parlement.

des salaires des fonctionnaires et de baisse des prestations sociales, appelant à organiser une manifestation nationale contre l'austérité début 2016 et une conférence au printemps pour discuter des moyens pour faire reculer le gouvernement conservateur, « y compris par la grève ». La motion appelle aussi à organiser une campagne dans la fonction publique contre le blocage des salaires imposé depuis 2010, en s'appuyant sur « une stratégie forte et coordonnée et la grève si nécessaire ».

C'est bien la question de la grève qui doit être posée, « utiliser le droit de grève pour le défendre », car personne ne croit que le Parlement, majoritairement à droite, va reculer. Et il n'est pas possible d'attendre 2020, alors que les attaques continuent de tomber sur toute la population.

LE CONGRÈS DU LP TRAVERSÉ PAR LA CONTRADICTION ENTRE LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE ET LA POLITIQUE DE LA DIRECTION

Dès le lendemain de son élection, Corbyn a constitué son *shadow cabinet* qu'il a annoncé « large », pour unifier le parti, en nommant des membres de l'ancienne direction, ainsi que Lord Falconer, ami intime de Blair et ancien ministre de Gordon Brown. Son élection étant une élection primaire, le reste du parti reste aux mains de l'ancienne direction, et les délégués au congrès du Labour Party qui s'est ouvert le 27 septembre ont été désignés en juin, avant le début des élections internes.

Corbyn est un opposant aux armes nucléaires, et un point central de son programme est le refus du renouvellement du dispositif de défense nucléaire « Trident », sur lequel il a seulement souhaité que le congrès puisse débattre. La commission des débats, aux mains de l'ancienne direction et de l'appareil syndical, qui a pourtant soutenu Corbyn, a tout simplement refusé que le débat ait lieu. Deux points essentiels devaient être discutés : la nouvelle loi contre les syndicats et l'intervention militaire en Syrie.

Unite, le plus gros syndicat du pays, a déposé une motion qui s'oppose au projet de loi contre les syndicats et propose une nou-

velle loi accordant des droits salariaux « en accord avec les conventions essentielles de l'OIT et les obligations de la Charte européenne des droits de l'homme ».

Or les lois Thatcher sont contraires aux règles de l'OIT, et la Grande-Bretagne n'a pas ratifié pour les mêmes raisons la Charte européenne. Deux comités locaux du LP, ceux de Browtowe et Chesterfield, ont aussi déposé une motion demandant que

« le prochain gouvernement du Labour abroge ces attaques (si elles passent), ainsi que toutes les lois antisyndicales votées entre 1979 et 1997 par les gouvernements conservateurs et légiférer sur le droit de se syndiquer, la reconnaissance des syndicats, le droit à la négociation collective, la grève, les piquets et actions de solidarité ».

Le *Morning Star*, journal du PC de Grande-Bretagne, tout en citant la motion, a coupé la partie de la phrase mettant en cause explicitement les lois antisyndicales de 1979-1997. D'autres motions de comités locaux font aussi référence aux résolutions de l'OIT et aux grèves de solidarité remettant en cause directement des points essentiels de la législation Thatcher. Ces délégués ont clairement exprimé qu'il ne peut pas y avoir de défense véridique des syndicats sans remettre en cause les lois Thatcher.

Finalement, une motion commune a été adoptée à l'unanimité qui, outre son opposition à la nouvelle loi, que le LP s'engage à abroger en 2020, reprend la motion de Unite faisant référence à l'OIT et à la Charte européenne des droits de l'homme, ainsi que « le droit de se syndiquer, la reconnaissance des syndicats, le droit à la négociation collective, la grève, les piquets et actions de solidarité ».

La même motion demande aussi une amélioration des scrutins obligatoires pour organiser une grève, mesure introduite par les lois Thatcher. Ce n'est donc pas une prise de position claire et nette pour l'abrogation des lois Thatcher.

La contradiction fondamentale du LP s'exprime dans le fait que la direction ne peut pas aller jusqu'au bout de la liquidation des syndicats qu'impliquerait la nouvelle loi. Elle est obligée de tenir compte, d'une part, de la pression de la classe ouvrière et, d'autre part, des directions syndicales qui

collaborent depuis des années avec les gouvernements du LP... dans la mesure où ils continuent d'exister en tant que dirigeants de syndicats.

LE SOUTIEN À L'INTERVENTION MILITAIRE EN SYRIE DANS LE CADRE DE L'ONU

En 2013, le Parlement, avec les voix du Labour, a voté contre les frappes en Syrie, empêchant le gouvernement Cameron d'intervenir. Mais il a voté pour les bombardements contre l'Etat islamique en Irak (où la Grande-Bretagne est déjà engagée militairement) en 2014.

Avec l'extension du chaos au Moyen-Orient, la pression est maximale pour que l'impérialisme britannique s'engage en Syrie. Corbyn a tout d'abord annoncé que les parlementaires du LP seraient libres de leur vote sur les bombardements en Syrie. La résolution finale, proposée par le syndicat Unite, stipule que le LP s'opposera à l'extension des bombardements en Syrie... sauf si cela se fait dans le cadre de l'ONU. L'explication donnée pour justifier cela est que la Russie opposerait son veto à l'ONU et qu'il ne peut donc pas y avoir d'intervention sous mandat de l'ONU.

Le soir même, la coalition Stop the War, qui a joué un rôle majeur dans la mobilisation contre la guerre en Grande-Bretagne depuis 2003, a diffusé un texte disant :

« Pourquoi Stop the War s'oppose aux bombardements en Syrie par le Royaume-Uni ou la Russie ? Le congrès du Labour a adopté à l'unanimité une motion s'opposant à l'intervention britannique sans mandat de l'ONU. Mais avec la Russie qui se joint maintenant aux bombardements en Syrie, nous ne savons pas si un accord de l'ONU devient plus probable. Stop the War s'oppose aux bombes russes en Syrie, comme elle s'est toujours opposée à toutes les bombes de tous les pays, y compris les bombardements secrets par des avions britanniques. Stop the War s'oppose à toute intervention avec ou sans l'ONU. Il suffit de voir les conséquences des guerres autorisées par l'ONU en Afghanistan et en Libye. »

Quelques heures plus tard, un nouveau communiqué, « officiel » celui-ci, est envoyé :

« Stop the War accueille avec grand plaisir le vote du congrès du Labour qui s'oppose à l'intervention militaire britannique en Syrie. Nous partageons l'avis des délégués du congrès que cela risque de reproduire les conséquences désastreuses des interventions en Irak et Libye. »

Le *Morning Star*, lui aussi, se félicite le lendemain de l'opposition du LP à la guerre... Opposition à la loi anti-syndicats, mais soutien à la guerre impérialiste, la contradiction qui mine le LP ne peut aller qu'en s'aggravant face à la volonté de la classe ouvrière britannique de résister aux plans de l'impérialisme.

Tirant les leçons de la situation grecque, le bureau européen de la IV^e Internationale écrit dans sa résolution de fin août :

« Le capital financier, entraîné par la crise de décomposition sans précédent qui frappe son système de domination (et qui se manifeste dans une succession de guerres, comme dans l'extermination de peuples entiers sur les continents qu'il a ravagés), a fait savoir par la voix de l'UE, de la BCE et du FMI, représentés par Merkel-Hollande, qu'il ne reculerait devant rien pour défendre son "ordre".

Il a indiqué de la façon la plus claire qui soit — en faisant du sort réservé à la Grèce un avertissement à tous les peuples d'Europe — qu'il ne reculerait devant rien tant qu'il ne serait pas "menacé de tout perdre". »

C'est un côté de la situation, celui de la contre-révolution, l'autre aspect de cette situation étant la résistance de la classe ouvrière.

En Grande-Bretagne, malgré les coups importants reçus et les lois Thatcher, la classe ouvrière reste organisée dans ses syndicats (plus de 6 millions d'adhérents) et peut s'appuyer sur ses conquêtes, en particulier le NHS et le droit du travail, qui existe encore malgré la généralisation de toutes les formes de travail précaire. La résistance de la classe ouvrière connaît un regain caractérisé par le nombre croissant de grèves depuis trois ans. Sur le terrain déformé des élections internes du LP, elle a encore exprimé sa volonté de résister et de rompre avec la politique du « New Labour ». Pour aller plus loin, l'impérialisme britannique a besoin d'une nouvelle loi contre les syndicats pour casser cette résistance et briser la classe ouvrière qui

a su conserver ses principaux points d'appui.

Dans son combat pour défendre ses acquis contre le gouvernement Cameron, la classe ouvrière britannique devra mettre à l'ordre du jour l'abrogation de toutes les lois antisyndicales qui entravent son combat, de même que la rupture avec les institutions de l'UE. Les militants qui sont, en Grande-Bretagne, au premier rang du combat pour la défense des syndicats, du droit du travail et des services publics sont dans les syndicats du TUC, y occupent parfois des positions et, pour beaucoup, sont membres du LP, qu'ils considèrent comme leur parti et qu'ils défendent contre le « New Labour ». Ces militants, de toutes origines, syndicalistes, membres du LP, seront aux premiers postes du combat de la classe ouvrière. C'est avec eux que la IV^e Internationale souhaite engager la discussion sur les problèmes brûlants auxquels la classe ouvrière britannique est confrontée. Une discussion qui s'inscrit dans le cadre de la résolution européenne de la IV^e Internationale déclarant :

« Cette discussion, il nous faut la poursuivre sur des axes communs, quelles que

soient les formes transitoires et particulières à chaque pays, donc sur les axes d'une conférence européenne qui marque un pas en avant dans le regroupement des forces concrètement engagées sur le terrain de la rupture, mettant en son centre le combat pour l'indépendance des organisations ouvrières contre toute forme de pacte, contre toute forme d'union nationale (front populaire) afin d'aider au regroupement à une large échelle des cadres ouvriers inscrits dans le mouvement de classe et décidés à aider concrètement la classe ouvrière à faire reculer l'offensive coordonnée par l'UE et, ce faisant, ouvrir la voie dans laquelle pourra se poser la question de son propre pouvoir. »

Trois numéros d'un bulletin intitulé *Labour News*, tribune libre de la lutte des classes, ont été édités et diffusés auprès de militants ouvriers en Grande-Bretagne pour engager cette discussion avec eux et les regrouper.

Marius McPherson

Brésil

32^e Rencontre nationale du courant O Trabalho du Parti des travailleurs, section brésilienne de la IV^e Internationale

Les 12 et 13 septembre, après deux jours de débat, la 32^e Rencontre de O Trabalho (ENOT) a adopté ses résolutions à l'unanimité de l'assemblée plénière, qui réunissait les délégués au congrès, ainsi que les membres sortants de la direction nationale et de la commission de contrôle, ainsi que les invités.

C'est le résultat final de deux mois de débat au sein de la section brésilienne de la IV^e Internationale, d'abord dans les assemblées régionales où était présenté le rapport de la direction nationale, puis dans les assemblées électives, après la diffusion aux militants de cinq bulletins intérieurs, avec 70 contributions émanant de plus de 60 militants, dans la plus large liberté de discussion.

A l'issue de la 32^e Rencontre, les résolutions ont été présentées dans les assemblées de compte rendu convoquées dans tout le pays, au moment même où avaient lieu les mobilisations des travailleurs contre « l'ajustement », pour la défense de leurs organisations, dans une situation où pèse la menace de destitution de la présidente Dilma par la droite la plus réactionnaire.

En effet, après la 32^e Rencontre, les rythmes et les délais s'accélérent dans le pays. Il y a une dégradation de la situation sociale et économique, avec, ces derniers jours, une aggravation de la crise politique.

Comme l'expliquait le communiqué de Dialogue et Action du PT (DAP) (1),

regroupement indépendant à l'intérieur du Parti des travailleurs, auquel participe O Trabalho :

« Il y a une augmentation des attaques contre le PT — les menaces de Gilmar Mendes (juge de la Cour suprême), la condamnation à quinze ans de prison pour Vaccari (trésorier du PT), le sauve-qui-peut du maire de Joao Pessoa (2) qui accuse le PT, des amendes de plusieurs millions infligées au parti, alors que les fonds de dix directions régionales sont bloqués, etc. — sans que cela n'altère la passivité générale de la direction du parti.

Le gouvernement de Dilma n'a fait que fragiliser sa base sociale avec les nouvelles mesures, plus de 60 milliards de coupes budgétaires annoncées, il y a une semaine, par les ministres Levy (Economie) et Barbosa (Planification), mesures antipopulaires et récessives. Ces mesures sont globalement condamnées par la CUT et par d'autres organisations populaires, mais soutenues par l'exécutif national du PT.

Les signaux de la détérioration des conditions de vie s'accumulent : emploi, salaires, services publics, problèmes pour les Etats et les communes.

Sur cette toile de fond, il y a une escalade du putschisme. Des parlementaires du PT, ainsi que les principaux dirigeants du parti considèrent que le Congrès national

(1) En portugais : Diálogo e Ação Petista (DAP) (note du traducteur).

(2) Luciano Cartaxo, maire de Joao Pessoa, une capitale du Nordeste, a annoncé, courant septembre, qu'il quittait le PT pour rejoindre le PSD.

peut voter "l'admissibilité" de la demande de destitution présentée par l'opposition dans les prochaines semaines.

La situation est donc préoccupante, mais ce n'est pas pour autant que nous sommes défaits.

Aucun membre du PT ne doit accepter le cours des événements, pas plus qu'il ne doit attendre une quelconque protection pour le gouvernement de la part de ce Congrès ou de ce Sénat.

De la même façon que la défense du mandat populaire passe par le changement de politique économique, avec la fin du plan d'ajustement, les mouvements de rue et le soutien aux mobilisations des travailleurs et opprimés sont le seul chemin pour garantir les intérêts populaires et la continuité même du PT, fondé pour défendre les travailleurs.

Pour cela, il est nécessaire que les groupes de base du DAP se réunissent dans les prochaines semaines. Il est important que nous augmentions le nombre et l'ampleur de ces groupes comme facteur conscient dans cette période de turbulences, en regroupant les membres du PT qui n'acceptent pas la passivité et les discours creux. »

« DÉFENDRE DILMA AU NOM DE QUOI ? »

Au moment où nous bouclons cet article, à la veille du congrès national de la Centrale unique des travailleurs (CUT), où il est prévu de discuter de la question de la grève générale contre l'ajustement, des mouvements de résistance et des grèves salariales nationales se succèdent, avec des résultats inégaux.

Il y a eu, il y a plusieurs semaines, un mouvement de grève pour le réajustement salarial dans les universités fédérales. Des grèves ont eu lieu à la Poste et à la Sécurité sociale, ainsi que dans d'autres secteurs publics. Dans le secteur privé, la lutte se déroule contre les licenciements accompagnant l'ajustement. Des mouvements populaires de lutte pour le logement et les ser-

vices publics revendiquent contre les baisses de ressources. A Petrobras, il y a une mobilisation, en vue d'une grève nationale contre le « désinvestissement » de l'entreprise et pour des revendications propres aux travailleurs du pétrole.

Actuellement, la catégorie la plus combative des cinq cent mille travailleurs des banques, liée à la CUT, a commencé une grève nationale pour un réajustement salarial et d'autres revendications. C'est un mouvement qui peut durer longtemps et qui peut, par capillarité, être un catalyseur pour les campagnes salariales en cours dans de nombreuses catégories et avoir une incidence sur la situation instable et périlleuse qui s'est ouverte.

Parce que, de l'autre côté, les initiatives de la droite, auxquelles le gouvernement répond en cédant, créent une grande confusion. Tel a été le cas du dernier remaniement ministériel, qui a donné encore plus d'espace à « l'allié » PMDB, parti truffé de putschistes, et qui n'a pas touché au ministre clé : le banquier Levy (Economie).

Ce qui a amené le propre président de la Fondation Perseu Abramo, institut de recherche et de conseil du PT, l'économiste Marcio Pochman, à demander avec justesse : « *Au nom de quoi les gens vont-ils défendre Dilma ?* » C'est un état d'esprit assez répandu aujourd'hui.

C'est dans cette situation complexe que O Trabalho a réuni son congrès annuel de délégués et a adopté l'orientation résumée ci-dessous, sur une ligne indépendante de défense des organisations construites par les travailleurs, avec leurs conquêtes, pour regrouper la classe ouvrière et ouvrir une issue à la nation confrontée à la brutale offensive impérialiste.

Telle est la place de la construction de la IV^e Internationale dans cette situation.

**Le 8 octobre 2015,
Joao Alfredo Luna**

A. RÉOLUTION IV^e INTERNATIONALE

L'assemblée plénière de la 32^e Rencontre affirme son accord avec le premier point du « relevé de décisions » de la dernière réunion du Secrétariat international : (...) « *Le Secrétariat international a refusé de procéder à un vote qui aurait admis que puisse être remise en cause la décision souveraine d'une section, en l'occurrence la décision de la section française prise en défense des règles du centralisme démocratique. En effet, accepter de procéder à un tel vote aurait non seulement nié la souveraineté de la section française, mais aurait représenté une invitation adressée à toutes les sections de l'Internationale à renoncer aux règles du centralisme démocratique, au moment où la décomposition de l'impérialisme fait peser sa pression dislocatrice sur toutes les organisations ouvrières (...).* »

**Résolution approuvée
à l'unanimité des délégués,
membres sortants de la DN,
commission de contrôle et invités**

B. RÉOLUTION POLITIQUE DE LA 32^e RENCONTRE

1. Dans le développement de la crise mondiale du système basé sur la propriété privée des moyens de production, le Brésil se trouve dans l'œil du cyclone avec les « pays émergents » (BRICS, etc.), considérés jusqu'à une date récente comme le « salut » à la crise. Dans cette crise, l'offensive impérialiste vise à briser la résistance ouvrière à une nouvelle échelle internationale (« guerre mondiale contre le terrorisme »).

Mais, de façon contradictoire, par l'action des masses, en relation avec la crise des appareils de tout type, s'ouvre pour nous la possibilité de nous insérer au sein de l'avant-garde de la classe ouvrière, à condition de sortir de la routine. La résolution du Secrétariat international de janvier à ce sujet invite les sections à recenser leurs forces et à se doter de plans de

construction, en alertant sur le fait que pour cet objectif, « le temps nous est compté ». Telle est la base de la discussion de la 32^e Rencontre pour affronter la profonde crise qui s'abat sur les exploités et les opprimés au Brésil.

2. La classe dominante est associée à l'impérialisme et ne se reconnaît pas dans le gouvernement du PT de Dilma (coalition avec le PMDB (3), subordonnée à l'impérialisme), malgré toutes les concessions qu'il lui fait.

D'où l'instabilité, le chantage envers ce gouvernement couard, qui a ouvert la voie au putschisme de la réaction, elle-même hésitante, alors qu'elle n'a pas infligé de défaite aux travailleurs, qui résistent depuis le début de l'année. Sous la pression du marché, craignant pour les affaires, elle préfère arracher toujours plus de concessions au gouvernement.

Pour l'impérialisme, ce sont deux fers au feu qui se combinent : abrégier le mandat par le putschisme juridico-institutionnel ou maintenir Dilma, en transférant le pouvoir vers le PMDB-PSDB (4) pour que ces partis mettent en œuvre le programme putschiste, en laissant pourrir le gouvernement jusqu'à la liquidation du PT — l'impérialisme est en effet conscient qu'il a besoin, dans cette entreprise, de détruire le PT en le coupant des masses.

3. Pour les masses travailleuses, cette terrible dérive se traduit par un chômage massif, inversant la tendance de la décennie antérieure, interrompant le rattrapage des salaires, tandis que le gouvernement affronte la crise fiscale, en remettant en cause les services publics et les programmes sociaux (programme MCMV (5), etc.), en rejetant les conséquences sur les Etats et les municipalités.

A présent, avec la baisse de la note d'une « agence de notation financière », Dilma reprend le fameux objectif d'excédent primaire pour 2016 de son ministre Levy, au

(3) Le PMDB est un ancien parti de l'opposition « officielle » à la dictature (note du traducteur).

(4) Le PSDB est le parti de l'ancien président Cardoso (note du traducteur).

(5) Programme « Ma maison, ma vie », lancé en 2009 en faveur du logement pour les familles modestes (note du traducteur).

prix de coupes budgétaires et de mesures pour diminuer les dépenses de la santé, de l'éducation et des programmes sociaux, reprenant les propositions de l'Agenda Brésil de Renan-Levy (6).

Pour les masses, la crise va encore s'approfondir. La résistance doit donc se développer, rendant urgente sa centralisation pour infliger une défaite à l'ajustement structurel.

4. Nous nous trouvons au moment de la situation créée à la fin de 2014 avec le virage du gouvernement, mis en échec au premier tour des élections. Ce gouvernement a tourné le dos à l'étroite victoire que les militants lui ont donné au second tour, mettant en œuvre une partie du programme mis en échec.

La visite de Dilma à Washington, à la fin du premier semestre 2015, exprime un tournant, avec de nouvelles concessions au secteur privé et des projets de lois antiterroristes alignés sur la « guerre mondiale contre le terrorisme », afin de mériter la « confiance » d'Obama.

Cela ne modifie pas pour autant la politique de fond de l'impérialisme qui vise à reconquérir les positions perdues sur le continent (Venezuela, Equateur, Bolivie, etc.).

Ce qui se manifeste à travers l'impasse de la renégociation initiée par Lula sur le pétrole des gisements présalifères que les Etats-Unis n'ont jamais acceptée. Ce sont Lula et Dilma, qui, pour ne pas avoir voulu rompre avec l'impérialisme, tout en voulant éviter un choc frontal avec les masses, ont conduit à cette situation.

Aujourd'hui, avec le démantèlement des entreprises nationales par l'opération Lava-Jato (7), la pression PMDB-PSDB pour inverser le cadre régulateur du pétrole, avec le désinvestissement de Petrobras (gestion Bendine) (8), est mise en péril l'unique véritable réforme de « l'ère Lula » : le nouveau cadre régulateur du pétrole. Ce qui amènerait immédiatement à un bouleversement économique et social historique, outre le fait d'hypothéquer l'avenir de la nation.

Ce qui souligne l'importance de la grève générale des travailleurs du pétrole à l'initiative de la FUP, dont l'issue peut être

similaire à celle de 1995. C'est pourquoi elle ne peut pas, comme alors, être abandonnée, isolée par les organisations de classe.

Défense du mandat populaire, dehors Renan-Levy

5. Le gouvernement, qui évolue vers la droite est fragilisé, avec la crise politico-institutionnelle, le pourrissement de sa « base alliée » dirigée par le PMDB, truffée de putschistes, et qui, en lien avec le pouvoir judiciaire, contrôle le Congrès et sabote le gouvernement lui-même. Ce qui confirme la nécessité du combat pour une issue réelle, avec la convocation d'une Constituante souveraine (les 8 millions de votes au référendum populaire pour la Constituante de la réforme politique en sont encore l'écho) pour réaliser les réformes populaires — réforme agraire, renationalisations, réforme politique, fiscale, démilitarisation de la police, etc. — qui, en treize ans, n'ont pas été faites.

Nous défendons le « mandat populaire » de Dilma contre la menace putschiste, qui remettrait directement le pouvoir à la réaction, contre les conquêtes sociales, mais pas au nom d'une démocratie abstraite (qui n'existe pas dans le pays, c'est aussi pourquoi nous luttons pour la Constituante). C'est la raison pour laquelle, nous relient toujours la défense du mandat à l'exigence adressée à Dilma de changer de politique économique : « A bas le plan Renan-Levy », « Dehors Levy » etc..

La vie des larges masses, qui est notre point de départ, est dominée par l'urgence de l'unité pour défaire l'ajustement. Ce qui met à l'ordre du jour la question de la grève générale (la forme ne peut se prévoir, les travailleurs du pétrole peuvent en être le point d'appui, la loi sur l'externalisation au Congrès ou les projets du gouvernement

(6) Renan, président PMDB du Sénat ; Levy, ministre des Finances (note du traducteur).

(7) Enquête de justice sur de prétendues « affaires » concernant des entreprises de construction, Petrobras et les partis (note du traducteur).

(8) Aldemir Bendine est le président de Petrobras, le géant brésilien du pétrole (note du traducteur).

Dilma). Après tout, la classe n'a pas été défaite. Les mobilisations depuis le début de l'année, s'appuyant sur la Centrale unique des travailleurs (CUT) — et avec un impact sur le groupe parlementaire du PT — ont atténué la politique de restriction des droits du gouvernement, et le coup majeur contre la classe, le projet de loi (PLC 30) sur l'externalisation, est encore au Sénat.

Notre volonté est de donner confiance aux masses, qui, sans en avoir conscience, sont à l'origine même de l'attitude progressiste de la direction de la CUT. Oui, elles peuvent, par leur propre force, affronter et vaincre l'offensive réactionnaire. C'est de la centralisation de la force des travailleurs mobilisés que dépend la défaite de ces attaques, ouvrant, la voie à une issue politique, à de nouvelles institutions et à un nouveau gouvernement (voir ci-dessous).

6. Au cours du combat contre le plan Renan-Levy, nous mettons en avant l'alternative d'une plate-forme de rupture avec des revendications, dirigée vers le gouvernement Dilma, en vue d'un gouvernement anti-impérialiste dirigé par le PT :

- fin de l'excédent fiscal primaire ;
- chute des taux d'intérêt ;
- centralisation du change ;
- Constituante souveraine pour accomplir les réformes populaires.

La crise du PT et le DAP

7. Après treize ans de gouvernement de collaboration de classe, sans œuvrer pour les aspirations révolutionnaires qui étaient à la base de son élection — contradiction qui a fait surface dans les manifestations de rue de juin 2013, ébranlant les institutions et la relation des masses avec leur représentation —, le PT arrive en 2015 menacé de destruction, comme les dirigeants le reconnaissent à présent. Et ce qui détruit le PT, c'est la combinaison de l'offensive de la réaction avec la ligne du sommet dirigeant, et son soutien au gouvernement, dont la politique est dirigée contre les travailleurs.

Il ne s'agit pas de se lamenter, la vraie question est : que faire ?

En premier lieu, comprendre ce que nous voulons faire dans cette situation de crise du PT. Nous ne sommes pas au PT pour accumuler des mandats parlementaires. Notre objectif est de construire la IV^e Internationale (« transition ») en nous situant dans la continuité du mouvement de la classe ouvrière qui a fondé le PT et qui a galvanisé les masses opprimées pendant toute une période historique. Aujourd'hui, la crise de l'appareil luliste qui contrôle le parti est là (« *Au-dessous du plus bas* », dit Lula).

Cette nouvelle situation nous met au défi de « sortir de la routine » pour être capables d'ouvrir une issue — nous n'avons plus des décennies de « vie interne » pour nous faire entendre devant nous, et de nombreux cadres et même des dirigeants perçoivent l'obstacle situé au sommet.

Le V^e Congrès du PT, en juin, nous a montré que le terrain est fertile, avec la défaite serrée (55 % contre 45 % des voix) du vote contre l'ajustement, produit en partie du manifeste des syndicalistes de la CUT, « *Le PT à nouveau pour les travailleurs* », et, également, avec la polarisation sur la réforme interne (fin des « élections directes », retour à la rencontre de délégués), initiatives où nous avons joué un rôle central.

8. Nous avons abouti à cela par une politique fondée sur la « transition » sur le terrain du PT, reposant sur une plate-forme ouvrière indépendante. La forme qu'elle a revêtue a été le Dialogue et Action pétiste (DAP). C'est à partir de cela que nous pouvons avancer en comprenant bien qu'il est un regroupement ouvrier indépendant sur le terrain du PT.

Le DAP n'est pas un groupe syndical, ce n'est pas non plus un groupe de pression sur la direction du PT, il ne peut pas être non plus un appendice des organismes du courant O Trabalho.

Comme regroupement, il doit avoir une vie propre, avec ses finances et ses publications, appuyé sur une structure souple, son comité national avec des coordinations par Etat, à chaque fois que nous pouvons mettre en place de manière stable des groupes de base. Les groupes de base sont le cœur du DAP, car c'est là que se maté-

rialise sa vocation à « agir comme le PT agissait ».

Le DAP existe pour agir réellement, comme le PT agissait, non seulement pour faire du bruit, mais pour être un parti, même s'il n'en est même pas l'embryon. Mais sans sa vocation, oser « agir comme », sortir dans les rues, au cours de campagnes, aux côtés de la lutte populaire, le DAP ne sera pas une alternative (...).

9. Le terrain, répétons-le, est là. Le fait nouveau de l'année a été que la CUT s'est différenciée du sommet du PT au cours des mobilisations contre l'ajustement au premier semestre, même si elle continue à être contrôlée par le même appareil, mais elle n'a pas rompu. Vagner Freitas (président de la CUT) est à présent en train de parler « d'entente » et un forum se met en place pour les réformes des retraites.

La différenciation s'est exprimée sur le terrain du PT avec le manifeste des syndicalistes au V^e Congrès, qui n'est pas achevé dans le sens où le congrès lui-même « n'a pas fini ». Il peut se poursuivre dans un processus de différenciation au sein de l'appareil luliste, aux côtés de la base ouvrière du PT, sa colonne vertébrale, sur laquelle nous pouvons avoir une influence. Pour cela, nous avons proposé aux dirigeants PT de l'exécutif de la CUT de convoquer une rencontre nationale de syndicalistes du PT. Sa force, c'est de prendre appui sur des points de la plate-forme actuelle de la CUT (Manifeste), de pouvoir permettre de regrouper dans la crise du PT (...).

« Sortir de la routine » !

10. Pour nous, les groupes de base DAP doivent aider les cellules dans la recherche de la jonction avec l'avant-garde, à « sortir de la routine », comme l'a recommandé le Secrétariat international déjà cité ; dans notre cas, dans le cadre du choc inévitable avec l'ajustement, qui a déjà commencé.

Les dirigeants et les militants doivent sortir de la routine — et aider ces derniers doit être la principale préoccupation des dirigeants. C'est ce qu'indique le résultat des trois tournées de réunions de base du DAP qui se sont tenues en un peu plus d'un an.

Au cours de la préparation de la Rencontre nationale DAP (ENDAP) de fin 2014, au plus fort de la campagne électorale, après le référendum populaire sur la Constituante, nous avons réuni presque mille membres du PT dans 65 réunions.

Ce résultat a été obtenu grâce à la formation de groupes de base du DAP dans la majeure partie des Etats, bien qu'avec des inégalités, qui méritent d'être examinées (...).

11. La question se concentre à présent sur la généralisation des DAP comme méthode de notre courant, en rompant justement avec la « routine » syndicale ou de directions municipales du PT. A ce stade de crise ouverte, rien ne peut plus nullement justifier la paralysie.

Mais en engageant tous les militants non jeunes (car les jeunes ont leur activité centrale dans Jeunesse Révolution), combien de réunions supplémentaires, combien de membres du PT de plus pourrions-nous réunir ?

La proposition a été discutée et planifiée par les délégués à l'assemblée de la 32^e Rencontre et se traduit par un objectif, à partir des assemblées de compte rendu.

La place du Front Brésil populaire

12. Un front est aujourd'hui nécessaire pour défendre les travailleurs et la nation, contre les mesures antipopulaires et la menace du putschisme pro-impérialiste.

Au cours de la constitution du front, nous n'opposons pas la défense des droits (front unique ouvrier) à la lutte pour la démocratie (front unique anti-impérialiste), le problème est de les relier. La revendication de classe n'est pas une condition pour la lutte anti-impérialiste commune, mais son développement dans le front est impératif pour la victoire finale.

Nous sommes dans le Front Brésil Populaire (FBP), qui a une vocation anti-impérialiste par sa composition et sa plate-forme. Mais, pour le front unique, il est nécessaire de consolider l'intégration de la direction luliste de la CUT et du PT, car, malgré la perte d'autorité du lulisme, il contrôle encore le principal parti ouvrier.

Lutter pour le front unique, à ce stade, c'est aussi un moyen de combattre la cristallisation du FBP comme « alternative » à la crise du PT, ou la création d'un « parti des mouvements », obstacle dans la lutte pour le parti ouvrier indépendant dans le cadre de la crise du PT.

Ainsi, pour réaliser pleinement sa vocation de front anti-impérialiste, nous combattons pour que le FBP intègre dans ses axes programmatiques la perspective de la Constituante — l'issue politique à la crise des institutions, opposée à la ligne du PCdoB (9) et d'autres de s'enfermer dans la « défense de la Constitution » — mettant, en outre, en avant le combat contre « l'agenda Brésil » (contre le plan Renan-Levy), dans une campagne de mobilisation des masses.

C'est sur cette orientation que nous chercherons à associer les camarades pour intervenir comme DAP dans les structures du FBP dans les Etats.

Dans la mesure où le FBP se renforce et se structure dans les Etats, il sera normal qu'il intègre en son sein les comités populaires de la campagne pour la Constituante, lesquels n'ont pas de raison de concurrencer de l'extérieur, mais de combattre à l'intérieur du FBP, sur une ligne de rupture. D'ores et déjà, nous affrontons le blocage des appareils bureaucratiques dans le FBP, ainsi que la dispersion centraliste, sur une ligne consistant à s'appuyer sur le FBP pour aider à centraliser le mouvement des masses.

Adoptée à l'unanimité des délégués de la 32^e Rencontre

C. RÉOLUTION D'APPLICATION DE LA COMMISSION OUVRIÈRE

(...) Le 12^e CONCURT sera traversé par la contradiction entre le maintien de la position de la centrale « contre l'agenda Brésil de Renan-Levy » et une ligne d'« entente » avec le patronat, comme prétendu élément de « stabilisation » de la situation de crise aiguë du gouvernement Dilma — dont l'expression immédiate est le PPE (10) appliqué par la direction des métallurgistes de la région de l'ABC et qui provoque des résistances dans d'autres branches et secteurs syndicaux de la CUT.

Cela dans une situation de multiplication de grèves contre les licenciements et de campagnes salariales importantes au second semestre où, comme nous l'avons dit (rapport) : « *Il s'agit de positionner le courant dans une politique d'aide pour réunir les conditions pour la grève générale pour la défense des revendications contre l'ajustement fiscal de Levy. Il ne s'agit pas de "prendre date" pour la grève générale, mais d'intervenir, d'ores et déjà, dans les mouvements en cours en visant à les unifier dans l'action et essentiellement de permettre l'identification de l'obstacle qui doit être abattu : le plan Levy.* »

Pour cela, nous nous appuyons sur la résolution du 14 août de la direction nationale de la CUT, qui dit : « *La CUT portera une attention particulière aux campagnes salariales en cours au second semestre, en leur conférant un caractère de classe et en cherchant l'unification des actions qui puisse renforcer le mouvement d'ensemble. Outre la défense des revendications immédiates pour l'emploi, les droits, de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, les mobilisations des travailleurs devront créer les conditions pour renforcer les luttes plus générales en faveur de la démocratie et d'une nouvelle politique économique, en créant les bases pour une grève générale qui peut devenir nécessaire.* »

(9) Parti d'origine maoïste, membre de la coalition (note du traducteur).

(10) Programme de protection de l'emploi — en réalité, une forme de réduction du temps de travail avec réduction des salaires (note du traducteur).

Pourquoi la question nationale catalane est-elle au centre de la situation politique dans l'Etat espagnol ?

Par Angel Tubau

Les élections au Parlement de la Catalogne, le 27 septembre 2015, ont été un coup de tonnerre, dans une situation déjà caractérisée par une extrême fragilité à cause de l'effondrement économique, à l'image de la crise mondiale, qui frappe le pays depuis plus de sept ans. Tout le monde connaît les gravissimes conséquences de cette crise pour la classe ouvrière, la jeunesse et toute la population. Le niveau du chômage est le plus élevé de tous les pays de l'Union européenne, et la destruction des conquêtes sociales, la remise en cause des régimes de retraite, le démantèlement des services publics et la réintroduction de lois répressives, qui rappellent les heures les plus sombres du franquisme, sont en cours.

Le gouvernement qui, depuis novembre 2011, tient les rênes du pays, le gouvernement Rajoy, du Parti populaire (PP), est le représentant direct des institutions de l'appareil d'Etat héritées du franquisme. Continuant la politique du gouvernement Zapatero, il a essayé de faire retomber, dans tout le pays, à travers de multiples plans d'austérité, les conséquences de la crise sur les travailleurs. Mais un aspect essentiel de sa politique a été d'aiguiser les affrontements entre les différents peuples qui composent l'Etat espagnol. Rappelons-le : l'Etat espagnol n'est pas une nation. L'Espagne est composée de différents peuples, « unifiés » par les institutions,

dont la monarchie est la clé de voûte. Institutions qui ont été modelées par la dictature franquiste et constituées sur la base de l'oppression des différents peuples. Pour des raisons historiques, la monarchie a été constituée contre tous les peuples d'Espagne, y compris contre le peuple de Castille. Et le franquisme a poussé jusqu'au bout le caractère de ces institutions (l'armée, la justice, l'administration centrale de l'Etat, l'Eglise catholique, etc.) contraires aux droits des peuples et, évidemment, aux droits sociaux de la classe ouvrière.

A la mort de Franco et conséquence de la crise prérévolutionnaire ouverte à cette époque, les représentants de l'appareil d'Etat ont été obligés de pactiser avec les dirigeants des partis ouvriers — jusque-là clandestins (PSOE, PCE) — et les partis nationalistes catalans et basques. En septembre 1977, les pactes de la Moncloa ont été signés, pactes qui ont donné lieu, d'un côté, à un « pacte social » avec les syndicats, récemment reconstitués, et, d'un autre côté, un pacte politique qui a conduit à la Constitution adoptée par référendum le 6 décembre 1978.

Les institutions du franquisme ont été préservées. La responsabilité des crimes du franquisme a été effacée ; en échange, partis et syndicats ont été légalisés ; des élections au Congrès des députés (Cortes) ont

eu lieu, et le pays a été divisé en dix-sept régions autonomes, dans l'objectif de désamorcer les questions basque et catalane, où la majorité des organisations et de la population exigeaient le droit à l'autodétermination. En effet les dix-sept régions devaient avoir les mêmes compétences, des parlements et des gouvernements régionaux. Aujourd'hui, ces régions gèrent 50 % du budget, notamment en matière de santé et d'éducation.

Conséquence de la crise, les conflits interrégionaux se sont aggravés et le gouvernement Rajoy a tout fait pour rendre responsables les « régions les plus riches », comme la Catalogne, en les accusant de ne pas être solidaires du reste du pays. La réponse du gouvernement catalan, à majorité composée par les partis nationalistes, a été d'accuser l'Etat du contraire. Mais les faits sont là, la Catalogne, qui représente près de 20 % du PIB, ne reçoit que 10 % des investissements de l'Etat.

C'est dans ce cadre d'affrontement que, pendant ces cinq dernières années, les partisans de l'indépendance ont gagné une influence de masse. Nous y reviendrons.

27 SEPTEMBRE, LE CHOC ÉLECTORAL

Au lendemain des élections au Parlement de la Catalogne, le comité exécutif du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section de la IV^e Internationale dans l'Etat espagnol, a publié la déclaration suivante :

« Les résultats électoraux sont incontestables. Avec la plus forte participation électorale à des élections catalanes, 77,4 %, le parti du gouvernement de l'Etat subit une défaite écrasante, recueillant à peine plus de 8,5 % des votes émis, ce qui vient confirmer l'existence d'une majorité sociale opposée à la continuité monarchique et à la légalité constitutionnelle qui nie l'exercice de la démocratie.

La somme de tous ceux qui ont voté directement pour des partis indépendantistes, 47,77 % (Junts pel sí, "Ensemble pour le oui" — à l'indépendance — et la CUP, "Candidature d'unité populaire"), plus ceux qui se déclarent partisans du droit

à l'autodétermination (Catalunya sí que Sí es pot, "Catalogne oui on peut", 8,93 %, outre l'Union démocratique, 2,5 %, sans représentation parlementaire) aboutit au total de 60 %. C'est au moins la troisième fois qu'une grande majorité du Parlement de Catalogne représente l'exigence du droit à décider. Malgré cela, le Parti socialiste de Catalogne (PSC), qui obtient les pires résultats de son histoire avec 12,7 %, à cause de la politique pro-monarchiste de la direction fédérale, propose cependant une "réforme fédérale", d'en haut, sans respecter le droit du peuple catalan à décider, étranger au sentiment de nombre de ses membres et de ses électeurs.

Quoi qu'il en soit, les partis qui défendent l'actuelle Constitution, le PP (Parti populaire, droite), qui s'est effondré, avec 8,5 % des voix, et Ciudadanos ("Citoyens"), avec 17,9 % représentent à peine 26,4 % des votes émis.

En même temps, la proposition de Junts pel Sí de procéder à une déclaration unilatérale d'indépendance se heurte à un fait qu'on ne peut nier : leurs voix et celles de la CUP n'atteignent pas les 48 % des votes émis.

Ce résultat électoral va être, sans nul doute, un élément déterminant lors des prochaines élections générales de décembre. Mais les résultats électoraux, tout incontestables qu'ils soient, sont également l'expression d'un défaut d'une représentation politique fidèle aux intérêts des travailleurs et des peuples qui défendent, en Catalogne et dans tout l'Etat espagnol, une issue démocratique pour tous.

Quelle issue ?

Malgré sa défaite, dès la première minute, l'appareil d'Etat et ses porte-parole ont renchéri sur leur politique d'affrontement entre les peuples. Cela démontre qu'il ne peut y avoir d'issue aux aspirations du peuple catalan (et de tous les peuples) dans le cadre de la monarchie, qui provoque cet affrontement. Seule la classe laborieuse, dans l'action organisée, peut apporter une solution à cet imbroglio.

Les travailleurs de tous les peuples d'Espagne constituent une seule classe, avec les mêmes acquis sociaux, les mêmes conventions et négociations collectives, une seule sécurité sociale, des services

publics acquis pour toute la population, et, en particulier, des confédérations syndicales couvrant tout le pays, qui donnent sa force à la classe ouvrière. De Barcelone à Cadix, de Madrid à Bilbao, les travailleurs ont les mêmes expériences de lutte. Pendant la longue dictature, s'est constituée dans le combat l'alliance entre les travailleurs et les peuples. Pour les travailleurs de tout le pays, défendre la liberté de la Catalogne ou du Pays basque était une question élémentaire.

La restauration de la monarchie, après la mort de Franco, en maintenant l'essence des institutions héritées du franquisme, a exigé des dirigeants, à ce moment-là du PSOE et du PCE, qu'ils brisent cette alliance. Durant ces dernières quarante années, on a essayé de dissocier les droits sociaux des droits démocratiques nationaux, mettant ainsi en danger les uns et les autres.

L'effondrement économique que connaît notre pays, produit de la crise du capital financier à l'échelle internationale et de la politique pratiquée par ses institutions, l'UE et le FMI, a provoqué une situation d'indignation sociale, qui s'est exprimée au début dans les mobilisations massives contre les coupes budgétaires et par des grèves générales, sans pouvoir trouver pour l'instant d'autre voie que la croissance spectaculaire de l'indépendantisme en Catalogne.

Les travailleurs, les paysans, les jeunes qui votent pour l'indépendance veulent avant tout se libérer de la monarchie, de l'Etat corrompu et des privilèges du grand capital. Comme leurs principales organisations n'organisent pas cette lutte, et ont accordé une trêve au gouvernement depuis la dernière grève générale, ils ont été nombreux à chercher une issue dans ceux qui leur offrent l'indépendance.

La politique pro-monarchiste de la direction du PSOE a interdit que ce parti joue son rôle de relais nécessaire entre les intérêts des travailleurs de tous les peuples et les droits de ces derniers. Dans ces conditions, au niveau électoral, en Catalogne, et au niveau politique, dans tout le pays, il y a un véritable vide de représentation des intérêts communs des travailleurs et des peuples.

Plus que jamais, il faut combattre pour l'alliance des travailleurs et des peuples

Toutes les institutions internationales du grand capital, depuis le gouvernement Obama jusqu'à l'UE, l'OTAN, la Banque mondiale, les grandes multinationales ont serré les rangs derrière la monarchie, contre les aspirations démocratiques du peuple catalan. En fait, ils ont serré les rangs contre toute revendication démocratique et sociale, raison pour laquelle ils soutiennent le gouvernement Rajoy, ses lois liberticides et antisyndicales (rappelons que trois cents syndicalistes sont menacés de procès, du fait d'exercer le droit de grève).

336 375 électeurs (qui ont voté pour la CUP) ont voté contre la monarchie et ses institutions, contre l'Union européenne, contre la domination du capital...

En pleine campagne électorale en Catalogne, près de 200 syndicalistes et militants ouvriers de tout l'Etat ont lancé un manifeste qui disait en particulier :

“Nous défendons l'union libre de peuples libres comme étant la meilleure option, l'option qui nous intéresse le plus comme travailleurs qui avons lutté ensemble et ensemble avons arraché des acquis communs à tous. Le peuple catalan ne peut pas rester seul dans la défense d'une exigence démocratique, parce que cette exigence incombe à tous les travailleurs. Nous affirmons que c'est un devoir de tout le mouvement ouvrier de l'Etat espagnol de faire sienne cette cause. Cette même cause de tous ceux qui luttent contre les coupes sociales et salariales, contre toutes les mesures d'ajustement, pour l'abrogation de la réforme du Code du travail, pour défendre les services publics menacés. C'est en définitive la cause de la liberté et de la fraternité entre les différents peuples de l'Etat espagnol qui luttent contre les injonctions de tous les gouvernements, indépendamment de leur couleur politique et du drapeau dont ils se drapent.”

Après le résultat des élections au Parlement de Catalogne, cet appel reste d'une actualité brûlante. A la veille de la constitution du Parlement de Catalogne, une exigence élémentaire est posée : va-t-il exercer sa souveraineté ou va-t-il rester sou-

mis à la monarchie et à des pouvoirs extérieurs non élus par les citoyens ? Exercer la souveraineté signifie abroger toutes les coupes budgétaires, toutes les lois antidémocratiques, annuler les expulsions, appeler tous les peuples de l'Etat à une union libre fraternelle, union seulement possible sur un pied d'égalité, c'est-à-dire en se débarrassant de la monarchie et de ses institutions, agences du capital financier et de l'UE, pour ouvrir la voie à la république, à l'union de républiques libres.

Après les élections catalanes, dans le droit-fil du résultat des élections municipales, il est fondamental de redoubler d'efforts pour en finir avec le gouvernement Rajoy, pour imposer dans tout l'Etat un changement politique, imposer à Madrid un gouvernement qui ne se soumette pas à l'appareil franquiste, qui reconnaisse le droit du peuple catalan et de tous les peuples à décider et réponde à toutes les aspirations sociales et démocratiques. »

•
• •

Mais le mardi 29 septembre, le tribunal supérieur de justice de Catalogne, qui dépend du ministère de la Justice, a décidé de mettre en examen Artur Mas, président du gouvernement catalan et dirigeant du principal parti nationaliste (Convergence démocratique de Catalogne). Mas et trois autres responsables du gouvernement régional ont été cités à comparaître devant le tribunal le 15 octobre. Ironie de l'histoire, c'est l'anniversaire de l'exécution par l'armée franquiste de LLuis Companys, président de la Generalitat (gouvernement catalan), lors de la guerre civile de 1936-1939.

Théoriquement, l'appareil judiciaire est indépendant du gouvernement, mais quelques jours avant le 27, notamment le samedi 26, le journal ouvertement franquiste *La Razon* avait annoncé cette mise en examen, et le ministre de la Justice lui-même avait déclaré, le mardi 29, que la mise en examen de Mas avait été retardée pour ne pas la faire coïncider avec la campagne électorale. A cela s'ajoute que le Sénat vient d'adopter au début octobre une loi qui modifie les compétences du Tribunal constitutionnel. A partir de maintenant le

Tribunal constitutionnel pourra sanctionner, voire démettre de ses fonctions, un dirigeant politique élu, qui, selon ce tribunal, ne respecterait pas la Constitution. N'oublions pas que le Tribunal constitutionnel, issu du pacte entre les franquistes et les partis de l'opposition en 1978, a, entre autres choses, cassé en juin 2010 le statut de la Catalogne qui avait été adopté par référendum en 2006 et avalisé par les Cortes. C'est ce même tribunal qui a annulé la loi contre les expulsions des logements du gouvernement régional andalou et qui, en juillet de l'année dernière, avait confirmé la réforme du Code du travail du gouvernement Rajoy. C'est un véritable tribunal au-dessus des institutions élues, ennemi direct des droits sociaux et démocratiques.

UNE PROFONDE CRISE DE RÉGIME

Les porte-parole et les plus intelligents de la monarchie et ceux qui défendent la stabilité de l'Etat sont obligés de constater l'impasse dans laquelle se trouvent le gouvernement et le régime. Ainsi, le 3 octobre 2015, le journal de Madrid *El Pais* a publié l'article suivant (extraits) :

« Crise de régime : la situation politique est entrée dans une impasse d'où les élections générales ne permettront pas de sortir.

Le résultat tant vanté des élections catalanes revient finalement au constat que le régime démocratique espagnol est entré officiellement en crise, devant l'impossibilité d'intégrer politiquement le mandat issu des urnes. J'ai écrit que ce mandat ne peut être intégré politiquement parce que je pars du présupposé que, du point de vue judiciaire, il le sera beaucoup moins, puisque on ne peut intenter un procès devant quelque tribunal que ce soit, comme aimerait le faire Rajoy, auprès de deux millions de Catalans qui ont choisi la rupture anticonstitutionnelle de l'Espagne. C'est-à-dire que le recours habituel à l'Etat de droit, qui constitue l'oraison liturgique avec laquelle ce gouvernement de juristes par concours prétend tout résoudre, ne sert absolument à rien dans ce cas. Et cela indique que nous sommes devant une crise politique ouverte en bonne et due forme. Et il s'agit d'une crise politique dans un double sens (...).

Comme cela s'est produit lors des élections du 27 septembre, dont le mandat électoral contradictoire du point de vue interne ne peut être pris en compte, parce qu'il n'existe pas de règles prévues pour cela. D'un côté, ces élections ont été gagnées par les listes indépendantistes, dont le programme inclut expressément pour la première fois la rupture avec l'Espagne. D'où il s'ensuit que leurs représentants élus se sentent légitimés pour présenter leur demande de sécession. Mais, d'un autre côté, du point de vue plébiscitaire, elles ont été perdues par ces mêmes indépendantistes, qui voulaient qu'elles aient un caractère référendaire, comme l'a reconnu expressément la CUP en renonçant à la déclaration unilatérale d'indépendance (...).

Devant une telle contradiction électorale, d'un résultat qui dit en même temps oui et non à la sécession, la seule issue logique serait la négociation politique pour tenter de trouver un compromis acceptable pour les deux parties. Mais étant donné la nature de la culture politique espagnole (et catalane !), cette issue est écartée parce que les adversaires se refusent à négocier (...).

La crise politique (...) s'ouvre lorsque les membres de la coalition dominante ne disposent pas des règles (formelles ou informelles) pour résoudre leurs conflits internes de pouvoir. C'est-à-dire, la cause de la crise n'est pas l'existence de ces désaccords, mais l'absence de procédure pour s'accorder sur les désaccords. Et c'est ce qui se passe aujourd'hui, puisqu'il n'y a pas moyen de faire que Rajoy et Mas s'accordent sur leurs désaccords.

Le résultat est que le régime démocratique espagnol est entré dans une crise sans issue apparente, car il ne faut pas espérer que les prochaines élections générales servent à trouver une quelconque solution. Et il s'agit d'une crise politique qui en même temps représente une crise de régime, puisque cette incapacité à s'accorder sur les désaccords, nous la traînons depuis 1980, lorsqu'on a chassé Suarez du pouvoir par des procédures extra-électorales. D'où il s'ensuit que chez nous on ne peut même pas se poser la question de la grande coalition comme ultime remède.

Enrique Gil Calvo »

Le mardi 6 octobre, le constitutionnaliste reconnu Javier Perez-Royo, professeur de droit constitutionnel, vient de publier un livre intitulé *L'Impossible Réforme constitutionnelle*. Selon lui, depuis que le

Tribunal constitutionnel a cassé l'accord entre le Congrès des députés et la Catalogne en 2006, il a éliminé la possibilité que le peuple de Catalogne puisse décider. Il n'y a pas donc pas d'issue dans ce cadre institutionnel : « *Je considère que cela a été un coup d'Etat. La structure de l'Etat doit être redéfinie à travers un pacte constituant.* » (*La Vanguardia*, le 6 octobre.)

Ce professeur exprime dans des termes juridiques la situation d'épuisement et de crise majeure de tout le cadre institutionnel mis en place depuis la mort de Franco. C'est la combinaison de la résistance de la classe ouvrière, de son existence comme classe unique à travers tout le pays, avec ses organisations, et le mouvement des peuples opprimés — notamment le peuple catalan — qui remet en cause toutes les institutions de l'Etat et ouvre la voie au combat pour la république, pour l'union libre des républiques souveraines.

LA PLACE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Rappelons-le, l'effondrement économique a accéléré la crise de toutes les institutions, de tous les partis liés au régime, dans une situation où, à la différence des années 1970, les institutions internationales de l'impérialisme, l'Union européenne, le Fonds monétaire international et l'appareil du Kremlin, connaissent une crise de dislocation. Et même si ces institutions financières soutiennent fermement la monarchie, elles n'ont pas la capacité d'agir dans les mêmes conditions qu'auparavant. Notamment parce que tous les gouvernements européens sont confrontés dans leurs pays, sous des formes diverses, à des crises majeures.

Cet effondrement provoque l'irruption de toutes les questions pendantes, non réglées par la bourgeoisie pendant l'époque précédente, aggravées et combinées aux effets de la crise capitaliste qui, en Europe, aggrave la dislocation des institutions de l'Union européenne. Dans l'Etat espagnol, elle prend la forme particulière de la décomposition du régime monarchique restauré, après la mort de Franco, grâce à la politique contre-révolutionnaire des vieux partis qui se réclament du mouvement ouvrier et de l'émancipation des peuples ; elle a aidé à préserver l'ancien

appareil franquiste, garant du maintien de la propriété privée et pleinement soumis aux institutions internationales, notamment à l'Union européenne et à l'OTAN.

Dans cet effondrement, la classe ouvrière a démontré sa capacité, sa disponibilité au combat, entraînant à plusieurs reprises ses organisations, malgré la politique de ses dirigeants, et rassemblant toutes les couches opprimées de la société.

Mais nous ne devons pas oublier que le mouvement de la classe a été bloqué ces dernières années. Cela n'empêche pas la multiplication des conflits et des grèves, mais, depuis la journée de grève générale du 14 novembre 2012, les principaux responsables de l'UGT et des Commissions ouvrières ont concédé une trêve au gouvernement. Ils ont déclaré que la solution devait être politique et devait se régler à l'occasion des élections. Les élections générales espagnoles sont convoquées pour le 20 décembre. Aucun observateur attentif ne peut croire un seul instant que ces élections puissent ouvrir une issue positive. Mais le blocage opéré dans le mouvement de la classe, qui avait participé dans tout le pays et notamment en Catalogne aux multiples mobilisations contre les plans d'austérité, a fait que l'indignation sociale d'une bonne partie de la population s'exprime à travers l'exigence de l'indépendance.

Pour le travailleur, le jeune, le paysan, le commerçant, il signifie se libérer de l'oppression centralisatrice et des plans d'ajustement de l'Union européenne appliqués conjointement par le gouvernement Rajoy et le gouvernement de la Généralité. C'est-à-dire que se combinent révolte sociale contre les plans meurtriers dictés par la troïka et révolte nationale du peuple catalan, écrasé sous la dictature et qui a vu ses aspirations frustrées pendant l'interrègne de la transition. En revanche, pour Mas et ses alliés, il signifie que le peuple de Catalogne affronte les autres peuples, cherchant la division de la classe ouvrière pour mieux réaliser les diktats du capital financier.

Cela a provoqué une situation très contradictoire dans les organisations syndicales. Les instances catalanes de l'UGT et des Commissions ouvrières se sont prononcées maintes fois pour le droit du peuple catalan à l'autodétermination sans épouser la revendication d'indépendance. Tout d'abord,

parce que la classe ouvrière est unique et a des conquêtes communes, notamment l'existence des organisations syndicales, les conventions collectives, les régimes de retraite, etc. La classe ouvrière est confrontée au double défi suivant : d'un côté, le gouvernement Rajoy est en train de piller les fonds de garantie de la Sécurité sociale, il annonce une nouvelle réforme dans l'objectif d'ouvrir la voie aux fonds privés ; de l'autre côté, les partis nationalistes en Catalogne, en accusant le gouvernement Rajoy de piller la Sécurité sociale et de démanteler les régimes de retraite, assurent que seule l'indépendance pourra garantir les droits sociaux. Il est évident que casser la caisse unique de Sécurité sociale remettrait en cause toutes les garanties et faciliterait la constitution de fonds privés.

Comment la classe ouvrière peut-elle se défendre dans cette situation ?

La responsabilité des confédérations syndicales est majeure. Pour les militants de la IV^e Internationale en Espagne, la défense des droits sociaux et des droits démocratiques ou nationaux est inséparable. C'est pour cette raison que le combat dans tout le pays pour que les organisations ouvrières défendent l'unité de la classe ouvrière est seulement possible si celle-ci est à la tête de la défense des droits des peuples, et dans ce cas notamment du peuple catalan.

Une discussion concrète a eu lieu, le 6 octobre, à la réunion du conseil confédéral des Commissions ouvrières, où la question catalane était au centre. Le secrétaire général, Ignacio Toxo, a conclu la discussion en disant :

« Sur la question territoriale, la commission ouvrière nationale de Catalogne comme la direction confédérale ont fait un effort considérable pour arriver à un accord. Aujourd'hui, la société catalane se trouve beaucoup plus polarisée qu'à d'autres époques. Parmi les 50 % des partisans de l'indépendance, il y a une composante très importante de refus des politiques d'ajustement. Et, de l'autre côté, tout le monde n'est pas opposé à la voix du dialogue. Comment faire pour maintenir l'unité de l'organisation et défendre une position confédérale ? Je crois qu'aujourd'hui l'alternative n'est pas l'exercice du droit à décider (...). La voie pour maintenir un projet commun est la réforme constitutionnelle. Mais les conditions pour la réaliser ne sont pas réunies.

Il serait très important qu'en Catalogne et dans tout le pays, se constitue un courant d'opinion pour proposer une issue. Si cela arrivait, le syndicat devrait y occuper toute sa place. L'Espagne est un pays plurinational. L'heure est arrivée pour le réaliser, sinon c'est l'impasse. »

Le secrétaire général des Commissions ouvrières pose le problème, mais, pour que la classe ouvrière puisse ouvrir une issue, il faut que les organisations prennent la tête de ce mouvement. Dans une situation où même dans le Parti socialiste, des centaines de militants s'adressent au secrétaire général pour exiger que le PSOE soit le trait d'union entre la classe ouvrière et le peuple.

La politique pro-monarchiste de la direction du PSOE sert uniquement à approfondir le fossé entre la classe ouvrière et le peuple et à les diviser pour sauver le régime.

La IV^e Internationale et sa section ont toujours ordonné leur action sur l'axe du combat pour l'alliance des travailleurs et des peuples, clé de la révolution ouvrière dans l'Etat espagnol. Les militants de la IV^e Internationale défendent inconditionnellement la souveraineté du peuple de Catalogne, de tous les peuples de l'Etat espagnol. Ils combattent pour l'issue la plus favorable pour que cette souveraineté puisse s'exercer, c'est-à-dire pour la constitution d'une union libre des nations libres et souveraines de l'Etat espagnol. Cela exige le démantèlement du vieil appareil franquiste, la suppression de la monarchie, l'établissement d'un processus constituant, fondé sur le droit à l'autodétermination, à travers lequel puissent être déterminés le degré et le type de rapport entre les différents peuples de l'Etat espagnol.

Le combat pour l'union libre des républiques souveraines s'inscrit dans le combat pour les Etats unis socialistes d'Europe, débarrassés des institutions supranationales du capital financier : l'Union européenne, la Banque centrale européenne, le FMI et l'OTAN.

Le combat pour la souveraineté est le combat contre l'exploitation et l'oppression. Il recoupe le combat pour le retrait de tous les plans d'ajustement, la renationalisation des entreprises privatisées, le rétablissement des entreprises publiques, santé, éducation, transports, etc.

La IV^e Internationale constate que la classe ouvrière, constituée dans le cadre économique commun que représente l'Espagne et dans le combat contre un Etat oppresseur des droits sociaux et nationaux, est une seule classe, avec les mêmes traditions, revendications et organisations.

C'est en défendant l'unité de la classe ouvrière que l'on défend la souveraineté des peuples, de tous les peuples. En effet, les luttes pour l'émancipation nationale et sociale sont indissolublement liées, et l'unité de la classe ouvrière est la voie pour y parvenir. Pour s'exprimer, cette souveraineté exige le démantèlement de la monarchie et la rupture avec l'Union européenne, le rétablissement des rapports de coopération à égalité entre tous les peuples d'Espagne, point d'appui pour une union des nations libres d'Europe.

La IV^e Internationale et sa section en Espagne défendent inconditionnellement le droit du peuple catalan à décider, et, s'il décide librement de son indépendance, elles respectent son choix. La section de la IV^e Internationale met l'accent, en Catalogne, sur l'unité de la classe ouvrière comme base essentielle du combat pour la souveraineté et, en dehors de la Catalogne, met l'accent sur le respect du droit du peuple catalan à décider.

La section de la IV^e Internationale défend en toutes circonstances l'union des nations et peuples libres d'Espagne contre l'appareil centraliste et contre les faux nationalistes, en expliquant de manière systématique et patiente les avantages de l'union libre contre la séparation qui n'amène qu'à la simple soumission aux institutions de l'Union européenne.

Nous sommes à la veille des élections générales du 20 décembre. Le gouvernement de la Catalogne ne s'est pas encore constitué. Il y a une majorité de députés partisans de l'indépendance. Le délai maximum pour la formation du gouvernement catalan est le 9 janvier. Beaucoup attendent une défaite du gouvernement Rajoy pour qu'une négociation puisse s'ouvrir avec l'Etat. Rien n'est certain. En tout état de cause, et face à la crise du régime, la voie du combat passe par l'alliance des travailleurs et des peuples pour ouvrir la voie à la république, pour l'union des républiques libres.

12 octobre 2015,

Angel Tubau



Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

La signification de l'opération engagée contre la section française

Par Marc Gauquelin

L'opération engagée pour tenter de détruire la section française de la IV^e Internationale, qui vise depuis toute l'Internationale, contient paradoxalement un élément positif, il contraint les militants troskystes à une clarification que les développements de la situation politique nationale et internationale exigent de toute urgence.

Cette opération révèle, en effet, brusquement au grand jour le véritable contenu politique de la multitude de « désaccords tactiques » (qui n'avaient de tactique que le nom) qui ont systématiquement « encombré » ces derniers mois les ordres du jour des instances du Courant communiste internationaliste (CCI).

La section française, en allant jusqu'au bout de la caractérisation politique de cette opération destructrice, contribuera à libérer totalement les forces intactes de ses militants de l'ambiance délétère dans laquelle cherchaient à les enfermer les initiateurs de ce « débat » truqué. Elle contribuera à les armer complètement pour les tâches de la période qui est en train de s'ouvrir, comme elle contribuera à armer toute l'Internationale contre ce qu'il faut appeler par son

nom : un courant liquidateur qui rêvait de prendre pied au sein de la IV^e Internationale pour la disloquer.

Opposés et méprisants à l'égard du patient travail d'ancrage au sein du mouvement ouvrier, fascinés par la magie du verbe et la puissance des nouveaux moyens de communication, et surtout impatients de se voir reconnaître... les initiateurs de cette opération expriment la panique qui saisit, à l'échelle mondiale, les couches de la petite bourgeoisie devant les premiers symptômes d'un nouvel et gigantesque effondrement de pans entiers du système de domination impérialiste. Une panique qui se réfracte aujourd'hui au sein de toutes les formations qui se réclament de la « gauche de la gauche », en France comme dans toute l'Europe, et qui les pousse à échafauder de nouvelles voies de traverse (de nouveaux raccourcis) qui les propulseraient enfin sur le devant de la scène, à l'image de ce qu'a été la fulgurante ascension, avant sa chute, de Syriza, ou de Podemos... et les émanciperaient de l'opiniâtre et difficile travail de construction, pas à pas, du parti révolutionnaire ancré dans la classe ouvrière.

Bien que ce soit indispensable, il ne suffira pas pour les marxistes de mettre en évidence le lien qui relie la pression qu'exerce le « tournant » majeur et cataclysmique de la situation mondiale sur toutes les formations politiques, incluant celles qui se réclament du combat pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Il reviendra aux militants de la section française et à sa direction de procéder, devant toute l'Internationale, à l'examen rigoureux de ce qui — dans la routine qui s'est inévitablement installée dans la période de vie politique relativement stable de ces dernières années (et qui s'achève aujourd'hui) — a pu faire espérer à un noyau liquidateur qu'il pourrait faire basculer la section française, lui faire abandonner le terrain de la construction du parti révolutionnaire par la méthode de la transition, qui constitue l'axe stratégique sur lequel Pierre Lambert a construit cette organisation.

Ce serait une erreur de considérer que cette opération liquidatrice éclate comme un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Il s'est clairement révélé ces dernières semaines que les initiateurs de l'opération avaient, dans l'ombre et pendant de longs mois, cherché à cristalliser un « état d'esprit », avaient cultivé une « suspicion » à l'égard des décisions des instances de direction régulières du CCI pour, sur la base de ces « connivences », nouer des relations personnelles qui devaient servir, le moment venu, de couverture politique à l'opération destructrice.

Les choses se sont nouées lorsque la conférence nationale du CCI du 7 mars (l'instance suprême entre deux congrès du CCI) a décidé de prendre à bras-le-corps la question de la stagnation des effectifs du POI, d'en analyser les causes et de proposer des solutions, en revenant à la mise en œuvre dans la pratique de la stratégie de la transition, à un moment où la situation ouvrait, sur ce plan, les plus grandes possibilités.

La résolution adoptée le 7 mars (publiée en annexe de cet article et auquel le lecteur se reportera) résume avec une absolue clarté le cœur d'une discussion qui ne cessait de resurgir à n'importe quel propos depuis des mois pour décider de la trancher.

La conférence nationale du CCI décidait alors d'opérer un « tournant » radical dans la construction du POI, de tourner le dos à toute conception de « parti clés en main ». Afin de mettre en œuvre l'orientation adoptée, la conférence nationale du CCI articulait cette décision à une série de mesures politiques concernant la place et le rôle central du journal *Informations ouvrières*, ou bien concernant les initiatives du type « appel des 160 » organisant le débat politique avec des militants et cadres ouvriers d'origines diverses sur les moyens à mettre en œuvre pour contribuer au combat de « résistance ».

La direction nationale du CCI, respectant le mandat de la conférence nationale du CCI, s'est attachée à mettre en œuvre cette orientation dans chacune de ses réunions. Elle a, dans ce cadre, mobilisé toutes les forces de la fraction trotskyste pour, avec les militants du POI, réussir l'assemblée-débat de militants ouvriers organisée par *Informations ouvrières* le 6 juin.

Le succès éclatant du 6 juin (sur lequel la résolution de la direction nationale du 27 juin, annexée à cet article, s'explique largement — ce qui nous dispense d'y revenir), pour les initiateurs de l'opération destructrice engagée contre la section française de la IV^e Internationale, a été la goutte qui a fait déborder le vase. Ils se sont alors littéralement déchaînés contre ce que signifiait ce succès et le point d'appui qu'il constituait pour élargir les assises d'un véritable POI « ouvert ».

Ils ne pouvaient accepter plus longtemps de se soumettre à la loi de la majorité dans le CCI, il leur fallait absolument trouver le moyen de s'émanciper des règles du centralisme démocratique et donc des règles qui garantissent la cohésion de l'organisation, indépendamment des divergences qui peuvent surgir dans ses rangs.

Les choses sont alors allées très vite. L'artifice de la « tendance » — qui n'avait d'autre objectif que de donner une couverture politique à la décision qui avait été prise de rompre — n'a pas fait illusion bien longtemps.

Avec la consigne donnée à des militants du CCI de ne plus payer leurs cotisations à la trésorerie nationale, avec la décision de sortir un journal concurrent à *Informations*

ouvrières, le journal de Pierre Lambert... on en est déjà très loin.

Revenons au cœur du problème.

Que le petit noyau d'initiateurs de l'opération liquidatrice en cours – qui ont été membres du CCI durant de longues années – décident, pour des objectifs jusqu'à présent cachés, de tourner le dos à ce qu'enseigne le marxisme, à savoir que la classe ouvrière n'apprend pas sur les bancs de l'école, mais dans la pratique du combat de classe.

Qu'ils décident, en conséquence, d'ignorer ce que nous ont enseigné Lénine et Trotsky, à savoir que l'art de la construction du parti ouvrier révolutionnaire consiste, pour les marxistes, à formuler une politique qui aide les masses à s'approprier pratiquement, dans le cours même de la lutte des classes, les généralisations théoriques contenues dans le programme révolutionnaire afin d'aider ces dernières à vaincre..., c'est, après tout, leur affaire. Ce n'est pas la première fois que des militants rompent avec la section française de la IV^e Internationale et son programme.

Mais qu'ils décident, pour couvrir cette rupture peu glorieuse avec le marxisme, de rejoindre le bataillon déjà fourni des calomniateurs du « lambertisme », qu'ils aillent puiser dans leur répertoire d'attaques contre les « méthodes » des « lambertistes », les met, quelles que soient leurs dénégations, sur une trajectoire qu'il est facile d'imaginer et qui ne relève plus de simples divergences – aussi aigües soient-elles.

Les forces des classes fondamentales se rassemblent. L'impérialisme en pleine crise est engagé – en particulier en Europe – dans les premiers pas d'une véritable contre-révolution pour faire disparaître jusqu'au souvenir des conquêtes politiques et sociales de la classe ouvrière. Il doit ten-

ter de faire renoncer les travailleurs et les militants à toute notion d'organisation de classe s'il veut espérer défaire la classe ouvrière. Il doit tenter d'expulser de ces organisations, avant le choc qui se profile, tous ceux qui se fixent pour objectif politique central de renforcer les pôles de résistance qu'ils ont construits au sein de ces organisations.

Tous les enjeux du combat décisif qui s'engage au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière de ce pays sont donnés, comme est donnée la place de chacun des protagonistes de cette confrontation.

Le 29 août dernier, lors de l'hommage que rend chaque année la section française à Léon Sedov, à Léon Trotsky et à toutes les victimes de la répression anti-ouvrière du stalinisme, nous avons insisté sur cette particularité du « lambertisme » qui est d'être un « *élément constitutif du mouvement ouvrier de ce pays* » (voir les discours prononcés à cette occasion pages 45 à 53).

Il n'y a aucune forfanterie dans cette affirmation, il y a la *simple* conscience de nos responsabilités.

Paraphrasant Lénine qui voyait, en 1915, dans les horreurs de la guerre impérialiste un aspect « positif » qui était de révéler ce qui au sein du mouvement socialiste exigeait d'être extirpé pour ouvrir la voie à la reconstruction d'une Internationale digne de ce nom, nous dirons pour conclure que – bien évidemment « toutes proportions gardées » – l'opération liquidatrice qui nous vise nous fait obligation de nous réapproprier jusqu'au bout la stratégie de construction du parti qui est la nôtre, qui a fait ce que nous sommes, et qui nous ouvre d'immenses possibilités nouvelles dans la situation qui s'ouvre.

Marc Gauquelin

ANNEXES

Résolution politique soumise à la discussion de la conférence nationale extraordinaire du CCI (7 mars 2015)

Cette résolution politique se fixe un seul objectif : reconsidérer toutes les déterminations de notre travail de construction du parti révolutionnaire en relation avec le tournant immédiat de la situation politique en France, comme dans toute l'Europe. Et cela dans le domaine de la construction du POI (à trois mois de son congrès ouvert), dans celui de notre intervention directe au sein des organisations de classe, comme dans celui du renforcement de la section française de la IV^e Internationale.

Cette résolution politique n'a pas la prétention de régler tous les problèmes rencontrés dans la construction du POI depuis sa fondation (formes d'organisation, fonctionnement, politique d'agitation et de propagande...), elle se fixe de dégager le levier à partir duquel — en relation avec les développements de la situation —, comme direction du CCI, nous nous disposons pour aider les militants du POI à surmonter les obstacles au règlement de ces questions et faire du V^e Congrès ouvert du POI le tremplin pour un développement conséquent du parti.

I. Le tournant est là !

1. Yanis Varoufakis, ministre des Finances du gouvernement Tsipras, a raison : « *L'euro est un château de cartes qui s'écroulerait si l'on en retirait la Grèce* », et tout peut déraiser à tout moment.

L'Union européenne, la tentative la plus aboutie faite par l'impérialisme américain pour contenir sur le continent européen le choc toujours renaissant entre les intérêts contradictoires des différentes nations — tout en fournissant à ses groupes le terrain d'expansion qu'ils revendiquaient —, l'UE, instrument du capital financier institué pour imposer la baisse du coût du travail et des acquis de la classe ouvrière est en train de se disloquer.

L'UE a « surmonté » les multiples crises qu'elle a connues, à coups de mesures plus parasitaires les unes que les autres, jusqu'à l'éclatement de la crise de 2007-2008.

Devant la faillite qui menace à nouveau les pays que le capital financier a saignés à blanc, et devant l'incapacité avérée de l'UE d'intégrer en

son sein (après les pays Baltes et la Pologne...) un pays comme l'Ukraine, la BCE a décidé de procéder à un saut dans l'inconnu et d'injecter 1 140 milliards dans les circuits bancaires...

Le défaut de la Grèce et l'extension de la guerre au cœur même du continent peuvent à tout moment provoquer sur les « marchés » une déflagration qui entraînerait immédiatement le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la France dans la faillite...

La crise de la zone euro est devenue une menace pour tout le système financier mondial.

2. C'est dans cette situation, comme expression concentrée de la crise de décomposition de tout le système fondé sur la propriété privée des moyens de production, que s'inscrivent les développements de la situation française.

Prenant à contrepied les commentaires élogieux, saluant, le 6 février, le « rétablissement » du président de la République, le journal *Midi libre* lâche : « *La France du 11 janvier, c'est une chose, la France de tous les jours, c'en est une autre.* »

Le pays s'enfoncé, des pans entiers de son industrie sont démantelés, son agriculture décroche, les couches moyennes qui jouaient un rôle tampon dans la société sont attaquées et menacées de faillite.

La crise de l'Etat s'accélère ; un Etat littéralement dépecé et spolié de toutes ses prérogatives par le capital financier et par l'instrument que constitue à son service la « gouvernance supranationale » de l'UE.

Tous les partis institutionnels sont rejetés et se disloquent.

Le sentiment qu'aucune issue politique ne peut aboutir autrement que par le surgissement de la lutte des classes s'impose progressivement à tout le pays, tandis qu'au sein de la classe ouvrière tous les signes indiquent — qu'il s'agisse du développement de grèves ou du resserrement des relations politiques entre cadres CGT, CGT-FO, FSU et Solidaires... — que nous approchons du moment où de premiers grands pans de la classe ouvrière de ce pays vont chercher à se saisir de leurs organisations pour prendre l'initiative et tenter d'entraîner toute la

classe dans une confrontation frontale avec le gouvernement.

3. C'est dans ce contexte qu'intervient la décision du congrès confédéral de la CGT-FO d'appeler à une grève interprofessionnelle avec manifestation, et de le faire en s'adressant explicitement à la CGT qui tenait son CCN... Lequel a indiqué qu'il envisageait une action du même type.

Le sentiment, largement partagé dans la classe et chez les militants, que la dénonciation rituelle et passive de la politique gouvernementale devait cesser s'est imposé.

Toute la configuration des forces au sein de la classe s'en trouve modifiée.

Ce qu'a bien compris le journaliste des *Echos*, qui soulignait le 9 février : « *Autant dire que les militants et proches du Parti ouvrier indépendant étaient aux anges.* »

Nous sommes entrés dans une nouvelle étape de la préparation du surgissement des masses qui débouchera sur la crise révolutionnaire dans ce pays.

Un cran a été franchi, une perspective a été fixée, la date va être connue dans les prochains jours, les délais sont très courts...

La contre-offensive va naturellement se déployer au sein des appareils dirigeants pour tenter de faire de cette grève interprofessionnelle, contre la volonté des travailleurs et des militants, une « journée d'action » comme une autre.

La responsabilité de notre courant, de notre fraction dans le mouvement syndical, de notre parti (le POI), est énorme.

Dans le tournant majeur qui s'amorce, toutes les conditions politiques pour franchir un pas dans la construction du parti révolutionnaire, donc du renforcement du POI, sont en train de se réaliser, pour peu que nous sachions nous en saisir.

4. Faire franchir le pas immédiatement possible à la construction du POI, dans la situation qui vient de s'ouvrir (pas « en général », mais au moment précis où nous nous réunissons), c'est décider d'engager toutes nos forces dans la réalisation des conditions politiques permettant aux militants de pousser le plus loin possible la bataille pour faire de cette grève interprofessionnelle un « succès » (que nous ne pouvons nous engager à garantir par avance) et d'en faire la manifestation la plus ouvertement affirmée, depuis l'intronisation de ce gouvernement socialiste, de la contradiction qui oppose de façon irréductible les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière et de la population de ce pays à la politique de ce gouvernement. Si cette bataille ne peut éclipser aucune des autres campagnes du parti, elle constitue, dans le moment présent, pour nous militants trotskystes, le concentré de notre programme.

Il nous revient pour cela de savoir poursuivre, prolonger et renforcer ce à quoi nous n'avons cessé de travailler — tout particulièrement depuis le mouvement de 2010 contre la réforme des retraites — en mobilisant contre la « conférence sociale » et en combattant sans relâche pour aider à structurer l'axe CGT/CGT-FO pour la défense de l'indépendance des organisations et contre le « syndicalisme rassemblé », et fournir ainsi les points d'appui dont la classe a besoin pour se rassembler.

Nous disposons — pour armer politiquement et entraîner ces centaines de militants et de cadres qui sont prêts à diriger sur une ligne de front unique, dans le cadre de l'appel de leurs organisations, la mobilisation des travailleurs de leurs secteurs dans la grève interprofessionnelle — d'un outil exceptionnel : du réseau militant constitué à notre initiative — sans se l'approprier — dans la préparation des « conférences nationales de militants », des 570 participants (dont une moitié n'était pas membre du POI) à la conférence du 17 janvier, reliés aux centaines de militants et de cadres qu'ils sont en mesure de réunir.

De cette bataille, de la façon dont nous allons la poursuivre... dépend la solidité des liens politiques que nous serons capables de resserrer, comme POI, avec la couche de militants et de cadres qui se préparent à jouer un rôle majeur dans la première vague du surgissement des masses qui s'annonce.

II. Trois mois pour tourner radicalement le parti sur le choc qui se prépare

Il nous faut de toute urgence commencer à surmonter la contradiction de plus en plus pesante entre les immenses possibilités ouvertes par la situation (que toute une série de succès politiques partiels confirment) et la stagnation du POI, de ses effectifs, de ses instances, la stagnation de la vente d'*Informations ouvrières...* qu'on ne peut isoler de la stagnation des effectifs du CCI lui-même.

Le POI, sa structuration, ses instances, ont été inévitablement (et légitimement) marqués par ce qui a fait l'essentiel de son activité dans la période qui s'est écoulée de 2008 à aujourd'hui et qui — il ne sert à rien de le regretter — n'a pas vu les grands affrontements de classe auxquels nous aspirions tous.

Nous sommes marxistes et nous savons que si la lutte des classes a surgi avec puissance en 2010 avec le mouvement contre la réforme des retraites, cette irruption a été stoppée par les directions (notamment par Thibault et la direction de la CGT) ; elle a par la suite été contenue dans le cadre de la présidentielle de 2012, pour ensuite être partiellement entravée par l'avène-

ment du gouvernement de Hollande (la « gauche »).

L'activité du POI a dû s'adapter au rythme et aux formes des développements de la vie politique qui se sont imposés à lui, sans bien évidemment lâcher le fil de la préparation des conférences nationales de militants ouvriers ou bien celui du combat engagé avec les élus pour une manifestation nationale contre la réforme territoriale.

Sans se détourner du patient travail de regroupement des forces militantes se dégageant dans la lutte des classes (qui ne s'est bien évidemment pas interrompue dans cette période), le POI a su s'inscrire dans la bataille des législatives de 2012, dans celle des municipales de 2014 (avec les fils importants que nous y avons noués dans la bataille pour la défense de la démocratie communale), comme dans une somme de combats de résistance qui ont surgi au niveau local.

Une certaine « routine », tant dans la configuration des combats en cours, que dans la vie du parti lui-même, s'est imposée à nous (à toute la direction du CCI sans distinction) ; elle entre aujourd'hui en collision frontale avec les exigences du moment.

Cette contradiction s'exprime dans *Informations ouvrières*. Que nous le voulions ou non, le journal donne — à son corps défendant et quelles que soient les tentatives faites par sa rédaction — l'image d'un parti « construit », occupant une position lui permettant déjà de jouer un rôle de direction, qui consent à publier épisodiquement (dans une rubrique « tribunes libres ») des interviews de militants et de responsables ouvriers... Mais qui se sent obligé de rappeler chaque semaine dans l'édito la « ligne du parti » au lieu de s'attacher à présenter la richesse du débat mené librement par ces militants ouvriers engagés dans la bataille pour l'émancipation de leur classe, pour s'inscrire, comme parti, via l'intervention de militants connus du POI dans ce débat, afin d'inviter le lecteur à entrer activement dans celui-ci.

La vie du parti, les débats de ses BN, reflètent cette situation qui, si nous ne prenons pas les mesures politiques adéquates, va voir s'aggraver la contradiction dans laquelle nous sommes déjà plongés, car la situation a déjà commencé à tourner.

Il y a urgence, à trois mois du congrès ouvert, à tourner radicalement tout le parti, jusqu'au plus petit de ses comités locaux, sur l'axe de la préparation effective, sur une ligne de front unique ouvrier, du choc qui se prépare.

Il nous faut bousculer la routine qui paralyse le parti au moment où s'ouvre une « fenêtre de tir » exceptionnelle !

« Tourner » signifie mettre en conformité le parti que nous construisons avec le tournant en

cours de la situation et avec les tâches que cette situation exige de nous.

« Tourner », c'est mettre progressivement au centre de nos comités et de toutes nos instances — selon un plan minutieux — les militants du POI qui exercent des responsabilités dans la lutte des classes et dans ses organisations, et qui sont ceux qui seront appelés à vertébrer « l'appareil politique de la lutte », car c'est du développement de la lutte des classes que dépend l'ouverture d'une issue politique conforme aux intérêts de la classe.

III. Quels moyens devons-nous nous donner pour réussir ce « tournant » ?

Une chose est claire : qu'il s'agisse de la bataille qui va faire rage dans le mouvement ouvrier organisé à l'approche de la grève interprofessionnelle entre ceux qui veulent réduire cette décision à une simple journée d'action et ceux qui veulent en faire un premier choc contre le gouvernement et sa loi Macron... ou bien qu'il s'agisse du mouvement qui cherche à s'organiser sur le plan de la défense de la démocratie contre la réforme territoriale et l'étranglement budgétaire des communes... sur les deux plans, la contre-offensive est la même.

C'est celle qui est engagée par tous les gouvernements européens rassemblés derrière l'ultimatum lancé par la BCE au peuple grec et qui dit : « *Ou bien l'aménagement de la politique de l'UE, ou bien le chaos !* »

C'est là que réside le cœur des débats qui vont se développer au sein de la couche de militants auxquels nous nous adressons et que nous voulons gagner au parti.

Comment nous inscrire comme un interlocuteur majeur dans cette phase du mûrissement de toute la situation ? Comment le faire sans commencer par se doter du journal dont nous avons besoin pour cela ?

En accord avec la formule léniniste « *le journal c'est le parti* », nous décidons d'aborder la préparation du congrès du POI en proposant autour de nous aux travailleurs, aux militants, aux cadres... de faire du journal du parti leur journal.

Cette décision ne clôt pas la discussion sur le mode d'existence du parti, sur sa propagande, ses meetings ou ses manifestations... Elle la cadre.

L'élaboration des formes des instances qu'il nous faut mettre en place pour réussir cette campagne, des rapports qu'elles doivent entretenir entre elles, mérite une discussion sérieuse. La direction nationale mandate la commission proposée au CP (Dan, Krieg, Seldjouk) pour poursuivre et préciser, avant la conférence nationale extraordinaire, ses propositions.

1. Il nous faut proposer, avant qu'ils ne soient sous le feu de la contre-offensive des directions, aux centaines de participants à la conférence du 17 janvier (et à ceux qu'ils peuvent joindre par le biais des réunions de compte rendu) de s'approprier le journal *Informations ouvrières* pour en faire la « véritable tribune libre de la lutte des classes » dont ils ont besoin.

Cette campagne pour se doter d'un « nouvel » *Informations ouvrières* est aujourd'hui le principal moyen pour donner au POI la capacité de matérialiser toutes les potentialités ouvertes par la situation et de franchir un pas — conformément à la méthode de la transition — en concentrant toutes nos forces sur la « fenêtre de tir » qui s'ouvre et qui est axée sur la préparation du « tous ensemble ! », prologue à l'ouverture d'une période où la question du pouvoir va être concrètement posée dans toutes ses dimensions par les développements de la lutte des classes.

C'est à partir de là, du lancement de cette campagne publique, qu'un puissant levier politique sera fourni aux comités locaux et aux congrès départementaux du POI pour inviter à des assemblées « ouvertes » préparatoires au congrès.

2. Personne ne peut imaginer que, dans cette situation, il suffirait aux trotskystes de livrer sur le marché un parti « clés en main » qu'ils appelleraient simplement à renforcer.

Concrètement, nous sortons d'une conférence nationale (17 janvier) qui a été un plein succès et où 570 militants et cadres engagés dans la bataille pour lever les obstacles à l'action de classe ont débattu dans leur diversité et — soulignons-le — ont fait plus que débattre. Il suffit de souligner la façon dont, au retour (de cette conférence), des dispositions pratiques ont été prises en commun par des responsables CGT et FO, à l'image de ce qui a été fait dans la région parisienne pour le 26 janvier, pour comprendre que la constitution de « l'appareil politique de la lutte » relève déjà d'autre chose que de citations célèbres.

Comment aider à faire de la construction de cet « appareil politique de la lutte » naissant — qui est à la fois le « formidable tremplin » pour l'intervention dans la lutte des classes et pour la construction du parti — un point d'appui pour le renforcement du POI ?

Les trotskystes ne peuvent ignorer la terrible méfiance que vouent les meilleurs éléments parmi ces cadres aux partis en général. Ils ne peuvent oublier les conséquences dévastatrices qu'ont eues sur le mouvement ouvrier, il y a vingt-cinq ans, la phase finale de la décomposition de la bureaucratie stalinienne, la chute de l'URSS et la destruction du premier Etat ouvrier.

Ils ont appris qu'il n'existe qu'un moyen de surmonter cette méfiance, c'est, en résistant à la tentation d'élaborer « de l'extérieur » un programme ouvrant enfin l'« issue politique » que la classe attendrait d'eux, de fournir le cadre permettant de discuter, pas à pas, sous le feu de l'actualité brûlante, toutes les questions entrant dans

l'élaboration pratique de ce « programme » décisif pour la classe et des « mots d'ordre » qui doivent donner forme concrète à ce programme aux différentes étapes de sa bataille.

3. Il nous faut — conformément à la stratégie de la transition — convaincre 10 ou 15 de ces cadres actifs et reconnus, avec lesquels nous avons resserré nos liens politiques, de s'associer à nous pour parrainer le « lancement » d'un « nouvel *Informations ouvrières* », qui, s'appuyant sur le capital historique qui est le sien et sans affaiblir le lien qui le relie au POI — en ce qu'il est le journal reconnu par les militants du POI comme le leur — deviendrait la véritable « tribune libre de la lutte des classes » qu'appelait son fondateur et à laquelle il nous revient de donner la forme adaptée à la situation.

C'est un bouleversement majeur, ce n'est pas un simple élargissement du « comité de rédaction » tel que nous la pratiquons actuellement.

Il nous faut proposer à ces militants de constituer, avec nous, un « comité éditorial » chargé d'animer et d'orienter la « tribune libre de la lutte des classes ». Ce « comité éditorial », instance à caractère éminemment transitoire, devrait conserver une marge d'autonomie par rapport aux instances de direction que le congrès du POI se donnera ; il devrait être relié par son rédacteur en chef aux instances dirigeantes du POI et pourrait intégrer, outre ses secrétaires nationaux, des dirigeants qui ne sont pas formellement membres du POI.

Sans établir de lien mécanique avec les 160, la situation devrait permettre que quelques-uns de ses initiateurs connus s'engagent clairement dans le lancement de ce « nouvel *Informations ouvrières* », comme d'ailleurs quelques-uns des animateurs de la campagne des maires pour le retrait de la réforme territoriale. Ce serait conforme à la méthode qui avait poussé Lambert à associer des responsables, dans d'autres situations et sous une certaine forme, au lancement des formes d'organisation transitoires que nous avons constituées.

4. Il nous faut impérativement relier la constitution de ce « comité » approuvée par le congrès du POI au lancement d'une vaste campagne financière pour fournir ses moyens d'existence au « nouvel *Informations ouvrières* ».

5. La conférence nationale extraordinaire du CCI mandate la direction nationale et le comité politique pour diriger, jour après jour, l'intervention de la fraction trotskyste afin de réussir, sur cet axe, le V^e Congrès ouvert du POI, qui implique, bien évidemment, la réussite de ses congrès départementaux, le redressement de la centralisation des cartes et de la collecte des timbres.

**Résolution adoptée
par la conférence nationale
à l'unanimité (moins 5 abstentions), 0 contre.**

Résolution adoptée par la DN du 27 juin 2015

1. Le succès de l'assemblée-débat du 6 juin ouvre la voie à la réussite du V^e Congrès du POI

Au moment où, de toute part, les signes indiquent que tous les ingrédients du déclenchement d'une confrontation frontale entre la classe ouvrière et ce gouvernement se rassemblent pour nous rapprocher du choc, la force militante rassemblée le 6 juin (avec ses multiples ramifications), toute entière tournée vers la préparation politique et organisationnelle du surgissement de la lutte des classes, nous fournit la base pour sortir le POI de sa stagnation et réussir le V^e Congrès ouvert du POI, les 21 et 22 novembre prochain.

La direction nationale du CCI décide en conséquence de mobiliser toutes les forces de la fraction trotskyste, entraînant tout le POI dans l'offensive de diffusion élargie d'*Informations ouvrières*, pour réussir ce congrès, renouer avec la progression des effectifs du POI et renforcer, en les régénérant, les instances du parti.

La direction nationale décide de conduire toute la discussion préparatoire au 51^e Congrès du CCI sur l'axe de l'élaboration des moyens politiques permettant d'assurer la réussite totale du congrès du POI.

Cette discussion se concentre donc, du fait de la décision de cette direction nationale, sur la manière dont l'ensemble du capital théorique de la section française (au premier rang duquel figure la méthode de la transition) devra être décliné, semaine après semaine, en mesures politiques et d'organisation pratiques et saisissables. Mesures qui nous permettent de faire franchir au parti que nous construisons (le POI) et à la fraction trotskyste qui vertèbre la construction de ce parti le pas en avant que la situation nous permet de franchir et exige que nous franchissions, dans les bouleversements dans lesquels nous sommes d'ores et déjà entraînés.

A partir de la construction des premières fondations du « point d'appui » dont la classe ouvrière de ce pays a besoin — et dont le succès de l'assemblée-débat du 6 juin témoigne —, nous devons nous donner les moyens de mesurer, dans un échange permanent organisé autour d'*Informations ouvrières*, la façon dont les travailleurs et les militants cherchent, sur la base de leur propre expérience et avec notre aide, à se dégager de la tutelle des appareils et à s'organiser pour répondre aux exigences élémentaires d'un mouvement qui est poussé à porter le fer dans les fondements du système d'exploitation et de l'Etat bourgeois qui le garantit.

2. Sur le « tournant de la situation »

Il n'y a pas lieu dans ce texte de revenir longuement sur l'analyse des développements de la situation objective étroitement liée à la crise de décomposition des institutions de l'UE, telle qu'elle a été faite (et vérifiée) dans la résolution du 50^e Congrès, dans celles qui ont été adoptées à la conférence extraordinaire du 7 mars et dans les directions nationales des 25 avril et 30 mai. Il y a tout intérêt, en revanche, à mesurer les développements qui se sont produits dans la dernière période sur le plan subjectif, au sein de la classe ouvrière et de ses organisations.

La résolution du 50^e Congrès du CCI (20 et 21 juin 2014), citant la résolution adoptée à la direction nationale du 3 mai 2014, qui disait :

« Toutes les conditions de l'ouverture d'une crise révolutionnaire sont réalisées, sauf une : l'irruption des masses qui précipitera l'effondrement de l'édifice politique et institutionnel garantissant le pouvoir du capital », nous opérons un rectificatif et écrivons : « Nous sommes toujours globalement dans cette situation, mais la façon dont les cheminots se sont saisis de leur grève, la façon dont, dix jours durant, ils ont imposé sa poursuite contre toutes les manœuvres de leurs directions, contre toutes les provocations et menaces brandies par le pouvoir, nous indiquent la profondeur des modifications en cours au sein d'une des corporations les plus organisées de ce pays », pour souligner : « Ce qui s'est passé durant dix jours indique l'imminence d'un bouleversement que la conférence du 14 juin nous a laissé entrevoir. »

Il est absolument indispensable de poursuivre cet examen et de mesurer, un an après cette appréciation, où nous en sommes exactement.

3. Le chaînon de la grève interprofessionnelle du 9 avril

Au-delà des mouvements de classe qui ne se sont pas interrompus et sur lesquels nous reviendrons, il nous faut donner à la grève interprofessionnelle appelée par CGT, CGT-FO, FSU et SUD, le 9 avril dernier, sa véritable place politique dans le processus qui conduit à la grève générale.

Dès lors que l'on se place du point de vue de la préparation de « l'irruption des masses qui précipitera l'effondrement de l'édifice politique et institutionnel garantissant le pouvoir du capi-

tal », force est de constater que cette grève interprofessionnelle a contribué à cristalliser, en lui donnant forme, tout le mouvement souterrain qui n'a cessé de se développer au sein de la classe qui, s'il fut un temps freiné par l'arrivée de la gauche au pouvoir, est poussé à reprendre avec encore plus de vigueur.

Elle a permis que se manifeste, sur le plan d'une action nationale, la disponibilité d'une large couche de militants et de travailleurs (sans qu'il y ait eu pour autant déferlement à ce stade) disposés à se battre pour rassembler la classe, en imposant l'unité de ses organisations et affronter ce gouvernement. Dans sa préparation, la grève interprofessionnelle a permis, localement, d'établir le contact entre les militants décidés à tout faire pour avancer pratiquement dans cette direction, donnant forme à l'état d'esprit en train de se développer dans les profondeurs de la classe.

Il n'est pas exagéré de dire que cette grève interprofessionnelle marque, sur le plan subjectif, le franchissement d'une étape qui conduit cette large couche de militants, de cadres et de responsables à se poser la question de la préparation consciente et organisée de l'irruption des masses.

La grève interprofessionnelle a, de ce fait, contribué à inscrire chacun des combats partiels qui éclatent ici et là en nombre dans le cadre de la préparation de l'étape suivante, celle de l'indispensable convergence vers le « tous ensemble », comme viennent d'en témoigner avec force la grève de l'AP-HP (qui vient de faire reculer Hirsch), la grève des enseignants du secondaire, mais aussi la bataille qui se déroule à la SNCM, les grèves et les manifestations qui se multiplient chez les personnels territoriaux.

4. Notre place dans la réalisation du succès du 9 avril

Ce qui est essentiel pour nous, c'est que — comme nous l'avons souligné dans nos diverses résolutions —, cette grève interprofessionnelle n'est pas tombée du ciel. Elle a été le produit de la combinaison d'une situation objective, marquée par la recherche des voies de la résistance, et du patient et opiniâtre travail d'organisation décidé et conduit, pendant des mois, voire des années, par la fraction trotskyste et par le POI pour aider à ordonner toute l'activité de la couche militante (avec laquelle nous avons noué des liens) autour de la constitution de pôles de regroupement axés sur le combat commun CGT/CGT-FO pour la défense de l'indépendance des organisations de classe, pour l'action commune sur une base de classe commune contre le « syndicalisme rassemblé » incarné par la CFDT.

La grève interprofessionnelle et les trois cent mille manifestants du 9 avril représentent le

résultat visible de la longue bataille menée dans la continuité du combat entrepris notamment en 2010 contre le « syndicalisme rassemblé » qui avait étranglé le formidable mouvement de la classe ouvrière contre la « réforme » des retraites. Une bataille qui a abouti à l'appel aux manifestations des 5 mars et 9 avril 2013, lancé par la CGT, la CGT-FO, SUD et la FSU, contre l'ANI, et qui s'est prolongée dans le combat pour que les organisations de classe quittent la « conférence sociale ». Un combat vertébré patiemment, de bout en bout, par la préparation des six conférences ouvrières (à l'initiative de l'appel des 160 lancé en juillet 2011) qui ont d'une certaine manière préparé le 6 juin 2015.

C'est ainsi que l'activité consciente de l'avant-garde, organisée autour de la fraction trotskyste et du parti (POI), a contribué de manière indiscutable à façonner les conditions objectives du mûrissement des conditions du surgissement de la lutte des classes — ce qui est un des principaux motifs de notre fierté.

Dans la situation politique présente — marquée par l'effondrement de tous les partis (et particulièrement des partis qui se réclamaient, il y a encore peu de temps, de la classe ouvrière et de la démocratie) comme par le chantage à l'absence d'alternative gouvernementale crédible « à gauche » exercé par les appareils —, nous avons estimé : que seul le développement de la lutte des classes — appuyé sur l'appropriation par les masses de leurs organisations de classe, donc sur le combat de l'avant-garde pour aider la couche militante qui se porte aux avant-postes de la préparation du « choc » à se doter des outils permettant aux masses de contrôler leur action de classe (comités de grève élus intégrant les représentants des organisations) — était concrètement en mesure d'ouvrir la voie à une issue politique gouvernementale conforme aux exigences des masses.

Sans écarter le moins du monde le nécessaire travail de propagande permettant l'appropriation par l'avant-garde en train de se dégager des enseignements du marxisme en la matière, nous avons estimé que, pour libérer cette avant-garde du poids du chantage que les directions font peser sur elle, il fallait l'aider à forger pratiquement les outils qui permettent à la lutte des classes d'ouvrir des brèches dans le dispositif des directions inféodées.

Convaincus que le combat pour abattre l'obstacle politique dressé sur la voie de la classe, incarné par la soumission des directions au cadre des institutions réactionnaires de la V^e République et de l'Union européenne, se concentrait, aujourd'hui, dans le combat pour aider la classe à se doter des instruments qui lui permettent d'ouvrir des brèches dans le dispositif de protection du gouvernement Hollande dans lesquelles les masses puissent s'engouffrer, nous avons

centré tout notre combat sur la construction de l'appareil politique de la lutte.

Si ce combat impliquait que nous sachions vulgariser, à chaque étape, ce que le marxisme nous enseigne sur la façon d'aborder théoriquement la « question du pouvoir », il devait, d'abord et avant tout, procéder de notre capacité politique à aider pratiquement, par notre action décidée, la lutte des classes à déferler. Pour ouvrir à un stade ultérieur la question concrète du pouvoir, du remplacement du gouvernement en place — première étape dans la voie de l'instauration d'un « gouvernement ouvrier et paysan », sous la forme d'un gouvernement provisoire, constitué d'un comité central de grève chargé d'ouvrir la voie à une assemblée constituante, ou pas.

C'est ce qui nous a conduit à équilibrer notre intervention comme nous l'avons fait et à enregistrer des résultats à mettre au crédit de l'authentique parti ouvrier que nous construisons.

5. La place de l'assemblée du 6 juin dans la préparation du surgissement de la classe... comme dans la préparation du V^e Congrès du POI

Avant de préciser la place qu'occupe cette assemblée des mille militants et cadres ouvriers du 6 juin, il nous faut préalablement répondre à une question.

Avons-nous eu raison de réajuster notre orientation, au lendemain de la conférence nationale des 300 délégués ouvriers convoquée par le POI, le 17 février 2010, et de décider de lancer, le 2 juillet 2011, l'appel (dit des 160) qui convoquait la conférence du 1^{er} décembre 2012 et inaugurerait le cycle des cinq conférences qui ont précédé l'assemblée du 6 juin ?

Bref, avons-nous eu raison de franchir un pas dans l'élaboration de ce que nous appelons « la méthode de la transition » afin d'ouvrir largement la tribune de ces conférences à des militants et des responsables (en rupture ou encore membres du PS, du PCF, du PG...) exerçant des responsabilités dans le mouvement ouvrier ? Avons-nous eu raison de le faire, comme ce fut le cas, sans cacher l'origine (POI) des principaux initiateurs de cet appel et sans se l'approprier, pour aboutir à l'assemblée-débat du 6 juin ?

Le succès du 6 juin répond à lui seul à cette question.

Appuyée sur les acquis des cinq conférences qui l'ont précédée, l'assemblée-débat du 6 juin marque — soulignons-le — le franchissement d'une nouvelle étape dans l'élaboration du « juste rapport » entre le type d'initiatives politiques que nous avons axées sur le regroupement

large de combattants engagés dans le combat de classe et celles qui relèvent plus spécifiquement de la construction du parti révolutionnaire (donc du POI, forme actuelle de la transition), au sein de cette même couche de militants.

Avoir décidé, comme nous l'avons fait, que l'initiative du 6 juin devait revenir à *Informations ouvrières* (tribune libre de la lutte des classes et... journal du POI) répond à la question.

Cette décision procède, tout à la fois, de la poursuite de la discussion que nous avons eue sur la place que devait occuper le POI dans ce type d'initiatives et de la très importante discussion que nous avons engagée à la direction nationale du 14 février, et poursuivie à la conférence nationale extraordinaire du 7 mars 2015, sur le « tournant » qu'il nous fallait impérativement opérer pour sortir le POI de la « stagnation » et réussir un V^e Congrès du POI véritablement « ouvert ».

Résumons nous :

— si le 6 juin nous fournit un formidable point d'appui pour la construction de « l'appareil politique de la lutte » dans l'action de classe multiforme qui ne peut que se développer rapidement ;

— si ce point d'appui prend, dans la situation, une dimension plus importante que tout ce que nous avons fait jusqu'à maintenant ;

— son succès marque sur le plan de la construction du parti (qui, par l'intermédiaire d'*Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes et journal du POI, est étroitement relié à la construction de l'appareil politique de la lutte) l'amorce d'un tournant majeur.

Un tournant dans la façon dont nous devons concevoir la « vie du parti », que nous décidons d'organiser principalement autour d'*Informations ouvrières*, autour de l'animation de sa tribune libre, de ses rubriques consacrées à l'actualité de la lutte des classes, comme à la propagande pour les vieux idéaux auxquels nous refusons de renoncer et qui doivent trouver leur équilibre dans le « nouvel *Informations ouvrières* », dont la sortie, appuyée sur le succès de campagne financière, est annoncée pour janvier 2016.

Une « vie du parti » organisée autour de l'animation des discussions sur les positions exprimées dans le journal par les cadres ouvriers qui ont les leviers entre les mains, sur les propositions qu'ils font pour répondre aux développements brûlants de l'actualité politique et aider la classe à ouvrir des brèches dans le dispositif des appareils et jouer le rôle qu'il revient de jouer à « l'authentique représentation politique de la classe ouvrière » en construction.

6. L'appareil politique de la lutte... le plan de développement du parti et de la section française de la IV^e Internationale

Si le succès indiscutable du 6 juin tient à l'appréciation que nous portons sur la qualité de ses participants, il tient aussi — et peut-être plus encore — au moment précis où ces mille militants et cadres se sont réunis pour débattre. Un moment qui ne tient aucunement aux hasards du calendrier, mais à l'appréciation que nous avons portée sur les développements qui seraient, selon toute vraisemblance, atteints en cette fin de deuxième trimestre 2015 et qui a été, de bout en bout, confirmée.

Le lancement de ce débat, qui a occupé toute l'assemblée du 6 juin, est tombé au moment où le gouvernement Hollande-Valls décidait de mettre les bouchées doubles et de passer en force, de faire adopter la loi Macron à coup de 49-ter, de porter le fer sans délai dans le Code du travail, en se préparant à adopter la loi Rebsamen..., de provoquer grossièrement les enseignants en grève contre la réforme des collèges.

Le 6 juin s'est tenu au moment où la violence de l'offensive, son caractère provocateur, posait d'elle-même la question désormais incontournable des « suites à donner à la grève interprofessionnelle du 9 avril », tout particulièrement à la rentrée prochaine.

Une question qui se pose avec d'autant plus de force que la grève massive des personnels de l'AP-HP vient de contraindre Hirsch à retirer son plan, nourrissant l'aspiration des travailleurs des principaux secteurs de la classe à opposer à ce gouvernement et à ses agents la réalité matérielle du « rapport de force ».

L'assemblée du 6 juin a été traversée, du début à la fin, par la contradiction de plus en plus grande entre les aspirations de ces militants, qui intègrent le sentiment — renforcé au sein des masses — de confiance dans les capacités de la classe à se doter des moyens d'un véritable combat (exprimée notamment dans les nombreuses interventions de militants engagés dans la préparation des grèves du 11 juin), et la violente contre-offensive déclenchée par les appareils pour protéger ce gouvernement, effacer le 9 avril et tenter de renouer avec une version encore aggravée du « syndicalisme rassemblé », incarnée par la signature apposée par sept confédérations au bas du manifeste corporatiste intitulé « Vivre ensemble ».

Les participants au 6 juin, en s'associant à la condamnation sans appel de ce « manifeste », se sont, de fait, directement trouvés engagés au cœur de la crise qui se développe aujourd'hui, sur cette question, à tous les niveaux de la CGT.

La discussion qui a commencé le 6 juin a dégagé les premiers axes du débat politique qui ne peut que s'approfondir dans la classe, comme dans tout le mouvement ouvrier organisé. Mais elle a fourni, de surcroît, l'instrument de ce débat : le journal *Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes et journal du POI — pour peu que nous sachions lui donner sa véritable place. Une place inédite, qui n'a pas de précédent dans l'histoire récente du mouvement ouvrier, celle de l'instrument nécessaire à ce que nous appelons la « réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe ».

7. Toute la situation exige que nous élaborions un véritable « plan de développement du parti », structuré autour du renforcement de la fraction trotskyste

Le succès du 6 juin ne sera que ce que nous en ferons.

Tout dépend de ce que nous proposerons aux mille participants, aux centaines d'autres qui nous ont dit qu'ils viendraient et qui, au dernier moment, ont hésité, mais qui, pour un grand nombre, prendront un abonnement au journal qui matérialisera le lien maintenu entre eux tous.

Tout dépend de notre capacité à mettre en œuvre les décisions qui ont conclu le 6 juin et à organiser les réunions de ce type dans tous les départements et toutes les localités où nous sommes implantés.

Tout dépend des comptes rendus que nous serons capables de faire remonter vers le journal, des interviews que nous irons chercher auprès des militants qui exercent des responsabilités dans les secteurs où, à l'évidence, la lutte des classes mûrit.

Il n'existe pas d'autre moyen de gagner la sympathie et la confiance de ces militants permettant de les faire participer aux réunions préparatoires au V^e Congrès du POI organisées par nos comités locaux.

Dans la résolution adoptée par la conférence nationale du CCI du 7 mars nous écrivions :

« Il y a urgence, à trois mois du congrès ouvert (dont la date a été repoussée), à tourner radicalement tout le parti, jusqu'au plus petit de ses comités locaux, sur l'axe de la préparation effective, sur une ligne de front unique ouvrier, du choc qui se prépare. Il nous faut bousculer la routine qui paralyse le parti au moment où s'ouvre une "fenêtre de tir" exceptionnelle ! "Tourner" signifie mettre en conformité le parti que nous construisons avec le tournant en cours de la situation et avec les tâches que cette situation exige de nous. "Tourner", c'est mettre progressivement au centre de nos comités et de

toutes nos instances — selon un plan minutieux — les militants du POI qui exercent des responsabilités dans la lutte des classes et dans ses organisations, et qui sont ceux qui seront appelés à vertébrer “l’appareil politique de la lutte”, car c’est du développement de la lutte des classes que dépend l’ouverture d’une issue politique conforme aux intérêts de la classe. Une chose est claire : qu’il s’agisse de la bataille qui va faire rage dans le mouvement ouvrier organisé (...) ou bien qu’il s’agisse du mouvement qui cherche à s’organiser sur le plan de la défense de la démocratie contre la réforme territoriale et l’étrangement budgétaire des communes... sur les deux plans la contre-offensive est la même.

C’est celle qui est engagée par tous les gouvernements européens rassemblés derrière l’ultimatum lancé par la BCE au peuple grec et qui dit : « ou bien l’aménagement de la politique de l’UE, ou bien le chaos ! ». C’est là que réside le cœur des débats qui vont se développer au sein de la couche de militants auxquels nous nous adressons et que nous voulons gagner au parti. »

Précisons, cela ne veut aucunement dire que nous devrions négliger, laisser dépérir ou abandonner ce que nous avons fait jusque-là et les militants que nous avons gagnés dans ces batailles (même modestes au regard des enjeux), bien au contraire. Mais il nous faut compléter et « réorienter » les axes d’intervention de nos comités pour les inscrire dans le tournant en cours et chercher de nouveaux points d’appui en rapport avec les lignes de force de la nouvelle situation.

Cela veut dire que les directions trotskystes, à tous les niveaux, doivent procéder à un examen lucide de la situation de leurs unités pour, se libérant de toute « routine », engager, si nécessaire, le rééquilibrage de leur intervention.

En effet, si, suite au 9 avril, la perspective du choc est la nôtre, alors il nous faut nous poser la question de l’investissement dans les secteurs qui seront, selon toute vraisemblance, amenés à jouer un rôle dans une situation de développement de la lutte des classes.

A la veille d’une rentrée scolaire qui, à l’issue de la grève contre la réforme des collèges, s’annonce « houleuse » et annonciatrice d’un mouvement d’ensemble contre des années de contre-réformes (si l’on se fie aux sentiments qui dominent chez les enseignants)... il semble évident qu’on doit procéder sur les localités à un examen des liens politiques dont nous disposons et qu’il nous faut entretenir et élargir. L’instrument de mesure étant le nombre d’abonnés au journal.

Alors que la loi Macron va imposer le travail le dimanche dans le commerce, il semble utile de recenser les fils dont nous disposons dans le commerce, et même, en rapport avec les forces dont nous disposons, d’envisager de s’implanter sur des centres commerciaux sur lesquels nous n’intervenons pas jusqu’à maintenant.

Si la perspective est celle du mûrissement du « tous ensemble », quelles possibilités de nouvelles implantations nous ouvre le travail que nous faisons à l’échelle interprofessionnelle et qui n’est pas toujours connecté à notre plan de développement politique ? Comment nous servons-nous d’*Informations ouvrières* ? Quels objectifs nous fixons-nous, selon quel calendrier, à la veille des départs en congés ?

Au moment où les grandes multinationales (américaines) font leur marché dans l’industrie française en provoquant une nouvelle vague de suppressions d’emplois, il est évident que l’intervention en direction de ces sites industriels doit pouvoir être anticipée, à l’image des liens noués à la SNCM.

Bref, sortir de la « routine » n’est pas un slogan démagogique, c’est une prise de position politique en faveur d’une évaluation lucide de la situation, de notre implantation (intégrant toutes les rubriques : réunions de compte rendu du 6, réunions POI, abonnements à *Informations ouvrières*, cartes du POI, effectifs du CCI et groupes d’études révolutionnaires — GER...), et donc en faveur de l’élaboration, dans toutes les instances CCI, de véritables plans de développement qui définissent les axes de pénétration et les objectifs de construction mesurables en abonnements à *Informations ouvrières* et en cartes du POI.

8. Quatre mois nous séparent du congrès du POI, quatre mois pour « revivifier » la vie du parti, « régénérer » ses instances en se disposant méthodiquement sur la préparation du choc

Il n’y aura pas de miracle, l’inflexion qu’il nous faut opérer, pour nous conformer à notre appréciation de la situation politique et de ses développements imminents, ne se décrètera pas et ne sera pas le produit de mesures administratives.

Gagner au parti, à ses instances de direction, une fraction (même encore limitée à ce stade) de ces militants et ces cadres que nous avons associés au 6 juin et à ses suites, qui se dérouleront dans le climat agité de la rentrée, les gagner à la prise en charge du journal, via le développement du « débat » dans la « Tribune » qui leur est offerte..., exige que nous nous rendions capables

d'élaborer avec eux, dans chaque cas concret, les réponses qu'ils cherchent, tant sur le plan des initiatives directes de préparation à la lutte des classes que sur celui des réponses politiques qui y sont étroitement reliées.

Cette nécessaire élaboration tourne le dos à la solution qui consisterait à attendre des réponses de directives générales venant de la direction. Elle appelle de la part des directions régionales, départementales et locales du CCI qu'elles se disposent pour prendre complètement la direction de cette élaboration, en travaillant à la construction de leurs plans de développement autour de l'élargissement de la diffusion du journal et du nombre de militants associés à sa rédaction.

« *Comment nous préparer?* », écrivait Lénine, parlant de la préparation de l'insurrection, en 1903, dans *Que faire?*

« Vous ne voudriez pas qu'un comité central désigne des agents dans toutes les localités pour préparer l'insurrection? Si même nous avions un comité central qui prît cette mesure, il n'obtiendrait rien (...) Au contraire, un réseau d'agents qui se serait formé de lui-même en travaillant à la création et à la diffusion d'un journal commun ne devrait pas "attendre les bras croisés" le mot d'ordre de l'insurrection ; il accomplirait justement une œuvre régulière, qui lui garantirait en cas d'insurrection le plus de chances de succès (...). C'est en travaillant à cette œuvre qu'on apprendrait à apprécier exactement la situation politique générale et, par suite, à bien choisir le moment favorable pour l'insurrection. »

S'il ne s'agit pas pour nous, aujourd'hui, de l'insurrection... il y a, dans une période marquée par la préparation du « tous ensemble », une leçon majeure à tirer de la méthode qu'il expose.

9. Le renforcement de la section française de la IV^e Internationale

Le Secrétariat international qui vient de terminer ses travaux (22, 23, 24 juin) a décidé de produire, avant la fin du mois de juillet, une déclaration politique de la IV^e Internationale intégrant les derniers développements de la situation mondiale et actualisant les déclarations des précédents secrétariats (13 et 14 novembre, et 14 et 15 janvier).

L'organisation méthodique de la discussion de cette déclaration doit fournir à toutes les directions du CCI les moyens de faire connaître les positions de la IV^e Internationale à ces nombreux militants avec lesquels nous combattons et qui cherchent nécessairement à inscrire ce combat qu'ils mènent en France dans le cadre

plus large du combat du prolétariat mondial, à commencer par celui du prolétariat européen.

L'organisation de cette discussion, axée sur les cibles auxquelles nous voulons proposer le GER et nos objectifs de recrutement au CCI, sera rythmée par la sortie de la *Lettre de la Vérité* rendant compte des différents aspects de cette discussion et par les articles qui, dans *Informations ouvrières*, prépareront le rassemblement sur la tombe de Sedov.

10. Plan de travail

La direction nationale décide de constituer une commission chargée de rassembler les informations contenues dans le questionnaire envoyé à la veille de sa réunion.

La direction nationale charge cette commission de prendre contact avec les responsables régionaux pour compléter les premières informations données afin de suivre au comité politique le développement du plan de travail.

La direction nationale du CCI approuve l'orientation définie dans le texte qui lui a été soumis, qui s'inscrit dans la continuité de la résolution adoptée par la conférence nationale extraordinaire du 7 mars et dont le succès du 6 juin constitue une première matérialisation.

La direction nationale du CCI décide, en conséquence, de mobiliser toutes les forces de la fraction trotskyste pour réussir le V^e Congrès ouvert du POI, dont le succès est, dans le tournant en cours de la situation, étroitement relié aux pas franchis dans la construction de l'appareil politique de la lutte.

La direction nationale du CCI :

Sciente de la responsabilité historique de la section française de la IV^e Internationale et par conséquent de l'enjeu que son existence et son développement représentent pour toutes les forces attachées au maintien de « l'ordre » impérialiste, au moment où la survie du système entraîne l'humanité dans le chaos ;

Soucieuse de pouvoir mener et conclure la discussion qui traverse sa direction depuis plusieurs mois, dans les meilleures conditions de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire sur la base de l'expérience faite dans la construction du POI, qui va se concentrer dans les quatre mois de préparation du V^e Congrès du POI et non sur les intentions prêtées à la direction en matière de construction du parti ;

Décide de reporter le 51^e Congrès du CCI après le congrès du POI et d'ouvrir sa discussion préparatoire à la direction nationale qui suivra le V^e Congrès du POI (21 et 22 novembre).

**Résolution adoptée
par 45 voix pour,
21 contre.**

Août 1940 – Août 2015

Hommage de la section française à Léon Trotsky, à Léon Sedov et à tous les militants ouvriers victimes du stalinisme

Samedi 29 août, à 10 h 30, près de cinq cents travailleurs et militants (soit trois fois plus que l'an dernier) se sont rassemblés au cimetière de Thiais, sur la tombe de Léon Sedov, à l'appel de la section française de la IV^e Internationale.

Chaque année, depuis trente ans, la section française de la IV^e Internationale appelle à ce rassemblement, qui, cette année, avait une résonance particulière.

Nous publions les deux discours prononcés au nom de la direction de la section française de la IV^e Internationale.

Discours de Marc Gauquelin

Camarades, l'hommage que nous rendons ce 29 août 2015 à Léon Trotsky, Léon Sedov et à toutes les victimes de la répression stalinienne prend un relief particulier. Il a lieu à un moment marqué par deux événements de nature et d'importance apparemment différentes.

D'un côté, le franchissement d'un nouveau bond dans le processus de décomposition accélérée du système de la domination impérialiste, avec toutes les monstruosités qui l'accompagnent, et, de l'autre, un coup porté de l'intérieur à la section française de la IV^e Internationale, Courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant, et donc à toute la IV^e Internationale.

Il y a un an, lors de notre précédent hommage, l'armée israélienne écrasait la population palestinienne de Gaza sous les bombes. Nous insistions, à ce même endroit, sur la signification politique de cet acte. Nous dégagions les contradictions qui se manifestaient alors entre les agents les plus fervents de la défense de l'impé-

rialisme mondial et, en particulier, entre eux et l'impérialisme américain lui-même. Nous soulignons le fait que Netanyahou tentait de forcer la main à Obama et nous indiquions que, dans une situation de ce type, les pires aventures étaient possibles, que n'importe quel dérapage pouvait avoir lieu et que les guerres qui s'étendaient allaient se développer et se multiplier sur tous les continents.

Nous avons attiré l'attention sur les menaces de perte de contrôle de la part des principaux fauteurs de guerre. Ce à quoi nous venons d'assister ces derniers jours confirme cette appréciation : le ballet diplomatique à propos de l'Iran, les alliances, les renversements d'alliances, l'armement des camps opposés par les mêmes marchands d'armes, parmi lesquels s'inscrit notre président de la République.

Il serait fastidieux de faire un inventaire complet des horreurs qui se multiplient. Vous avez tous en mémoire ce qui, hier, a fait la une de la presse mondiale : le fameux

camion abandonné sur une autoroute autrichienne : soixante et onze migrants morts asphyxiés à son bord. Mais, camarades, ce drame s'ajoute à celui de ceux qui sont morts en mer, à celui de ceux qui, le même jour, mouraient dans les cales d'un cargo pour les mêmes raisons. Rarement, sous cette forme, la décomposition, la barbarie, l'horreur du système de domination impérialiste ne se sont exprimées de façon aussi aveuglante.

Ceux qui ont organisé le désastre, qui ont broyé les pays du Moyen-Orient pour voler leurs richesses naturelles, ces gens-là se réunissent à Vienne justement pour discuter de l'accueil des migrants, pour discuter des pourcentages d'accueil, pour discuter dans quels pays on pouvait les accepter et de quels pays on devait les renvoyer chez eux...

Camarades, rarement les conclusions politiques fondamentales de la IV^e Internationale, s'inscrivant dans la continuité des positions adoptées par Lénine face à la Première Guerre mondiale, reprises par Trotsky face à la Seconde Guerre mondiale, et qu'on peut résumer en une phrase : « *L'ordre impérialiste doit être abattu* », n'ont pris une telle force.

Un mot encore sur ces centaines de milliers de « migrants », dont le nombre ne peut qu'augmenter. Ils sont pris maintenant en main par des réseaux mafieux, qui organisent leur passage en Méditerranée, et ces réseaux mafieux sont entre les mains des groupes qui prospèrent sur l'organisation du marché noir du pétrole. Arrivés en Europe, ils sont pris en main par les mafias des Balkans. Ces mafias des Balkans sont protégées par les cliques qui ont été portées au pouvoir dans tous les pays balkaniques par l'impérialisme, sur la base de l'écrasement et du dépeçage de la Yougoslavie, écrasée par les bombardements de l'OTAN.

Alors camarades, ajoutez à cela l'effondrement du prix de l'or noir, la menace d'augmentation des taux par la Réserve fédérale américaine, et vous avez le tableau que vous dressent les grands spécialistes de l'économie mondiale, qui vous disent : « Alors voilà, le Venezuela va disparaître, l'Algérie va entrer dans des affres incroyables, le miracle turc s'effondre, l'Afrique du Sud... », pour vous faire la carte des « effondrements prévisibles ».

Rappelons, camarades, ce que nous écrivions dans la résolution adoptée par le Secrétariat international de la IV^e Internationale, le 15 janvier dernier :

« La seule force qui puisse épargner à la société, en France comme dans toute l'Europe et dans le monde, le plongeon dans le chaos, les affrontements communautaires, c'est la classe ouvrière se rassemblant sur son plan de classe, avec ses organisations, rassemblant toutes ses composantes pour déployer toute sa puissance dans le combat qui doit la dresser contre ses gouvernements respectifs, pour les contraindre à abandonner les réformes dictées par l'Union européenne en Europe, instrument du capital financier, à rompre avec la coalition militaire impérialiste ; c'est le premier pas permettant d'ouvrir la voie à la constitution en Europe de gouvernements qui s'engageront dans une libre et pacifique collaboration de tous les peuples du continent, point d'appui décisif pour l'organisation, à l'échelle mondiale, de la collaboration pacifique de tous les peuples du monde, libérés de la domination impérialiste. Toute la défense de la civilisation humaine se concentre là. »

Et nous ajoutons, dans une résolution d'application de ce même Secrétariat international du 15 janvier, un appel aux sections de la IV^e Internationale :

« Le Secrétariat international appelle toutes les sections de la IV^e Internationale, tous les groupes qui sont rattachés à elles, à mettre immédiatement au centre de leurs discussions la présente déclaration débouchant sur la nécessaire réappréciation, compte tenu des circonstances, de l'orientation de construction des sections de la IV^e Internationale et des formes transitoires qu'elle revêt dans chaque pays.

Le Secrétariat international invite les sections à passer en revue toutes les forces dont elles disposent, pour les engager dans le combat pour aider pratiquement au rassemblement des forces de classe pour les aider à submerger l'obstacle des directions inféodées et pour, ce faisant, s'immerger et s'ancrer sans attendre au cœur même des grandes organisations de classe qui continuent à vertébrer la classe ouvrière et dont la crise ne peut que se développer sous la pression des événements. »

Nous ajoutons : « *Le Secrétariat appelle toutes les sections et tous les groupes rattachés à la IV^e Internationale à ouvrir cette discussion et à se livrer à un examen rigoureux de leur situation,*

en rejetant tout esprit de routine et de conservatisme.

Cette invitation s'adresse à toutes les sections quelle que soit leur taille.

Le Secrétariat international insiste : la phase dans laquelle nous sommes entrés n'est que le prologue à un nouveau basculement, il ne s'agit que d'une phase transitoire en raison de la résistance de la classe ouvrière qui n'a pas été défaite, même si elle a été empêchée de développer toute sa puissance.

Le temps nous est compté. Immergeant immédiatement toutes nos forces dans les gigantesques combats décisifs qui s'avancent, nous nous donnons les moyens de construire avec ces travailleurs, ces militants et ces jeunes qui sont aux avant-garde du combat pour préserver l'indépendance de classe de leurs organisations, pour aider à la réalisation des conditions du combat d'ensemble, sous une forme adaptée aux développements en cours, matérialisent la stratégie de la transition dans la construction du parti révolutionnaire.

Le Secrétariat international invite les sections à établir un plan de construction incluant des objectifs de renforcement et un calendrier. Tout se concentre dans cette bataille. »

Camarades, vous m'excuserez de la longueur de cette citation mais elle revêt une grande importance car elle relie le basculement de la situation objective vers une nouvelle période d'effondrement dans la barbarie à la discussion qui s'impose au sein de la IV^e Internationale pour redisposer ses forces dans la classe en prévision des combats qui viennent.

La section française a décidé de s'appliquer à elle même cette résolution. Elle a décidé de passer au crible « sans esprit de routine » son activité de construction dans le cadre de la méthode de transition. Elle a examiné les causes de la stagnation et même de la régression du POI.

Elle a décidé dans sa conférence nationale du 7 mars de proposer que la préparation du V^e Congrès du POI soit assise sur la base d'un élargissement de sa surface en direction de ces militants et de ces cadres qui se préparent à jouer un rôle majeur dans le choc qui s'avance.

Elle a décidé de proposer la préparation d'une assemblée-débat de militants, convoquée sous l'égide du journal *Informations ouvrières*, l'assemblée du 6 juin.

Elle a décidé d'en faire un point d'appui permettant de revitaliser le POI et de l'ancrer dans les processus en cours en utilisant la situation de préparation imminente des plus grands combats dont les signes nous sont donnés par les derniers développements de la situation politique dans ce pays.

**C'EST LE SUCCÈS
DE L'ASSEMBLÉE DU 6 JUIN
QUI A PROVOQUÉ
LE DÉCLENCHEMENT
DE L'OFFENSIVE
DONT LA IV^e INTERNATIONALE
EST AUJOURD'HUI L'OBJET**

Camarades,

Il faut être clair : c'est ce succès qui a provoqué le déclenchement de l'offensive dont la IV^e Internationale est aujourd'hui l'objet. Beaucoup d'éléments laissent à penser qu'elle était souterrainement et minutieusement préparée depuis de longs mois, mais c'est le succès du 6 juin qui a déclenché l'opération.

Par exemple, la brusque parution d'un journal concurrent à *Informations ouvrières* (cela ne s'improvise pas), concurrent au journal fondé par Pierre Lambert, un journal dont le lancement a été accompagné par ses initiateurs d'une campagne de désabonnement à *Informations ouvrières*. Des initiateurs qui ne paient plus leurs cotisations à la IV^e Internationale, qui appellent leurs partisans à ne plus les payer, qui appellent à les bloquer sur des comptes spéciaux pour les subtiliser à la trésorerie nationale de la IV^e Internationale...

Et pour brouiller les pistes, pour cacher la longue préparation nécessaire à la parution d'un journal concurrent, pour effacer les traces de la longue « préméditation » dont l'opération en cours est le produit, les militants de la IV^e Internationale et du POI, sont assaillis par téléphone, par mails, de toute une série d'interpellations politiques sur une multitude de sujets — et de ce point de vue là, l'imagination humaine est fertile et permet d'inventer en permanence toute une série de sujets qui n'ont pas d'autre objet que de tenter de paralyser, d'obscurcir et de démoraliser.

Camarades,

On découvre subitement de nouveaux désaccords fondamentaux (autres que ceux qui ont été débattus dans les Directions nationales et dans les Comités politiques et qui ont fait l'objet de procès-verbaux), sur des problèmes qui ont été débattus dans les instances dirigeantes du CCI en présence des camarades qui remettent en cause ces prises de position. Ils n'en ont rien dit. Ils ont camouflé leurs positions, ou plutôt, ils inventent au fur et à mesure les désaccords qui les intéressent pour tenter de donner à l'opération l'apparence d'un débat démocratique.

Je résume : le cœur du problème, c'est que la IV^e Internationale demandait de procéder à un examen critique de la situation dans laquelle chacune des sections se trouve à la veille des plus grands bouleversements, pour réajuster les dispositions de leurs forces afin de pouvoir les inscrire concrètement dans les processus au sein desquels se construisent de véritables partis ouvriers révolutionnaires. Et donc le succès du 6 juin a provoqué immédiatement l'opération qu'il faut qualifier pour ce qu'elle est : une tentative de coup de force. Il fallait tenter d'interdire au Parti ouvrier indépendant et à son V^e Congrès de s'appuyer sur les forces dont le 6 juin a donné une première image et dont tout porte à croire que nous pouvons l'élargir.

Il faut se rendre à l'évidence : pour les initiateurs de cette opération, le moment était venu et ils ne pouvaient pas attendre plus longtemps pour s'émanciper des règles politiques de la IV^e Internationale, pour s'émanciper de ce qu'on appelle le centralisme démocratique qui est — pour le résumer en deux mots — « la loi de la majorité ». Après une discussion libre, « l'unité dans l'action » exige que les décisions prises à la majorité soient appliquées. Et de ce point de vue là, il leur fallait absolument casser cet outil.

Le problème est simple, camarades : le refus acharné d'accepter la proposition faite par la DN du CCI de tenir le congrès du CCI après le congrès du POI, qui se présentait sous les meilleurs auspices après le succès du 6 juin, confirmant l'orientation adoptée à la conférence nationale extraordinaire du 7 mars (et

réaffirmée par toutes les DN depuis cette date), n'avait qu'un seul objectif : remettre en cause le vote majoritaire de la conférence du 7 mars, remettre en cause l'orientation adoptée, qui fournissait de façon détaillée un plan pour la construction du congrès du POI. Et donc minoritaires, il fallait inventer quelque chose, accuser la direction du CCI de refuser la discussion, de refuser le droit de tendance, mais tout cela n'a qu'un seul but, remettre en cause une décision prise légitimement à la majorité.

**LE « LAMBERTISME »
A UNE PARTICULARITÉ,
C'EST D'ÊTRE UN ÉLÉMENT
CONSTITUTIF DU MOUVEMENT
OUVRIER DANS CE PAYS**

Alors camarades, les objectifs de cette opération ? Au compte de quelle combinaison ?... L'avenir nous le dira assez vite. Mais quelqu'un nous met sur une piste : c'était le 15 juillet dernier, dans le journal *Le Monde*, le dénommé Noblecourt consacre un éditorial à railler avec mépris la guerre picrocholine qui se mène au sein du courant « lambertiste »... tout en faisant involontairement un aveu, l'aveu que le courant « lambertiste » bénéficie dans le mouvement ouvrier d'une multitude de relations importantes, dans Force ouvrière et pas seulement dans Force ouvrière, et qu'en conséquence une explosion du « lambertisme » pouvait intéresser Monsieur Noblecourt, partisan convaincu de la CFDT, du dialogue social et sous une certaine forme du corporatisme. On connaît sa littérature et on voit percer un « rêve », le rêve de tous, au moment où ce gouvernement affaibli entre dans une crise profonde, au moment où toutes les conditions du mûrissement d'actions de classe d'une ampleur inégalées sont en train de se constituer, le « rêve » de la disparition du courant « lambertiste ».

Mais Noblecourt sait que le « lambertisme » a une particularité, c'est d'être un élément constitutif du mouvement ouvrier dans ce pays. Minoritaire, majoritaire, ce n'est pas la question. Sa place et son poids dans les différentes organisations n'est pas vraiment la question. Mais tous savent en

revanche que par son histoire, par l'expérience qu'il a acquise dans les combats de classe, le courant « lambertiste » est un élément qui vertèbre la résistance de la classe sur la ligne de la défense de l'indépendance de classe des organisations et du combat pour le front unique.

De ce point de vue, il leur faut organiser une campagne de dénigrement, il leur faut organiser une campagne pour tenter de faciliter les opérations qui visent à expulser les militants de ce courant. Mais là, camarades, c'est une autre paire de manches.

Je pense qu'il faut, à ce moment, rendre hommage au camarade Lambert : il a réussi ce qu'il s'était fixé pour objectif, c'est-à-dire sortir le trotskysme du ghetto, l'engager, l'implanter, en faire un élément constitutif de la classe ouvrière, de son mouvement, et je crois que ceux qui décident de prêter la main à l'opération contre le courant « lambertiste » vont éprouver la solidité qu'il s'est forgée durant toute son existence, dans toute son histoire, et qui forme sa « tradition ».

Dans le Manifeste d'alarme, adopté le 26 mai 1940, dans une situation dramatique, Trotsky écrit :

« La IV^e Internationale se maintient complètement et résolument sur les fondements de la tradition révolutionnaire du bolchevisme et de ses méthodes organisationnelles. Laissons les radicaux petits-bourgeois pleurnicher contre le centralisme. Un ouvrier qui a participé ne serait-ce qu'une seule fois à une grève sait qu'aucune lutte n'est possible sans discipline et sans une direction ferme. Il est indispensable, ajoute-t-il, de posséder une organisation de l'avant-garde prolétarienne soudée par une discipline de fer, une sélection authentique de révolutionnaires inspirés par une invincible volonté de vaincre. Préparer l'offensive soigneusement et systématiquement, et quand sonne l'heure décisive lancer toutes les forces de la classe sur le champ de bataille sans hésitation. Seul est capable de l'apprendre aux ouvriers un parti centralisé qui n'hésite pas lui-même. »

Un mot encore à propos des autorités intellectuelles sans scrupules qui ont vite fait de se présenter — en maniant l'allusion perfide — comme les victimes de pratiques s'apparentant à celles de la bureaucratie stalinienne.

Trotsky leur répond :

« De frivoles sceptiques aiment à monter en épingle la dégénérescence du centralisme bolchevique en bureaucratisme. Comme si le cours de l'histoire tout entier dépendait de la structure d'un parti. En fait, c'est le destin du parti qui dépend du cours de la lutte de classe. Mais en tous cas, le parti bolchevique fut le seul parti qui prouva dans l'action qu'il était capable d'accomplir la révolution prolétarienne. C'est précisément d'un tel parti qu'a besoin aujourd'hui le prolétariat international. »

Pour conclure, je voudrais livrer la réponse que Trotsky apporte à une question que tout le monde s'est posé un jour : « Réussirons-nous à former à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne ? »

Trotsky répond :

« Pour répondre correctement à cette question il est nécessaire de la poser correctement. Naturellement, tel ou tel soulèvement peut se terminer et certainement se terminera par une défaite par suite du manque de maturité de la direction révolutionnaire. Mais il n'est pas question d'un simple soulèvement. Il est question d'une époque révolutionnaire toute entière. »

« Il est nécessaire de se préparer à de longues années sinon à des décennies de guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit prendre pour base une telle perspective. L'histoire lui fournira assez d'occasions et de possibilités de s'éprouver, d'accumuler des expériences et de mûrir. Plus vite les rangs de l'avant-garde s'uniront, plus vite l'époque des convulsions sanglantes se raccourcira. »

Alors camarades, je crois que cet hommage que nous rendons à Trotsky, pour le 75^e anniversaire de son assassinat, nous donne notre « feuille de route ». Notre confiance en ce que nous avons appris avec Pierre Lambert est totale. La section française de la IV^e Internationale est vivante. Elle tourne le dos aux préchi-préchas suffisants de sommités auto-proclamées. Elle construira dans le dialogue avec les militants ouvriers qui se dégagent aujourd'hui pour préparer le combat de classe, le Parti dont nous avons besoin pour aider la classe ouvrière à assurer la victoire de la révolution prolétarienne.

Discours de Lucien Gauthier

Camarades,

Nous sommes ici aujourd'hui pour affirmer la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire, celui de Lénine, de Trotsky, de Léon Sédov. Et nous rendons également hommage à Pierre Lambert, en ces moments d'offensive contre la IV^e Internationale.

Nous sommes là pour affirmer la continuité du bolchevisme. Ce courant révolutionnaire est né dans le Parti russe en 1903 quand, lors du Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, s'est produite la scission de ce parti, qui regroupait les révolutionnaires russes. Une scission qui, en apparence, n'a pas eu lieu pour des raisons politiques, parce que dans ce congrès il y avait accord sur les grandes orientations, il y avait un accord affirmé sur les propositions politiques.

La scission s'est produite sur la question de l'article 1 des statuts, quand le dirigeant de ce parti, Martov, a présenté un projet indiquant en substance : est membre du parti celui qui met en œuvre sa politique ; Lénine y a opposé l'amendement suivant : est membre du parti celui qui participe aux organismes du parti et contribue financièrement.

Ce n'était pas un hasard. Un an plus tôt, en 1902, dans *Que faire ?*, Lénine établissait la place du journal dans la construction du parti révolutionnaire, la place d'une organisation délimitée : non pas un parti fourre-tout, mais un parti organisé, un parti ouvrier révolutionnaire.

Lors du congrès de 1903, le vote fut : 19 pour Lénine, 17 pour Martov. Le soir même, comme le raconte Lénine, les dirigeants de la minorité organisaient des réseaux parallèles, des machines de guerre contre le parti, constituaient *La Nouvelle Iskra* contre le journal du parti. C'était l'offensive contre le parti révolutionnaire. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. La révolution, les révolutionnaires demeurent, l'offensive contre le mouvement ouvrier révolutionnaire demeure.

Et les mêmes individus aujourd'hui, avec une ironie et un mépris condescendants, désignent la direction française comme « les majoritaires ». Non. Il y a une section française, il y a sa direction !

NOUS SOMMES LES « MAJORITAIRES », PARCE QUE NOUS SOMMES LES BOLCHEVIKS !

Mais oui : nous allons reprendre le titre de « majoritaires », parce qu'en 1903, c'est du nom de bolcheviks (qui en russe veut dire "majoritaires") que l'on désigne les partisans de Lénine qui ont obtenu la majorité. On désigne les minoritaires du mot russe « mencheviks ». Et nous sommes les « majoritaires », parce que nous sommes les bolcheviks, qui assurons la continuité du combat du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Apparemment, il n'y avait pas désaccord politique en 1903. Il y avait, on le sait, derrière les questions d'organisation, de grands désaccords politiques. Il a fallu attendre une dizaine d'années pour que les mencheviks capitulent clairement et ouvertement devant la bourgeoisie. Il a fallu le torrent révolutionnaire d'octobre 1917 pour que les mencheviks se portent au gouvernement pour défendre l'ordre bourgeois en Russie.

Mais nous ne sommes plus en 1917. Nous sommes en 2015. La crise de l'agonie du capitalisme est telle, la décomposition impérialiste est telle, la marche à la barbarie est telle que tout doit aller vite, et ceux qui aujourd'hui rompent avec le bolchevisme ne mettront que quelques mois à dévoiler le véritable contenu de leur politique, hostile au bolchevisme et au mouvement ouvrier révolutionnaire. Nous, nous restons fidèles à ce combat de Lénine, à la nécessité de construire un parti bolchevik.

Vous savez, camarades, nous honorons à travers ce rassemblement, ces générations qui se sont succédé et qui constituent une

longue chaîne de militants révolutionnaires qui ont constitué le mouvement ouvrier et le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Et pour nous, militants trotskystes de France, l'un de ces chaînons essentiels, c'est le camarade Pierre Lambert. Jeune ouvrier qui avait participé à la reconstitution de la CGT clandestine pendant la période de l'occupation nazie, il en avait retiré la compréhension qu'on ne construit pas un parti par une série de formules magiques, mais « en bas, en bas », comme il aimait dire. En bas avec les ouvriers, en bas dans le dialogue, dans l'organisation de la classe ouvrière. C'est donc tout naturellement qu'à l'issue de la guerre, membre de la direction de la section française, il prend la responsabilité de la commission syndicale, c'est-à-dire du travail minutieux pour organiser le travail des trotskystes dans la classe ouvrière.

Et pendant ce temps-là, les "grands chefs" de la IV^e internationale, les grands chefs du PCI pérorant, écrivent des éditoriaux, des communiqués, des tracts, des lettres ouvertes pour indiquer à la classe ce qu'elle doit faire, et comment, sur quels mots d'ordre. Puis ces mêmes individus, ces mêmes "grands chefs" de la IV^e Internationale, s'aperçoivent plusieurs années après, que la classe ouvrière n'est pas venue les rejoindre, que leur position n'a pas abouti à ce qu'elle les rejoigne ; ils se démoralisent, sont dépités et, inévitablement, cherchent des chemins de traverse, tout en accusant la classe ouvrière d'être arriérée politiquement, d'être spontanément stalinienne.

Ceux-là ont entrepris d'organiser la liquidation de la IV^e Internationale en prônant une prétendue politique d'entrisme dans les partis staliniens, pour "pousser la bureaucratie à gauche". Ce n'est pas un hasard, camarades, si c'est la commission syndicale dirigée par Pierre Lambert qui s'est dressée contre cette politique de liquidation.

Ce n'est pas un hasard, parce que ce sont ces militants qui ont commencé à s'implanter dans la classe. Et ils vont être majoritaires dans la section française. Oui, nous sommes aussi les héritiers de cette majorité de la section française, celle qui a organisé le combat contre le pablisme, le combat

pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Quelques années plus tard, quand la section française, isolée, affaiblie, regroupait 52 militants, le camarade Lambert a décidé une chose qui est décisive pour nous. L'organisation trotskyste de 52 membres publiait un hebdomadaire, *La Vérité*, qui était un gouffre financier, qui ne correspondait pas aux forces des 52 militants, qui était encore un reste du passé qui a vu des militants croire que nous étions le parti parce que notre programme était juste. Il a dit : on arrête. On sort un bulletin ronéotypé, c'était en 1958.

Ce bulletin, c'était *Informations ouvrières*. Le camarade Lambert a défini le premier critère : « *Qui veut me lire paie* ». C'est-à-dire l'indépendance financière du journal, garantie de l'indépendance politique. Deuxièmement, il a défini le caractère de ce journal, en disant : c'est un journal mis en œuvre par les trotskystes, et c'est une tribune libre de la lutte des classes. Parce que la conception qu'avait Pierre Lambert, qui nous a amenés à formuler cette orientation que, dans notre jargon, nous appelons la ligne de la transition en matière de construction du parti, était indissociable d'*Informations ouvrières* comme tribune libre de la lutte des classes.

Toute sa vie, le camarade Lambert a œuvré sur cette ligne. En 1964, c'est l'appel des 150 militants ouvriers de Nantes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes, militants politiques, militants trotskystes. C'était la recherche du groupement, c'était sortir du fait que « nous étions des exilés dans notre propre classe », selon le mot de Trotsky dans les années 30 ; c'était le fait qu'on commençait à combattre dans la classe, avec les militants ouvriers, avec les travailleurs.

Cette orientation s'est traduite ensuite, sous d'autres formes : les comités d'alliance ouvrière, et toute une série d'autres formulations. C'était la permanence, chez Lambert, de la recherche des voies et des moyens d'aider la classe à s'organiser et regrouper ses forces. Non pas en fonction de schémas abstraits, mais en rapport avec la situation politique concrète. Lambert disait souvent : je vais aller relire ce que dit Lénine à ce sujet. Non pas pour chercher le

dogme, mais pour chercher dans les différentes positions qu'avait Lénine à différents moments, ce qui pouvait nous aider à formuler, à un moment donné, une politique adaptée. Il n'y a pas de dogme. La théorie n'est pas un dogme, c'est un guide pour l'action.

NOUS AVONS HÉRITÉ DU CAMARADE PIERRE LAMBERT L'ORGANISATION ET INFORMATIONS OUVRIÈRES

Quand nous disons que nous sommes les héritiers du combat de Pierre Lambert, oui, nous avons hérité du camarade Pierre Lambert l'organisation et *Informations ouvrières*. *Informations ouvrières* aujourd'hui est l'organe du Parti ouvrier indépendant, mais est toujours la tribune libre de la lutte des classes. Parce que nous ne partageons pas la conception qui est celle de certains, l'idée d'un parti autoproclamé, comme les chefs de la IV^e Internationale après-guerre que les masses vont rejoindre parce qu'ils ont des positions justes.

Non, ce n'est pas notre conception. Nous sommes dans une situation où révolution et contre-révolution s'affrontent. Nous sommes dans une situation complexe et contradictoire, où la classe ouvrière prend des coups, et en même temps cherche à résister ; où des révolutions se produisent, où des contre-révolutions et des guerres se produisent. Nous sommes dans une situation où il y a un rejet des partis comme produit de la trahison. Nous sommes dans une situation où la classe ouvrière, dans chaque pays, cherche à s'accrocher à ses organisations et aux syndicats. Pourquoi aux syndicats ? Parce que les syndicats, c'est une organisation ouvrière particulière.

Le syndicat, quelle que soit la politique de sa direction, est la matérialisation de la division de la société en classes, parce que le syndicat organise les travailleurs, et seulement eux. C'est pour cela que Trotsky disait : les syndicats sont une institution ouvrière, ils sont les germes de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. Un syndicat ouvrier indépendant est contradictoire avec le système capitaliste, et c'est pourquoi le capital, qui est contraint face à

la lutte de classe, d'accepter l'existence des syndicats, cherche en permanence à les remettre en cause, par la répression ou par l'intégration corporatiste.

Camarades, avec des dizaines de milliers de militants ouvriers, qui ne sont pas trotskystes, qui ne sont pas militants du POI, nous luttons pour défendre l'indépendance des organisations, pas par dogme, mais parce que sans organisation, la classe n'est rien. Parce que la classe a besoin de ses organisations, parce que ces militants qui luttent pour la défense de l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations sont ceux-là mêmes qui organisent, encadrent la classe ouvrière, à tous les niveaux des organisations. C'est notre orientation, camarades.

Une fraction de ces militants sont prêts à rejoindre le Parti ouvrier indépendant, mais beaucoup d'entre eux ne le sont pas, en tout cas pas à cette étape. Devons-nous leur fermer la porte ? Ou, au contraire, devons-nous comprendre qu'à travers le journal *Informations ouvrières*, comme l'a dit le camarade Gauquelin, parlant du 6 juin, c'est ce cadre souple d'organisation qui relie les militants du Parti ouvrier indépendant à ces milliers de militants ouvriers qui n'en sont pas membres ?

Parce que c'est notre journal, oui. Mais c'est aussi leur journal. Le journal de ceux qui écrivent dans *Informations ouvrières*, de ceux qui le lisent, à ceux qui le vendent. C'est le journal de l'appareil politique de la lutte. C'est le journal de ceux qui se regroupent pour aider la classe ouvrière dans son mouvement, au moment donné des processus révolutionnaires, à submerger les obstacles, à briser la résistance contre-révolutionnaire. C'est pourquoi *Informations ouvrières* est le journal du POI et tribune libre de la lutte des classes.

C'est avec eux que nous le ferons, camarades. Et c'est ce réseau que nous constituons. C'est ce cadre que nous constituons. Seuls les petits-bourgeois invétérés peuvent répéter des formules de style sur « le parti dit », « le parti fait ». Le soleil est derrière moi, mais je ne ressemble pas à Mao Tse-Toung. Il y avait une affiche de Mao Tse-Toung avec le soleil rouge en toile de fond, Mao Tse-Toung pointant du doigt pour indiquer

aux masses chinoises où elles devaient aller. Ce n'est pas notre conception.

**NOTRE CONCEPTION,
EST CELLE QUI EST INSCRITE
EN TÊTE D'INFORMATIONS
OUVRIÈRES : « L'ÉMANCIPATION
DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE
DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES »**

C'est notre conception, camarades, et c'est effectivement là que se trouve la raison de l'offensive contre la IV^e Internationale. Parce que nous existons comme partie prenante de la classe ouvrière, parce que nous ne sommes pas des exilés dans notre classe, parce que nous occupons des positions et parce que nous sommes, avec notre journal, ce point de ralliement de milliers de militants ouvriers, qui ne sont pas trotskystes, qui ne sont pas au POI, mais qui se servent de ce cadre pour combattre, pour agir. Et cela, la bourgeoisie ne peut pas l'accepter, au moment où elle veut intégrer les organisations syndicales.

Alors, les discours radicaux, nous les avons connus, le prêchi-prêcha et les directives, etc. Non, camarades. Nous ne sommes pas à l'extérieur du mouvement ouvrier. Nous sommes dans le mouvement ouvrier, nous combattons dans les organisations. C'est notre classe. Et nous ne sommes pas extérieurs pour lui donner des consignes. Nous sommes à l'intérieur. Nous sommes un courant légitime du mouvement ouvrier. Et c'est le long combat de Trotsky et de Lambert qui a abouti à ce résultat en France, et nous en sommes fiers.

La délimitation, la défense de la IV^e Internationale ne procèdent pas, comme dans les appareils politiques, d'une question de boutique. La défense de la IV^e Internationale, pour nous, est reliée directement aux intérêts de la classe ouvrière. Parce que nous ne sommes pas extérieurs à la classe ouvrière. Et aujourd'hui, camarades, la rentrée s'annonce. Non seulement la rentrée scolaire, mais la rentrée en général. Les questions politiques vont ressurgir. Les vacances sont finies, malheureusement. Et une situation est en train de s'ouvrir.

Nous savons qu'il y a un bouillonnement. Nous savons qu'il y a des mouvements de classe partiels qui se cherchent. Nous ne sommes pas comme ces crétins là-haut qui disent : oui, mais il n'y a rien, la situation est calme. On sait que ça bouillonne. Ça ne veut pas dire que cela va exploser demain. Mais on sait que nous allons vers des affrontements de classe.

Dans quelles conditions allons-nous les aborder ? Avec quelles forces groupées autour d'*Informations ouvrières* ? Avec quelles forces regroupées dans la IV^e Internationale ? Avec quelles forces recrutées au Parti ouvrier indépendant ? Ça va dépendre de l'orientation que nous mettons en place, avec *Informations ouvrières* au centre.

Et j'ajouterai une chose : il y a ici, camarades, des militants qui ont diffusé *Informations ouvrières* en 1958 et 1959, et je les salue. Il y a des camarades qui l'ont diffusé dans les années 60. D'autres, plus nombreux, dans les années 70. Et d'autres dans les décennies suivantes. Les anciennes générations et les nouvelles, et la fusion de ces générations, c'est la IV^e Internationale. Pour paraphraser Trotsky à propos de la IV^e Internationale, je dirai qu'*Informations ouvrières*, c'est « notre patrie dans le temps ». C'est la marque de fabrique de la IV^e Internationale. C'est la marque de fabrique de la section française. Et on ne change pas de nom comme on change de chemise. Sauf si on s'apprête à retourner sa veste !

Camarades, pour conclure, et je m'arrêterai là : le temps maintenant est venu, le temps nous est compté, parce que la lutte de classe compte le temps. Quand il y a un obstacle, il faut le franchir. Nous allons le franchir. Nous allons trancher. Nous allons décider, parce qu'il y va de la responsabilité de la section française, que l'ensemble de ses militants s'engage, dès maintenant, dans l'action. Nous avons beaucoup discuté, et nous continuerons de discuter parce que nous sommes une organisation démocratique. Mais nous avons peut-être plus discuté qu'agi. Nous allons agir, plus que discuter. Nous allons décider, nous allons trancher.

Vive la IV^e Internationale !

Dossier de documents

CENTRALISME ET DEMOCRATIE

Présentation

Par Henry Halphen

Sous le titre « *Centralisme et Démocratie* », nous avons rassemblé dans ce dossier une série de documents (1) qui visent à éclairer le débat et la crise que la section française de la IV^e Internationale vient de traverser. Fidèle à la vocation de « *revue théorique de la IV^e Internationale* », la rédaction de *La Vérité* a considéré de sa responsabilité de rassembler ici une série de documents théoriques permettant d'apporter un éclairage et un recul à toutes une série de questions politiques débattues ces dernières semaines dans les rangs de la section française et plus généralement dans la IV^e Internationale dans sa totalité.

Ces documents portent sur des périodes différentes, et toute analogie avec la situation actuelle a bien entendu ses limites et pourrait amener à faire un contresens de lecture, si nous n'apportons pas quelques précisions.

Par exemple, nous publions une série de documents qui portent sur la crise qui a traversé le Parti social-démocrate russe en 1903, matérialisée par la scission entre les majoritaires (bolcheviks) et les minoritaires (mencheviks). Durant cette période, qui marque l'achèvement de la période du capitalisme ascendant et le début de l'impérialisme comme phase ultime et pourrissante du capitalisme (« *réaction sur toute la ligne* », dira Lénine), cette crise correspondait à un débat sur l'orientation à mettre en œuvre pour aider à construire une organisation ouvrière indépendante, intervenant dans la lutte des classes autour de son journal l'*Iskra*. La délimitation du parti en construction, son positionnement, était alors fondée sur des positions politiques opposées, mais qui relevaient d'un débat indispensable au sein même du mouvement ouvrier. Bolcheviks et mencheviks étaient des courants du mouvement ouvrier en voie de constitution. La révolution russe de 1917 réglera cette opposition dans les termes que l'on connaît.

La crise qui traverse la section américaine du Socialist Workers Party (SWP) en 1939-1940 est d'une autre nature, car la situation historique est différente. La sélection de documents que nous publions de Léon Trotsky, extraits de *Défense du marxisme*, ou les résolutions adoptées par les instances du SWP, montrent la nature du courant qui s'est développé dans la section américaine autour de Burnham, Shachtman, Abern (*cf biographies page 83*). Cette discussion prit rapidement un aspect polémique et parfois violent, masquée au départ par les questions du « régime de Cannon dans le SWP » et le « conservatisme » soulevées par la minorité Shachtman-Burnham-Abern. Mais rapidement, la discussion débouche sur le problème de « la nature de l'URSS » et les perspectives politiques que les trotskystes doivent ouvrir au mouvement ouvrier international, face à la guerre et à la politique de Staline. La minorité révisait fondamentalement la conception de la nature de l'URSS définie par Trotsky, notamment dans *La Révolution trahie*, comme un « *Etat ouvrier dégénéré* » et remettait en cause la « *défense inconditionnelle de l'URSS* ». C'est, en définitive, la méthode d'analyse du marxisme que la minorité remettait en question.

C'était un courant petit-bourgeois, réactionnaire, ce que révélera par la suite la trajectoire politique de ses principaux responsables. En ce sens, on peut dire que, dans cette phase de décomposition impérialiste, il n'y a effectivement plus de place pour le menchevisme comme courant politique prônant la collaboration de classe, et que rapidement les ruptures et les scissions amènent leurs auteurs à quitter le terrain du marxisme et à « se retrouver de l'autre côté de la barricade », pour reprendre la formule utilisée souvent par Trotsky pour illustrer le cheminement de certains de ces militants.

Les différents documents de Pierre Lambert sur la période 1945-1952, et notamment ceux publiés dans *Quelques enseignements de notre histoire*, permettent de mettre en perspective la question « centralisme et démocratie ». En effet, il s'agit de rompre avec une politique proclamatoire fondée sur de la propagande et des idées formellement « justes ». Il s'agit au contraire de « ne plus être exilé dans notre propre classe » et de s'insérer au cœur des processus même de la classe ouvrière et de ses organisations.

Dès 1934, Trotsky invite ses camarades à réfléchir à la situation :

« La période préparatoire de propagande nous a fourni les cadres sans lesquels nous ne pouvions avancer d'un pas, mais nous avons hérité le fait que puissent s'exprimer à l'intérieur de l'organisation des conceptions tout à fait abstraites de la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale. »

Il précise alors le contenu de cette tendance dans la constitution d'organisations sectaires : *« Ces sectaires ajoutent souvent que les événements révolutionnaires poussent inéluctablement les travailleurs vers nous. Cette expectative passive, couverte d'un messianisme idéaliste, n'a rien de commun avec le marxisme. Les événements révolutionnaires passent toujours et inéluctablement par-dessus les têtes de toutes les sectes. On peut au moyen d'une littérature propagandiste, si elle est bonne, éduquer les premiers cadres, mais on ne peut gagner l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle ni dans une salle de classe, mais dans une société de classes, dans une usine, dans les organisations de masse, une avant-garde à laquelle on doit parler dans le langage de ses expériences. »*

Et il ajoute : *« Les cadres propagandistes les mieux préparés ne peuvent que se désintégrer s'ils n'entrent pas en contact avec la lutte quotidienne des masses. (...) Pendant les événements révolutionnaires, les masses ne cherchent pas l'adresse de telle ou telle secte, mais passent par-dessus. Pour grandir plus vite pendant la période de flux, pendant la période préparatoire, il faut savoir où l'on trouvera des points de contact dans la conscience de larges cercles de travailleurs. Il faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse. »*

Il précise la méthode ainsi : *« Il faut trouver le point de départ juste, correspondant aux conditions concrètes de l'avant-garde prolétarienne dans la personne des divers groupes. Et, pour cela, il faut non seulement ne pas se prendre pour un palliatif en guise de nouveau parti, mais seulement pour un instrument de sa création »* (souligné par nous). *« En d'autres termes, tout en préservant intégralement une intransigeance de principe, il faut se libérer radicalement des résidus sectaires qui nous restent comme héritage de la période propagandiste. (2) »*

C'est cette méthode de Léon Trotsky qui est plus que jamais d'actualité, qu'il s'agit d'appliquer et de mettre en œuvre dans le moment présent.

Ce dossier « *Centralisme et Démocratie* » fournit ces matériaux pour développer la discussion sur la méthode et son application.

(1) Ces documents sont numérotés. Un sommaire des documents est établi. Nous avons eu l'aide d'une équipe de camarades qui ont participé à la sélection des textes, à leurs présentations, à leurs traductions. Parmi eux, Jean-Pierre Fitoussi, Christian Delage, Jean François, Kévin Cayeux.

(2) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 4, « *D'un groupe propagandiste au travail de masse* », pages 228-229, cité dans l'article de Lucien Gauthier, « *Actualité du Programme de transition et construction du parti révolutionnaire* », *La Vérité* n° 84, page 72.

Sommaire du dossier

« Centralisme et Démocratie »

- Document n° 1 :** Lénine s'explique sur la signification de la division du parti entre la majorité (bolcheviks) et la minorité (mencheviks) en 1903 p. 59
- Document n° 2 :** Lénine — Résolution sur l'activité désorganisatrice des mencheviks ou du groupe de la nouvelle *Iskra* p. 64
- Document n° 3 :** Lambert — Sur le centralisme démocratique p. 65
- Document n° 4 :** Lambert — Sur les tendances dans le PCI de 1945 à 1952 p. 65
- Document n° 5 :** Trotsky — Pour la dialectique ! p. 66
- Document n° 6 :** Trotsky — Tenir sa maison propre. p. 67
- Document n° 7 :** Trotsky — L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party p. 68
- Document n° 8 :** Trotsky — Abern représente un groupe propagandiste, uni par des liens personnels anciens p. 70
- Document n° 9 :** Trotsky — « *Je vous remercie, je ne fume pas !* » p. 72
- Document n° 10 :** Trotsky — La racine de la crise actuelle p. 73
- Document n° 11 :** Trotsky — Il ne s'agit pas de scission, mais d'éducation du parti p. 74
- Document n° 12 :** Trotsky — Passer au feu de la lutte des classes p. 74
- Document n° 13 :** Trotsky — Orienter toute l'organisation vers les usines, les grèves, les syndicats p. 75
- Document n° 14 :** Trotsky — Ne pas placer son ambition au-dessus des intérêts de la cause p. 76
- Document n° 15 :** Trotsky — Un régime où la majorité prolétarienne établit ses décisions et sa discipline par des méthodes démocratiques p. 76
- Document n° 16 :** Trotsky — Il s'est refusé à utiliser la démocratie interne du parti pour tenter honnêtement de convaincre la majorité ouvrière p. 77
- Document n° 17 :** Trotsky — Ils veulent la scission au nom de l'unité p. 78
- Document n° 18 :** Trotsky — Centralisme démocratique : une définition et deux commentaires p. 79
- Document n° 19 :** Lénine, Trotsky — Eclectisme et dialectique p. 81
- Document n° 20 :** Trotsky — La discussion et la scission dans le SWP p. 82

- Document n° 21** : Lambert — Crises et scissions dans la section française
en 1945-1952 p. 84
- Document n° 22** : Cannon — Rechercher les causes profondes de la crise p. 86
- Document n° 23** : Cannon — Le crime parfait est le manque de loyauté
ou l'irresponsabilité envers le parti p. 88
- Document n° 24** : Cannon — Résolutions sur la crise du SWP
(avril-septembre 1940) p. 89
- Document n° 25** : Trotsky — L'idée d'un « journal de masse » p. 94
- Document n° 26** : Trotsky — Définition d'une clique p. 95
- Document n° 27** : Marx — Le centralisme démocratique,
un combat permanent depuis 1848 p. 96

DOCUMENT N° 1

Morceaux choisis et présentés par Jean-Pierre Fitoussi

1903 : Lénine s'explique sur la signification de la division du parti entre la majorité (bolcheviks) et la minorité (mencheviks)

Dans une brochure publiée dans le tome VII de ses *Œuvres* (1), Lénine rappelle le but assigné au deuxième congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), qui se déroula en juillet-août 1903 :

« *Quelle fut donc la tâche principale du congrès ? Celle de créer un parti véritable sur les principes et les bases d'organisation qui avaient été formulées et élaborés par l'Iskra (2) »* (page 219).

Et dans la préface, il explique :

« *Je voudrais dès le début attirer l'attention du lecteur sur deux questions vraiment centrales, essentielles, d'un intérêt éminent et d'une portée historique incontestables, questions politiques les plus urgentes qui figurent à l'ordre du jour de notre parti. La première concerne la signification politique de la division de notre parti en « majorité » et « minorité », division qui se fit au deuxième congrès du parti et qui relégua bien loin en arrière toutes les divisions antérieures des social-démocrates russes. La deuxième question concerne la signification de principe de la position de la nouvelle Iskra en matière d'organisation, pour autant qu'il s'agisse vraiment d'une position de principe »* (page 213).

Et de préciser :

« *Les idées fondamentales que l'Iskra entendait mettre à la base de l'organisation du parti se ramenaient en substance aux deux suivantes. La première, l'idée du centralisme, établissait en principe le mode de solution des nombreux problèmes d'organisation particuliers et de détail. La seconde, touchant le rôle particulier du journal, organe dirigeant idéologique, tenait compte des besoins momentanés et spécifiques du mouvement ouvrier social-démocrate russe*

précisément, dans le cadre d'un régime d'esclavage politique, à la condition de créer à l'étranger une base initiale d'opération pour l'assaut révolutionnaire. La première idée, la seule idée de principe, devait imprégner tous les statuts ; la seconde, comme idée particulière, engendrée par des circonstances temporaires de lieu et de mode d'action, se traduisait par un écart apparent vis-à-vis du centralisme, par la création de deux centres : organe central et comité central » (page 252).

Voici donc le premier paragraphe des projets de statuts du POSDR présentés respectivement par Martov (3) et par Lénine (page 254) :

Martov : « *Est considéré comme appartenant au Parti ouvrier social-démocrate de Russie celui qui, tout en reconnaissant*

(1) Lénine, *Œuvres*, tome 7, « *Un pas en avant, deux pas en arrière. La crise dans notre parti (mai 1904) »*, pages 213 à 444, Editions sociales, 1976.

(2) *L'Iskra* (L'Étincelle), premier journal marxiste, ouvrier, illégal, destinée à l'ensemble de la Russie, fut fondée par Lénine et publiée à partir de décembre 1900. Le comité de rédaction comprenait notamment Lénine, Plekhanov et Martov.

(3) Julius Martov (1873-1923) fonde avec Lénine l'Union de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. Arrêté en 1896, passe 3 ans en prison. A sa libération, il participe avec Lénine à la fondation de l'*Iskra*, qu'il dirige par la suite. En 1903, lors du II^e Congrès du POSDR, il s'oppose à Lénine sur les questions d'organisation, fonde la fraction menchevique, dont il est l'un des dirigeants. Il participe à la révolution de 1905, comme membre du soviet de Saint-Petersbourg. Pacifiste durant la Première Guerre mondiale, il participe à la conférence de Zimmerwald en 1915. Après la révolution d'octobre 1917, il s'oppose aux bolcheviks. Il quitte la Russie en 1920.

son programme, travaille activement à mettre en œuvre ses tâches sous le contrôle et la direction des organismes (sic !) du parti. » Vote du congrès (4) : 28 voix pour.

Lénine : « **Est membre du parti celui qui en reconnaît le programme et soutient le parti tant par des moyens matériels que par sa participation personnelle dans une des organisations du parti.** » Vote du congrès (5) : 22 voix pour.

Sur le fond,

« l'idée du paragraphe 1 n'apparaît que lorsqu'on pose la question : les organes du parti peuvent-ils exercer en fait leur direction sur des membres du parti qui n'entrent dans aucune organisation du parti ? De cette idée il n'y a même pas trace dans le projet du camarade Martov. Je ne pouvais donc pas connaître l'« opinion » du camarade Martov « sur ce point », car dans le projet du camarade Martov, il n'existe aucune opinion sur ce point » (page 255).

Au début de la discussion sur ces propositions, Lénine

« ne considère pas du tout notre divergence (sur le paragraphe 1) comme fondamentale au point que la vie ou la mort du parti en dépende. Pour un mauvais paragraphe des statuts, nous ne mourrons pas, loin de là ! Par elle-même, cette divergence, bien que révélant des nuances de principe, ne pouvait en aucune façon provoquer le désaccord (en réalité, pour parler sans détour, la scission) qui s'est produit après le congrès » (page 266).

Cependant,

« toute petite divergence peut devenir grande si l'on y insiste, si on la place au premier plan, si l'on se met à en rechercher toutes les racines et ramifications. Toute petite divergence peut prendre une importance énorme si elle sert de point de départ à une volte-face vers certaines conceptions erronées et si celles-ci, du fait de nouvelles divergences complémentaires, se combinent avec des actes anarchistes conduisant le parti à la scission. C'est ce qui arriva dans le cas présent » (page 266).

Et donc :

« Aujourd'hui, après tous ces événements, la question du paragraphe 1 a pris de la sorte une importance énorme, et nous devons nous rendre exactement compte du caractère des groupements au congrès lors du vote de ce paragraphe, et aussi — ce qui est encore, de beaucoup, plus important — du caractère véritable des nuances dans les conceptions qui se sont affirmées ou avaient

commencé à s'affirmer à l'occasion du paragraphe 1. »

En effet, Lénine explicite les divergences entre les deux formulations :

« J'exprime par là, d'une façon absolument claire et précise, que je désire, que je demande que le parti, comme avant-garde de la classe, soit organisé le plus possible, que le parti n'admette que des éléments susceptibles d'au moins un minimum d'organisation.

Au contraire, mon contradicteur confond dans le parti les éléments organisés et inorganisés, ceux que l'on peut diriger et ceux qui ne s'y prêtent pas, les éléments avancés et ceux qui sont incorrigiblement arriérés, car les arriérés corrigibles peuvent faire partie de l'organisation.

C'est cette confusion qui est véritablement dangereuse (...). Construisons-nous le parti avec le noyau déjà formé et soudé de social-démocrates, noyau qui a constitué, par exemple, le congrès du parti, et qui doit étendre et multiplier toutes sortes d'organisations du parti ; ou bien nous contentons-nous de cette phrase rassurante : tous ceux qui nous aident sont membres du parti ? » (page 269).

Et de préciser :

« "Si nous adoptons la formule de Lénine, poursuivait Axelrod (6), nous jetterons par-dessus bord des gens qui, sans pouvoir être admis directement dans l'organisation, n'en sont pas moins des membres du parti." (...) Quel est le sens de cette phrase si terrible à première vue : jeter par-dessus bord ? Si

(4) « Elle a recueilli 28 voix contre 22. Sur les huit anti-iskristes, sept étaient pour Martov, un pour moi. Sans l'aide des opportunistes, le camarade Martov n'aurait pas pu faire voter sa formule opportuniste » (page 288, note de Lénine).

(5) En revanche, au IV^e Congrès — dit d'unification bolchevique-menchevique — du POSDR, en avril 1906, dans l'élan de la révolution de 1905, dans sa 27^e séance, « le premier paragraphe des statuts, sur l'appartenance au parti, est voté par le congrès sous la forme que lui a donnée Lénine » (Lénine, Œuvres, tome 10, page 601). Lénine écrit : « Les statuts du parti ont été très rapidement adoptés. J'étais à la commission chargée d'en mettre au point le projet » (ibidem, page 390).

(6) Pavel Borissovitch Axelrod (1850-1928), pionnier du socialisme en Russie, populiste à partir de 1877. En 1883, il participe avec Plekhanov à la fondation du premier groupe marxiste de Russie : Libération du travail. Lors de la scission de la social-démocratie russe, il devient l'un des dirigeants mencheviques, puis liquidateur. Proche de Martov, il est internationaliste durant la guerre mondiale. En 1917, il soutient le gouvernement Kerenski et émigre après Octobre.

l'on ne considère comme membres du parti que les adhérents aux organisations reconnues pour appartenir au parti, les gens qui ne peuvent entrer « directement » dans aucune de ces organisations peuvent cependant militer dans une organisation qui, placée en dehors du parti, y est néanmoins rattachée. Par conséquent, il ne saurait être question de jeter par-dessus bord, c'est-à-dire d'écarter du travail et de la participation au mouvement. Au contraire, plus fortes seront nos organisations du parti englobant de véritables social-démocrates, moins il y aura d'hésitation et d'instabilité à l'intérieur du parti, et plus large, plus variée, plus riche et plus féconde sera l'influence du parti sur les éléments de la masse ouvrière qui l'environnent et sont dirigés par lui. Il n'est pas permis, en effet, de confondre le parti, avant-garde de la classe ouvrière, avec toute la classe » (pages 270-271).

Pour clarifier :

« Sous le capitalisme, même l'organisation syndicale (plus primitive, plus accessible aux couches non développées) n'est pas en mesure d'englober presque toute ou toute la classe ouvrière. Et nul social-démocrate de bon sens n'en a jamais douté. Ce ne serait que se leurrer soi-même, fermer les yeux sur l'immensité de nos tâches, restreindre ces tâches, que d'oublier la différence entre le détachement d'avant-garde et les masses qui gravitent autour de lui, d'oublier l'obligation constante pour le détachement d'avant-garde d'élever des couches de plus en plus vastes à ce niveau avancé. Et c'est justement agir ainsi que d'effacer la différence entre les sympathisants et les adhérents, entre les éléments conscients et actifs, et ceux qui nous aident » (page 272).

Et d'affiner le sens de la formulation de Martov :

« La vérité est que deux interprétations de la formule de Martov sont possibles : 1° est en droit de « se déclarer » membre du parti (ce sont les propres termes du camarade Martov) quiconque lui prête un concours personnel régulier, sous la direction d'une de ses organisations ; 2° chaque organisation du parti a le droit de reconnaître comme membre du parti quiconque lui prête un concours personnel régulier sous sa direction. Seule la première interprétation donne la possibilité réelle à "chaque gréviste" de se dire membre du parti, et c'est pourquoi elle seule a immédiatement conquis les cœurs des Liber (7), des Akimov (8) et des Martynov (9). Mais cette interprétation est manifestement une phrase, car elle englobe toute la classe ouvrière, et

la différence entre le parti et la classe se trouve effacée : on ne peut parler que "symboliquement" de contrôler et de diriger "chaque gréviste". Voilà pourquoi le camarade Martov, dans son second discours, a dévié aussitôt vers la deuxième interprétation (bien que, soit dit entre parenthèses, elle ait été formellement repoussée par le congrès) » (pages 279-280).

Lénine en tire les origines sociales de la formulation de Martov :

« En paroles, la formule de Martov défend les intérêts des larges couches du prolétariat ; en fait, cette formule servira les intérêts des intellectuels bourgeois, qui craignent la discipline et l'organisation prolétariennes. Nul n'osera nier que ce qui caractérise, d'une façon générale, les intellectuels en tant que couche particulière dans les sociétés capitalistes contemporaines, c'est justement l'individualisme et l'inaptitude à la discipline et à l'organisation (voir, par exemple, les articles connus de Kautsky (10) sur les intellectuels). (...) Enfin, ce n'est pas non plus par hasard que justement les défenseurs de la formule du camarade Martov aient dû citer, à titre d'exemple, les professeurs et les collégiens !

Dans les débats sur le paragraphe 1, ce ne sont pas les champions d'une vaste lutte prolétarienne qui se sont élevés contre les champions d'une organisation essentiellement conspiratrice, comme le pensaient Martynov et Axelrod, mais les partisans de

(7) Liber Mark (1879-1937), de son véritable nom Mikhaïl Goldman, socialiste juif russe, dirigeant du Bund (Union générale des ouvriers juifs de Russie et de Pologne) à partir de 1900. S'oppose à Lénine au nom de l'autonomie du Bund lors de la scission de la social-démocratie russe entre mencheviques et bolcheviques, puis devient le leader de l'aile droite du Bund.

(8) Vladimir Petrovich Makhnovets Akimov (1872-1921), militant menchevique, théoricien du courant « économiste ».

(9) Alexandre Martynov (1865-1935), leader des « économistes », polémicien contre Lénine et l'*Iskra*. Un des chefs de file des « liquidateurs », internationaliste pendant la guerre. A l'écart de tout pendant la révolution de 1917, adhère au Parti bolchevique en 1925 et sera jusqu'à sa mort employé dans l'appareil de l'IC.

(10) Karl Kautsky (1854-1938), secrétaire d'Engels, dirigeant du SPD d'Allemagne, fonde *Die Neue Zeit* en 1881. Au Congrès d'Erfurt, il engage le combat contre Bernstein. En 1914, il s'aligne sur la majorité de SPD et vote les crédits de guerre. En avril 1917, il participe à la fondation de l'USPD. En 1920, il rejoint le SPD. Il se positionne alors contre le bolchevisme. Lénine et Trotsky l'accuseront de reprendre des thèses mencheviques qu'il avait condamnées en 1905.

l'individualisme des intellectuels bourgeois qui se sont heurtés aux partisans de l'organisation et de la discipline prolétariennes » (pages 280-281).

Plus loin :

« Faire défense à quelqu'un de se dire social-démocrate (11) est impossible et inutile, car ce mot n'exprime proprement qu'un ensemble de convictions, et non des rapports déterminés d'organisation. Interdire à des cercles isolés ou à des individus de "se considérer comme élément constitutif du parti" est possible et nécessaire lorsque ces cercles et individus portent préjudice à la cause du parti, le corrompent ou le désorganisent. Il serait ridicule de parler du parti comme d'un tout, comme d'une grandeur politique, si ce parti ne pouvait pas "interdire par décret" à un cercle de "se considérer comme une partie" du tout ! A quoi bon alors fixer le règlement et conditions d'exclusion du parti ? » (page 284).

Lénine dresse le bilan du congrès :

« Tableau d'ensemble de la lutte au congrès. L'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste du parti.

Maintenant que nous avons terminé l'analyse des débats et des votes, il nous faut dresser le bilan afin de pouvoir, en nous basant sur tous les documents du congrès, répondre à la question suivante : quels éléments, groupes et nuances ont fini par former la majorité et la minorité que nous avons vues, lors des votes, et qui devaient constituer, pour un temps, la division fondamentale de notre parti ?

Il est nécessaire de faire le bilan de la riche documentation ayant trait aux nuances de principe, en matière de théorie et de tactique, que nous offrent les procès-verbaux du congrès.

Sans un "relevé" général, sans un tableau d'ensemble de tout le congrès et des principaux groupements lors des votes, cette documentation reste trop morcelée, éparse, de sorte qu'à première vue tels ou tels groupements paraissent accidentels, surtout pour quiconque ne se donne pas la peine d'étudier, en toute indépendance et par le détail, les procès-verbaux du congrès » (page 351).

Et voilà comment :

« En portant sur le diagramme tous les délégués qui ont pris part au vote, nous indiquerons avec différentes hachures les quatre groupes fondamentaux que nous avons suivis en détail tout le long des débats au congrès, à savoir : 1° les iskristes de la majorité ; 2° les iskristes de la minorité ; 3° le « centre » et 4° les anti-iskristes » (page 353).

« Le premier type de votes (A) englobe les cas où le « centre » a marché avec les iskristes contre les anti-iskristes ou une partie d'entre eux. Il comprend le vote sur le programme dans son ensemble (seul Akimov s'est abstenu, les autres étaient pour), le vote sur la résolution de principe condamnant la fédération (tous, à l'exception de cinq bundistes, ont voté pour), le vote sur le paragraphe 2 des statuts du Bund (12) (cinq bundistes contre nous, cinq abstentions : Martynov, Akimov, Brucker et Makhov, ce dernier avec deux voix ; les autres avec nous) ; c'est ce vote qui figure dans le diagramme A. Ensuite, les trois votes sur la proposition confirmant l'Iskra organe central du parti étaient aussi du même type : la rédaction (cinq voix) s'est abstenue ; lors des trois votes, deux furent contre (Akimov et Brucker) ; en outre, lors du vote des motifs de confirmation de l'Iskra, cinq bundistes et Martynov s'abstinrent » (page 353).

Lénine effectue ici une analyse très détaillée des votes, que malheureusement nous ne pouvons garder faute de place, mais que nous invitons à lire attentivement (cf. pages 354 et suivantes).

Et maintenant, forts des données objectives concernant les votes de chaque type, faisons le bilan du congrès.

« On a beaucoup parlé du caractère "fortuit" de la majorité à notre congrès. C'est par ce seul argument que le camarade Martov se consolait dans son Encore une fois en minorité. Le diagramme montre clairement qu'en un sens, mais en un seul, la majorité peut être qualifiée de fortuite : dans ce sens précisément que le départ des sept délégués les plus opportunistes de la "droite" aurait été fortuit. Dans la mesure où ce retrait a été fortuit (mais pas plus), notre majorité a été fortuite elle aussi. Un simple coup d'œil sur le diagramme montrera mieux que de longues dissertations de quel côté auraient été, auraient dû être ces sept délégués. Mais l'on se demande : jusqu'à quel point peut-on vraiment considérer le retrait de ces sept délégués comme fortuit ? Question que n'aiment pas à se poser les gens qui parlent volontiers du

(11) Le terme de « social-démocrate » est synonyme de « révolutionnaire » à l'époque de Lénine.

(12) Bund : Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie. Mouvement socialiste juif créé à la fin du XIX^e siècle en Russie. Parti socialiste laïque, il devient une fraction constituante du POSDR au Congrès de Minsk, en mars 1898. Au deuxième congrès de 1903, le statut d'autonomie du Bund à l'intérieur du parti fut rejeté, et ses délégués quittèrent alors le congrès.

caractère « fortuit » de la majorité. Question désagréable. Est-ce par hasard que les représentants les plus résolus de l'aile droite de notre parti se sont retirés du congrès, et non ceux de l'aile gauche ?

Est-ce par hasard que les opportunistes se sont retirés, et non les social-démocrates révolutionnaires conséquents ? Ce retrait « fortuit » n'est-il pas en quelque rapport avec la lutte contre l'aile opportuniste, qui s'est livrée pendant tout le congrès et qui apparaît avec une telle évidence dans notre diagramme ? » (pages 358-359).

« Il suffit de poser ces questions, si désagréables à la minorité, pour comprendre quel fait recouvrent ces propos sur le caractère fortuit de la majorité. C'est ce fait certain et indiscutable que la minorité était composée des membres de notre parti les plus portés vers l'opportunisme. (...) La division en majorité et minorité est la suite directe et inévitable de cette division de la social-démocratie en aile révolutionnaire et aile opportuniste, en Montagne et Gironde (13), division qui ne date point d'hier, qui n'est pas propre au seul parti ouvrier russe, et qui ne disparaîtra certes pas de sitôt » (page 359).

« Le fait que la minorité était composée des éléments du parti les plus opportunistes, les moins stables et les moins conséquents fournit, entre autres, une réponse aux nombreuses perplexités et objections adressées à la majorité par des gens qui connaissent mal la question ou ne l'ont pas suffisamment creusée. N'est-il pas futile, nous dit-on, de vouloir expliquer les divergences par une petite erreur du camarade Martov et du camarade Axelrod ? Oui, messieurs, l'erreur du camarade Martov n'était pas grande (je l'ai moi-même déclaré au congrès dans le feu de la lutte) ; mais cette petite faute pouvait causer (et a déjà causé) beaucoup de tort, le camarade Martov s'étant laissé gagner par des délégués qui avaient commis toute une série d'erreurs et qui, sur toute une série de questions, avaient montré un penchant vers l'opportunisme et une absence de fermeté quant aux principes.

Que les camarades Martov et Axelrod aient manqué de fermeté, voilà un fait individuel et de peu d'importance ; par contre, fait non individuel mais concernant le parti et qu'on ne saurait dire de peu d'importance, c'est qu'une minorité très, très importante a été formée de tous les éléments les moins stables, de tous ceux qui ne reconnaissaient nullement l'orientation de l'Iskra et la combattaient ouvertement ou qui la reconnaissaient en paroles, mais en réalité suivaient bien souvent les anti-iskristes » (page 360).

Et pour finir :

« Pris en soi, il n'y avait rien de terrible et rien de critique, ni même absolument rien d'anormal dans le fait que le congrès (et le parti) se soit divisé en une gauche et une droite, en une aile révolutionnaire et une aile opportuniste (...). Auparavant, notre désaccord portait sur de graves questions, qui, parfois, pouvaient même justifier une scission ; aujourd'hui, nous nous sommes mis d'accord sur tous les points graves et importants ; ce qui nous sépare maintenant, ce sont simplement des nuances sur lesquelles on peut et l'on doit discuter, mais pour lesquelles il serait absurde et puéril de se séparer (...). La lutte des nuances dans le parti est inévitable et nécessaire tant qu'elle ne conduit pas à l'anarchie et à la scission, tant qu'elle se poursuit dans les limites approuvées, d'un commun accord, par tous les camarades et membres du parti. Et notre lutte au congrès contre l'aile droite du parti, contre Akimov et Axelrod, contre Martynov et Martov, ne sortait nullement de ces limites (...). Seul le refus de la minorité au congrès du parti d'être minorité dans les organismes centraux avait amené tout d'abord les « pleurnicheries débilantes » des intellectuels battus, et puis la phrase anarchique et des actes d'anarchie.

(...) De tous les coins nous parviennent des rumeurs et des racontars sur l'incapacité, le manque d'habileté, les mauvaises intentions, etc., des personnes élues au comité central, mais nous n'entendons absolument rien des nuances au congrès, qui se sont affrontées pour la prééminence au sein du comité central. Il me semble qu'en dehors du congrès, les rumeurs et les racontars sont indécents et indignes sur les qualités et les actes des personnes (car ces actes, dans les 99 cas sur 100, constituent un secret d'organisation que l'on ne révèle que devant l'instance supérieure du parti). Mener la lutte en dehors du congrès au moyen de ces racontars reviendrait, selon moi, à œuvrer à coups de calomnies. La seule réponse que je puisse donner au public au sujet de ces rumeurs, ce serait de rappeler la lutte au congrès : vous dites que le comité central a été élu à une faible majorité. C'est juste. Mais cette faible majorité s'était formée de tous ceux qui, de la façon la plus conséquente, non en paroles mais en fait, ont lutté pour la mise en œuvre des plans de l'Iskra » (pages 362 à 365).

(13) Allusion à la Révolution française de 1789 et à la place occupée par les députés de deux groupes politiques à l'Assemblée législative de 1791 : les Montagnards et les Girondins.

DOCUMENT N° 2

Vladimir I. Lénine

Résolution

sur l'activité désorganisatrice des mencheviks ou du groupe de la nouvelle *Iskra* (1)

Le congrès estime nécessaire d'établir les faits incontestables concernant l'attitude des mencheviks ou du groupe de la nouvelle *Iskra* depuis le II^e Congrès du parti. Sans même tenter de contester la légalité des décisions et des élections, ils ont saboté impudemment ces décisions. Dès le lendemain du congrès, ils ont boycotté les organes centraux qui y ont été créés et formé à l'insu du parti une organisation secrète. Celle-ci avait pour but d'imposer par la force l'introduction de six candidats, repoussés par le congrès, à la rédaction de l'organe central et au comité central. Menant la lutte à cette fin, contraire à la volonté et aux intérêts du parti, les mencheviks ont partout désorganisé le travail positif du parti, provoquant partout une scission clandestine, détériorant les relations de camaraderie entre social-démocrates, transformant l'organe central en un foyer de chicanes et de commérages, se permettant des attaques basses et injurieuses contre les comités du parti qui avaient élu les organismes centraux du parti et dont ils exigeaient un rapport d'activité ; ils réduisaient le conseil du parti à n'être qu'un instrument de vengeance mesquine, sans hésiter à contrefaire la voix du parti qui exigeait la convocation du III^e Congrès.

Le congrès condamne avec la plus grande énergie cette attitude désorganisatrice et met tous les sociaux-démocrates conscients en garde contre la fameuse théorie

d'organisation-procès qui justifiait la désorganisation et avilissait à un degré sans précédent le marxisme révolutionnaire.

Le congrès estime qu'en rédigeant leur résolution contre les désorganiseurs et en exigeant la réunion du III^e Congrès, les majoritaires ont épuisé tous les moyens d'une action loyale et fraternelle à l'égard de leurs camarades de parti. Maintenant que les organes centraux créés par le parti se sont décidément dérobés à leurs responsabilités devant lui, le congrès se voit obligé de les déclarer en dehors du parti. Le congrès constate que les tenants de l'esprit du parti n'ont pas d'autre issue : il leur reste à travailler séparément et indépendamment des désorganiseurs. Aussi le congrès décide-t-il que les partisans de la minorité ou de la nouvelle *Iskra* ne peuvent être admis dans aucune de nos organisations.

Le congrès charge le comité central du parti de publier une courte brochure expliquant cette résolution et destinée à informer la social-démocratie russe et internationale.

(1) Cette résolution a été rédigée par Lénine et présentée au congrès du POSDR les 22 et 23 avril 1905. Elle figure dans le tome 8 des *Œuvres*, page 189, Editions sociales Paris – Editions du Progrès Moscou.

DOCUMENT N° 3

Pierre Lambert

Sur le centralisme démocratique

Dans le livre *Itinéraires* (2002), est reproduite une interview de Pierre Lambert de novembre 1999 au journal *La Croix* (1) :

« Je dis ce que je pense, et tout le monde discute. Vous savez, le centralisme démocratique, vous ne pouvez pas le comprendre, parce que vous ne le connaissez pas. **Le centralisme démocratique, c'est la liberté totale de discussion, sans hiérarchie, du sommet à la base et de la base au sommet. Mais quand une décision est prise, la minorité et la majorité mettent en**

œuvre cette décision. Ensuite, la discussion libre sur les résultats est rouverte. Si la minorité n'est pas d'accord, elle s'en va. Qui peut penser, alors que toute la situation mondiale et dans ce pays va vers l'effondrement, que les mensonges vont pouvoir masquer les choses ? Or nombreux sont ceux qui le croient, notamment des journalistes. »

(1) *Itinéraires*, Editions du Rocher, 2002, page 241 (souligné par nous).

DOCUMENT N° 4

Pierre Lambert

Sur les tendances
dans le PCI de 1945 à 1952 (1)

Dans une interview que de Pierre Lambert a accordé à *Rouge*, organe de Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, en mai 1979, à la question : « *Est-ce que, lorsqu'il y a des débats politiques, le droit de tendance, qui est inscrit dans vos statuts, devient une réalité ?* », il répond :

« Nos statuts reconnaissent effectivement le droit de tendance et le droit de fraction. **Mais le droit de tendance ne conduit pas obligatoirement à la création de tendances. L'expérience que nous avons eue dans le PCI de 1945 à 1952 a été celle où le conflit de tendances a littéralement impuissanté l'organisation** (souligné par

nous). Même si vous avez amélioré le système il conduit à l'impuissance. Nous nous efforçons, nous, de régler les divergences dans la liberté de discussion, sans qu'obligatoirement il y ait une tendance. Cela dit, ceux qui voudraient constituer une tendance pourraient le faire, sans obstacle. » (...)

Question : *Tu trouves normal que depuis 25 ans, vous n'avez pas connu une seule tendance dans votre organisation ?*

« Ce n'est ni normal ni anormal. Les discussions politiques ont lieu. Il y a des votes. Pour moi, la création d'une tendance est liée à un problème de changement de la direction ou d'orientation. Chez nous, il y a des divergences politiques. Nous n'esti-

mons pas qu'elles motivent la création d'une tendance. Cela vaut même pour des problèmes très complexes. Par exemple, quand nous avons décidé l'ouverture des discussions avec le Secrétariat unifié en 1973, j'ai eu une voix de majorité sur ma position. Et personne parmi les camarades qui étaient en « minorité » n'a pensé devoir constituer une tendance. Et pourtant tu sais l'importance que la question de l'Internationale représente pour nous. On n'a pas eu de tendances. On a continué à discuter, parce qu'il se trouve que sur les questions

les plus fondamentales, en particulier celles des méthodes de construction de l'organisation, sur la place de, la IV^e Internationale et de sa reconstruction dans la construction de l'OCI, nous avons en définitive les mêmes vues. Maintenant, si nous n'avions pas réglé ce problème, il est évident qu'il y aurait eu tendances, et mêmes fractions. »

(1) *Rouge*, n° 868, 25-31 mai 1979, page 29.

DOCUMENT N° 5

Léon Trotsky

Pour la dialectique ! (1)

« L'URSS en tant qu'Etat ouvrier ne répond pas à la norme "traditionnelle". Cela ne signifie pas encore qu'elle n'est pas un Etat ouvrier. Mais cela ne signifie pas non plus que la norme s'est avérée fautive. La "norme" est définie en fonction de la victoire du prolétariat international. Or l'URSS n'est qu'une expression partielle et défigurée de l'Etat ouvrier, arriéré et isolé.

Un mode de pensée "purement" normatif, idéaliste et ultimatif veut construire le monde à son image et se détourner tout simplement des phénomènes qui lui déplaisent. Seuls les sectaires, c'est-à-dire les gens qui ne sont révolutionnaires que dans leur propre imagination, se laissent guider par de pures normes idéales. Ils disent : ces syndicats ne nous plaisent pas, nous ne les défendons pas. Ils promettent à chaque fois de recommencer l'histoire à zéro. Ils édifieront, voyez-vous, un Etat ouvrier, quand le bon dieu leur mettra entre les mains un parti idéal et des syndicats idéaux. En attendant cet heureux moment ils font le plus possible la moue devant la réalité. Faire vigoureusement la moue telle est l'expression la plus haute du "révolutionnarisme" sectaire.

Un mode de pensée purement historique, réformiste, menchevique, passif, conservateur s'acharne, suivant l'expression de Marx, à justifier l'ordure actuelle par l'ordure d'hier. Les représentants de ce type de pensée entrent dans les organisations de masse pour s'y dissoudre. Les méprisables "amis" de l'URSS s'adaptent aux bassesses de la bureaucratie en renvoyant aux conditions historiques.

En opposition à ces deux types de pensée, le mode de pensée dialectique, marxiste, bolchevique appréhende les phénomènes dans leur développement objectif et en même temps trouve dans les contradictions internes de ce développement le soutien qui permette de réaliser ses "normes". Il est bien évidemment impossible de l'oublier, ce faisant : on ne peut espérer voir se réaliser les normes programmatiques que si elles représentent l'expression généralisée des tendances progressistes du processus objectif lui-même.

On peut donner du syndicat à peu près la définition programmatique suivante : organisation des travailleurs d'une corporation ou d'une industrie qui se donne pour objectif : 1) de lutter contre le capital pour améliorer la situation des travailleurs ; 2) de

participer à la lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie ; 3) de participer à l'organisation de l'économie sur des fondements socialistes. Si nous comparons cette réalité "normative" et la réalité effective nous paraissions contraints d'affirmer : il n'existe pas au monde un seul syndicat. Mais semblable façon d'opposer les normes et le fait, c'est-à-dire l'expression *généralisée* du développement et une manifestation *particulière* de ce même développement, semble opposition formelle, ultimatisante et non dialectique entre le programme et la réalité est totalement privée de vie et n'ouvre aucune voie à l'intervention du parti révolutionnaire. En même temps, les actuels syndicats opportunistes *peuvent* sous l'impact de la décadence du capitalisme et *doivent*, si nous menons une politique correcte dans les syndicats, se rapprocher de nos normes programmatiques et jouer un rôle historique progressiste. Cela suppose bien entendu un changement complet de direction. Il est nécessaire que les travailleurs des USA, de France, d'Angleterre réussissent à chasser Green, Citrine, Jouhaux et C^{ie}. Si le prolétariat réussit à chasser à *temps* la bureaucratie soviétique il trouvera au lendemain de sa victoire les moyens de production nationalisés et les éléments essentiels de l'économie planifiée. Cela signifie qu'il n'aura pas à tout recommen-

cer à zéro. Avantage énorme ! Seuls des dandys radicaux habitués à sautiller avec insouciance de branche en branche peuvent mépriser à la légère une pareille possibilité. La révolution socialiste est une tâche trop grandiose pour que l'on puisse d'un cœur léger balayer d'un revers de main ses inestimables conquêtes matérielles et recommencer tout à zéro.

C'est une excellente chose que les camarades Burnham et Carter, à la différence de notre camarade français Craipeau et de toute une série d'autres, n'oublie pas le facteur que constituent les forces productives et ne se refusent pas à défendre l'Union soviétique. Mais c'est une position tout à fait insuffisante. Et si la direction criminelle de la bureaucratie arrête le développement de l'économie ? Est-ce que dans ce cas les camarades Burnham et Carter laisseront l'impérialisme détruire les bases sociales de l'URSS ? Nous sommes sûrs que non. Cependant, leur définition non marxiste de l'URSS, caractérisée comme un Etat non ouvrier et non bourgeois, ouvre la porte à *toutes sortes* de déductions. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « Un Etat non ouvrier et non bourgeois », Coyoacan, 25 novembre 1937, EDI, 1972, pages 95-97.

DOCUMENT N° 6

Léon Trotsky

Tenir sa maison propre (1)

« Ce serait donc une absurdité monstrueuse que de faire scission avec des camarades qui ont un autre avis que nous sur la nature sociologique de l'URSS, pour autant qu'ils s'affirment solidaires de nous sur les problèmes politiques. Mais, à l'inverse, ce serait pur aveuglement que d'ignorer des différences purement théoriques, même terminologiques, car dans le développement ultérieur elles peuvent

prendre chair et sang et aboutir à des conclusions politiques tout à fait différentes. De même qu'une maîtresse de maison soigneuse ne laisse pas s'entasser les toiles d'araignée et la saleté, de même le parti révolutionnaire ne peut supporter les obscurités, la confusion, les équivoques. Il faut tenir sa maison propre !

Je rappellerai pour illustrer cette idée la question de Thermidor. Nous avons long-

temps affirmé que Thermidor ne faisait que se préparer en URSS et ne s'était pas encore accompli. Puis, donnant à l'analogie avec Thermidor un caractère plus précis et plus réfléchi, nous en sommes arrivés à la conclusion que Thermidor était déjà derrière nous. Cette correction publique de notre propre erreur ne suscita pas dans nos rangs le moindre désarroi. Pourquoi ? Parce que nous avions tous porté le même jugement sur *l'essence* des processus qu'avait connus l'Union soviétique en y suivant ensemble le développement de la réaction jour après jour. Il ne s'agissait

pour nous que de préciser une analogie historique, rien de plus. J'espère qu'aujourd'hui encore, bien que quelques camarades tentent de tâter les divergences sur la question de la "défense de l'URSS" — et nous en discuterons plus loin — nous arriverons, tout simplement en précisant nos propres idées, à préserver notre unanimité sur le terrain du programme de la Quatrième Internationale. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « L'URSS dans la guerre », Coyoacan, 25 septembre 1939, EDI, pages 105-106.

DOCUMENT N° 7

Léon Trotsky

L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party (1)

« Il faut appeler les choses par leur nom. Maintenant que les positions des deux fractions en lutte sont clairement définies, on est contraint de dire que la minorité du comité central dirige une tendance typiquement petite-bourgeoise. Comme tout groupement petit-bourgeois dans le mouvement socialiste, l'opposition actuelle se caractérise par les traits suivants : mépris de la théorie et tendance à l'éclectisme ; irrespect pour la tradition de sa propre organisation ; souci de l'"indépendance" individuelle aux dépens de celui de la vérité objective ; nervosité au lieu d'esprit de suite ; promptitude à passer d'une position à une autre ; incompréhension du centralisme démocratique et animosité envers lui ; enfin tendance à substituer à la discipline de parti les liens de groupe et les attachements personnels. Bien entendu, ces traits ne se manifestent pas avec une force égale chez tous les membres de l'opposition. Mais comme toujours, dans un groupe

hétérogène, ce sont les éléments les plus éloignés du marxisme et de la politique prolétarienne qui donnent le ton. La lutte s'annonce longue et difficile. Dans cet article, je ne me propose certes pas d'épuiser la question, mais d'en dégager les contours.

Le numéro de janvier 1939 de *New International* a publié l'article des camarades Burnham et Shachtman, "*Les intellectuels en retraite*". Cet article, à côté de nombreuses idées justes et de caractérisations politiques exactes, souffre d'un défaut — pour ne pas dire d'un vice — essentiel : s'adressant à des adversaires qui se considèrent (sans raisons suffisantes) comme des représentants avant tout de la "théorie", l'article n'élevait volontairement pas la question à un niveau théorique. Il était indispensable d'expliquer pourquoi l'intelligentsia "radicale" des États-Unis accepte le marxisme sans la dialectique (la montre sans le ressort). Il est facile de per-

cer ce secret. Nulle part, la lutte de classe n'a été aussi décriée qu'au pays des "possibilités illimitées". Le refus d'admettre que les contradictions sociales sont l'élément moteur du développement a conduit, dans le royaume de la pensée théorique, à rejeter la dialectique comme logique des contradictions. De même qu'en politique on a jugé possible de convaincre tout le monde de la justesse d'un programme donné à l'aide de quelques bons syllogismes et de transformer peu à peu la société par des mesures "rationnelles", de même, dans le domaine théorique, on a considéré comme prouvé que la logique d'Aristote, abaissée au niveau du bon sens, suffit à résoudre tous les problèmes.

Le pragmatisme, mélange de rationalisme et d'empirisme, est devenu la philosophie nationale des Etats-Unis. La méthode théorique de Max Eastman n'est pas fondamentalement différente de la méthode de Henry Ford : tous deux observent la société vivante du point de vue de l'ingénieur (Eastman platoniquement). Historiquement, leur mépris actuel pour la dialectique s'explique tout simplement par le fait que les grands-pères et les arrière-grands-mères de Max Eastman et des autres n'avaient pas besoin de la dialectique pour conquérir des espaces et s'enrichir. Mais les temps ont changé et la philosophie pragmatique — comme le capitalisme américain — sont entrés dans une période de banqueroute. Les auteurs n'ont pas montré, ils n'ont pas voulu et n'ont pas pu montrer, ce lien interne entre la philosophie et le développement matériel de la société ; ils s'en expliquent ouvertement : *"Les deux auteurs de cet article — écrivent-ils en parlant d'eux-mêmes — portent une appréciation radicalement différente sur la théorie du matérialisme dialectique : l'un d'eux en est partisan, l'autre la rejette... Une telle situation n'a rien d'anormal. Bien que, sans aucun doute, la théorie soit toujours liée, d'une manière ou d'une autre, à la pratique, ce lien n'est pas toujours direct et immédiat ; de plus, comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, les êtres humains agissent souvent avec inconséquence. Chacun des deux auteurs voit entre la "théorie philosophique" et la pratique de l'autre une inconséquence de ce type, qui pourrait, éventuellement, entraîner des divergences politiques*

concrètes. Mais ce n'est pas encore le cas et personne n'a encore pu prouver que l'accord ou le désaccord sur les propositions les plus abstraites du matérialisme dialectique affectent nécessairement les problèmes politiques concrets d'aujourd'hui, et c'est sur de tels problèmes que se fondent les partis politiques, les programmes, les luttes. Nous pouvons tous espérer que, poursuivant notre chemin et si nous en avons le loisir, l'accord pourra se faire aussi sur les questions les plus abstraites. Mais pour l'instant devant nous il y a la guerre, le fascisme, le chômage."

Que signifie ce stupéfiant raisonnement? Puisque certains, à l'aide d'une mauvaise méthode, aboutissent parfois à des conclusions exactes, puisque certains, à l'aide d'une méthode juste, aboutissent souvent à des conclusions erronées, c'est que la méthode est sans importance. Un jour, si nous en avons le loisir, nous penserons à la méthode, mais pour l'instant nous n'avons pas la tête à ça. Imaginez un ouvrier qui se plaint à son contremaître d'avoir de mauvais outils et s'entend répondre que l'on peut faire du bon travail avec de mauvais outils et que beaucoup ne font que du gâchis avec de bons outils. Je crains que l'ouvrier, surtout s'il travaille aux pièces, ne fasse une réponse fort peu académique. L'ouvrier a affaire à des matériaux solides, qui lui opposent une résistance et le forcent à apprécier la qualité de ses outils ; alors que l'intellectuel petit-bourgeois utilise — hélas — comme outils des observations hâtives et des généralisations superficielles, jusqu'à ce que de grands événements lui assènent un bon coup sur la nuque.

Exiger de chaque membre du parti qu'il se livre à l'étude de la philosophie dialectique serait bien entendu pédant et abstrait. Mais l'ouvrier, qui est passé par l'école de la lutte de classe, est préparé par sa propre expérience à penser dialectiquement. Même ignorant du terme, il assimile facilement la méthode et ses conclusions. Il n'en est pas de même avec la petite bourgeoisie. Il y a, il est vrai, des éléments petits-bourgeois qui, liés organiquement au prolétariat, passent sur ses positions sans révolution intérieure. Mais ce n'est qu'une faible minorité. Il en va tout autrement avec les petits bourgeois de formation universitaire. Dès les bancs de l'école, ils ont reçu leurs

préjugés théoriques sous une forme définitive. Ayant assimilé toutes sortes de connaissances, utiles ou inutiles, sans le secours de la dialectique, ils s'imaginent pouvoir fort bien s'en passer toute leur vie. En réalité, ils ne se passent de la dialectique que dans la mesure où ils ne se soumettent à aucune vérification théorique, ne fourbissent et n'affinent pas les instruments de leur pensée et ne sortent pas, pratiquement, du cercle étroit des relations de la vie quotidienne. Confrontés à de grands événements, ils sont facilement perdus et retombent dans les ornières de la petite bourgeoisie. Faire fond sur l'inconséquence pour justifier un bloc théorique sans principes, c'est témoigner à charge contre soi-même, comme marxiste. L'inconséquence n'est pas le fait du hasard et en politique ce n'est absolument pas un trait individuel. L'inconséquence remplit habituellement une fonction sociale. Il y a des groupes sociaux qui ne peuvent être

conséquents. Les éléments petits-bourgeois qui ne se sont pas complètement dépouillés de leurs vieilles tendances petites-bourgeoises sont systématiquement contraints de recourir à l'intérieur du parti ouvrier à des compromis théoriques avec leur propre conscience.

L'attitude du camarade Shachtman envers la méthode dialectique, telle qu'elle s'exprime dans l'argumentation citée plus haut, ne peut être qualifiée que de scepticisme éclectique. Il est clair que ce n'est pas à l'école de Marx que Shachtman a contracté cette attitude, mais chez les intellectuels petits-bourgeois, à qui tous les aspects du scepticisme vont comme un gant. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « *L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party* », 15 décembre 1939, EDI, pages 137-141.

DOCUMENT N° 8

Léon Trotsky Abern représente un groupe propagandiste, uni par des liens personnels anciens (1)

« Quelles sont précisément les classes ou couches dont la pression s'est reflétée dans la lutte de fraction. Pour le comprendre, il faut refaire l'historique de cette lutte. Les membres de l'opposition, qui affirment qu'il n'y a "rien de commun" entre l'actuelle lutte de fraction et celle d'hier, manifestent une fois de plus leur attitude superficielle envers la vie du parti. Le noyau central de l'opposition est le même que celui qui, il y a trois ans, s'est formé autour de Muste et Spector. Le noyau central de la majorité, le même qui s'était groupé autour de Cannon. Parmi les dirigeants, seuls Shachtman et

Burnham ont changé de camp. Mais ces oscillations individuelles, si significatives soient-elles, ne modifient pas la configuration générale des deux groupes. Je ne m'étendrai pourtant pas sur l'évolution historique de la lutte de fraction, je renvoie le lecteur à l'article excellent à tous égards de Jo Hansen : "Méthodes d'organisation et principes politiques".

Si l'on fait abstraction de tout ce qui est fortuit, personnel ou épisodique, si l'on réduit la lutte actuelle aux types politiques fondamentaux, il est indiscutable que la lutte la plus conséquente est celle du camarade Abern contre le camarade

Cannon. Abern représente dans cette lutte un groupe propagandiste, petit-bourgeois par sa composition, uni par des liens personnels anciens, et qui a un caractère presque familial. Cannon représente le parti prolétarien en formation. Le droit historique dans cette lutte est entièrement du côté de Cannon.

Quand les représentants de l'opposition poussent de hauts cris "*la direction a fait faillite*", "*les pronostics n'ont pas été vérifiés*", "*les événements nous ont pris au dépourvu*", "*il faut changer de mots d'ordre*" — tout cela sans faire le moindre effort pour réfléchir sérieusement à la question — ils agissent, si l'on va au fond des choses, comme des défaitistes du parti. Cette triste conduite s'explique par l'irritation et la peur du vieux groupe propagandiste, face aux tâches et aux rapports nouveaux dans le parti. Le sentimentalisme des liens personnels ne veut pas faire place au sens du devoir et de la discipline. La tâche à laquelle le parti est confronté consiste à rompre les vieux liens de groupe et à intégrer dans le parti prolétarien les meilleurs éléments du passé propagandiste. Il s'agit d'inspirer un esprit de parti tel que personne n'ose déclarer : "*Il ne s'agit pas tant de la question russe, mais nous nous sentons mieux, plus à l'aise sous la direction d'Abern que sous celle de Cannon*". Pour moi, ce n'est pas d'hier que j'en suis venu à cette conclusion. J'ai dû l'exprimer des dizaines et des centaines de fois dans mes conversations avec des camarades du groupe Abern et invariablement je soulignais la composition petite-bourgeoise de ce groupe. Avec insistance, j'ai de multiples fois proposé de ramener à la qualité de stagiaires ces compagnons de route petits-bourgeois, incapables de recruter des ouvriers pour le parti. Les lettres personnelles, les conversations et les mises en garde n'ont servi à rien, comme l'ont montré les événements ultérieurs : on apprend rarement de l'expérience d'autrui. L'antagonisme de deux couches du parti et de deux époques de son développement s'est extériorisé et a pris le caractère d'une lutte de fraction acharnée. Il ne reste rien d'autre à faire que d'exprimer clairement et distinctement son avis devant tout le parti américain et toute l'Internationale. "*L'amitié, c'est l'amitié,*

mais le service c'est le service", dit un proverbe russe.

On peut poser ici une question : si l'opposition est un courant petit-bourgeois, l'unité future du parti n'est-elle pas impossible ? Car comment concilier un courant petit-bourgeois et un courant prolétarien ? Poser ainsi la question, c'est porter un jugement unilatéral, antidialectique et par conséquent faux. Dans cette discussion, l'opposition a clairement manifesté ses traits petits-bourgeois. Cela ne signifie pas que ce soit les seuls. La majeure partie des membres de l'opposition est profondément dévouée à la cause du prolétariat et capable d'apprendre. Quand le parti se renforcera de milliers d'ouvriers, même un fractionniste professionnel pourra se rééduquer dans l'esprit de la discipline prolétarienne. Il faut leur en laisser le temps. Voilà pourquoi la proposition du camarade Cannon de laisser la discussion libre de toute menace de scission, exclusion, etc., était tout à fait juste et opportune.

Il n'en est pas moins certain que si le parti dans son ensemble prenait le chemin de l'opposition, il pourrait connaître une débâcle totale. L'opposition en temps que telle n'est pas capable de donner au parti une direction marxiste. La majorité de l'actuel comité central exprime d'une façon infiniment plus conséquente, plus sérieuse, plus profonde, les tâches prolétariennes du parti que la minorité. C'est précisément pourquoi la majorité n'a pas, ne peut avoir intérêt à mener la lutte jusqu'à la scission : les idées justes triompheront. Mais les éléments sains de l'opposition ne peuvent pas non plus souhaiter la scission : l'expérience du passé a trop clairement montré que tous les groupes improvisés, qui rompaient avec la Quatrième Internationale, consacraient par là-même leur propre décomposition et leur perte. Voilà pourquoi on peut attendre sans crainte aucune le prochain congrès du parti. Il rejettera les nouveautés antimarxistes de l'opposition et assurera l'unité du parti. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « *L'opposition petite-bourgeoise dans le SWP* », 15 décembre 1939, EDI, pages 158-160.

DOCUMENT N° 9

Léon Trotsky
**« Je vous remercie,
 je ne fume pas ! » (1)**

« Dans toutes les hésitations et toutes les oscillations de l'opposition – si contradictoires soient-elles – il y a deux traits communs qui, des hauteurs de la théorie caractérisent jusqu'aux épisodes les plus ténus de la politique. Le premier trait commun c'est l'absence de conception globale. Les dirigeants de l'opposition séparent la sociologie du matérialisme dialectique. Ils séparent la politique de la sociologie. Dans le domaine de la politique, ils séparent nos tâches en Pologne de notre expérience en Espagne ; nos tâches vis-à-vis de la Finlande de notre position vis-à-vis de la Pologne. L'histoire se transforme en une série de cas exceptionnels, la politique en une série d'improvisations. Nous avons là, au plein sens du mot, la désintégration du marxisme, la désintégration de la pensée théorique, la désintégration de la politique en leurs éléments constituants. L'empirisme et son frère de lait, l'impressionnisme, dominant sur toute la ligne. Voilà pourquoi la direction idéologique de l'opposition vous revient, camarade Burnham, en tant qu'opposant à la dialectique et en tant qu'empiriste qui ne dissimule pas son propre empirisme.

Dans les hésitations et les oscillations de l'opposition, il y a un autre trait commun, étroitement lié au premier, à savoir la tendance à se détourner de l'action, à l'auto-abstention, à l'absentéisme, cachés, bien évidemment, sous le masque de phrases archi-radicales. Vous êtes pour le renversement de Hitler et de Staline en Pologne, de Staline et de Mannerheim en Finlande et, en attendant, vous repoussez également les deux parties en lutte, en d'autres mots vous vous maintenez en

dehors du combat et, entre autres, en dehors de la guerre civile. La référence à l'absence de guerre civile en Finlande n'est qu'un argument circonstanciel et transitoire. Si la guerre civile se développe, l'opposition s'efforcera de ne pas la remarquer, tout comme elle s'est efforcée de ne pas la remarquer en Pologne. Ou bien elle déclarera qu'étant donné le caractère "impérialiste" de la politique menée par la bureaucratie de Moscou, "nous" ne nous mêlons pas de cette sale affaire. Alors qu'en paroles elle court après les "questions politiques concrètes", l'opposition se place, en fait, en dehors du processus historique. Votre position, camarade Burnham, à l'égard du Comité Dies mérite l'attention précisément parce qu'elle est une expression éclatante de la même tendance à l'absentéisme, produit du désarroi. Le principe qui vous guide est toujours le même : "*Je vous remercie, je ne fume pas*".

Tout homme, tout parti, toute classe même, peuvent sombrer dans le désarroi. Mais pour la petite-bourgeoisie le désarroi, et en particulier le désarroi devant les grands événements, apparaît comme un état inévitable et, pour ainsi dire, organique. L'intelligentsia s'efforce de transférer son état de désarroi dans le langage de la science. Les contradictions de la plateforme de l'opposition expriment un désarroi petit-bourgeois en le traduisant dans le langage prétentieux de l'intelligentsia. Il n'y a là rien de prolétarien. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du Marxisme*, « Lettre ouverte au camarade Burnham », Coyoacan, 7 janvier 1940, EDI, pages 185-186.

DOCUMENT N° 10

Léon Trotsky
**La racine
 de la crise actuelle (1)**

« (...) Et vous, de la même façon, vous vous mettez en quête d'une démocratie idéale dans le parti, qui garantirait pour toujours et pour tout un chacun la possibilité de dire et de faire tout ce qui peut lui passer par la tête et qui garantirait le parti contre la dégénérescence bureaucratique. Vous avez simplement oublié un petit détail, à savoir que le parti n'est pas une arène où s'affirmeraient des individus libres, mais un instrument de la révolution prolétarienne ; que seule une révolution victorieuse est capable d'empêcher la dégénérescence non seulement du parti, mais du prolétariat lui-même et de toute la civilisation moderne. Vous ne voyez pas que notre section américaine n'est pas malade d'un excès de centralisme — il est même risible d'en parler —, mais d'un monstrueux abus et d'une caricature de la démocratie de la part d'éléments petits-bourgeois. Là est la racine de la crise actuelle.

Un ouvrier passe sa journée à l'usine. Il ne lui reste que relativement peu d'heures pour le parti. Dans les réunions, il veut apprendre l'essentiel : l'évaluation correcte de la situation et les conclusions politiques. Il apprécie les dirigeants qui le font sous la forme la plus claire et la plus précise et qui marchent au pas des événe-

ments Les petits bourgeois et surtout les éléments déclassés, coupés du prolétariat, végètent dans un univers clos et bigarré. Ils ont amplement le temps de barboter dans la politique ou dans ses ersatz.

Ils potinent, répandent toutes sortes de ragots sur ce qui se passe dans les "sommets du parti". Il se trouve toujours un chef qui les introduise dans tous les "secrets". La discussion est leur élément naturel. Aucune démocratie n'est suffisante pour eux. Pour leur logomachie, ils coupent les cheveux en quatre, s'énervent, tournent dans un cercle vicieux et se saoulent de mots. Voulez-vous connaître le programme organisationnel de l'opposition ? C'est une tentative de couper les cheveux en quatre sur le terrain de la démocratie. Pratiquement cela signifie enterrer la politique sous la discussion, enterrer le centralisme sous l'anarchie des cercles intellectuels. Quand quelques milliers d'ouvriers rejoindront le parti, ils rappelleront à l'ordre les petits bourgeois anarchistes. Et le plus tôt sera le mieux. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du Marxisme*, « Lettre ouverte au camarade Burnham », Coyoacan, 7 janvier 1940, EDI, pages 185-186.

DOCUMENT N° 11

Léon Trotsky

Il ne s'agit pas de scission, mais d'éducation du parti (1)

« Mon article précédent a fait dire au camarade Abern, à ce que l'on raconte : "C'est la scission !" Une telle réaction démontre simplement que Abern manque d'attachement envers le parti et envers la Quatrième Internationale, c'est un homme de cercles. De toute façon, les menaces de scission ne nous empêcheront pas de donner une analyse marxiste des divergences. Pour nous, marxistes, il ne s'agit pas là de scission, mais d'éducation du parti. J'ai le ferme espoir que le prochain congrès repoussera impitoyablement les révisionnistes.

A mon avis, le congrès doit déclarer catégoriquement que, dans leur tentative de séparer la sociologie du matérialisme dialectique et la politique de la sociologie, les dirigeants de l'opposition rompent avec le marxisme et deviennent la cour-

roie de transmission de l'empirisme petit-bourgeois. Tout en réaffirmant de manière décidée sa fidélité totale à l'égard de la doctrine marxiste et des méthodes politiques et organisationnelles du bolchevisme, tout en contraignant les comités de rédaction de ses publications officielles à développer et à défendre cette doctrine et ces méthodes, le parti ouvrira bien évidemment les pages de ses publications à ses membres qui se jugent capables d'ajouter quelque chose de nouveau à la doctrine marxiste. Mais il ne permettra pas que l'on joue à cache-cache avec le marxisme, ni qu'il soit raillé avec désinvolture. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du Marxisme*, « Lettre ouverte au camarade Burnham », Coyoacan, 7 janvier 1940, EDI, pages 185-186.

DOCUMENT N° 12

Léon Trotsky

Passer au feu de la lutte des classes (1)

« On ne doit pas placer à des postes de responsables des membres du parti qui ne sont pas passés au feu de la lutte des classes. Si talentueux et dévoué au socialisme que soit un émigré venu d'un milieu bourgeois, il doit, avant de devenir un éducateur, apprendre auprès de la classe ouvrière.

On ne doit pas mettre des jeunes intellectuels à la tête de jeunes intellectuels, mais les envoyer en province, dans les centres purement prolétariens, pour plu-

sieurs années, afin d'y accomplir un sévère travail pratique.

La composition de classe du parti doit correspondre à son programme de classe. La section américaine de la IV^e Internationale deviendra prolétarienne ou cessera tout simplement d'exister. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du Marxisme*, « Lettre ouverte au camarade Burnham », Coyoacan, 7 janvier 1940, EDI, pages 185-186.

DOCUMENT N° 13

Léon Trotsky

Orienter toute l'organisation vers les usines, les grèves, les syndicats (1)

« Pourtant, le 10 octobre 1937, à un moment où Shachtman marchait coude à coude avec Cannon et où l'on considérait officiellement qu'Abern n'avait pas de fraction, j'écrivais à Cannon :

“Le Parti a seulement une minorité de véritables ouvriers d'usine (...). Les éléments non prolétariens représentent un levain très nécessaire et je crois que nous pouvons être fiers de la qualité de ces éléments. Mais... notre Parti peut être inondé par des éléments non prolétariens et peut même perdre son caractère révolutionnaire. Evidemment, notre tâche n'est pas d'empêcher l'afflux des intellectuels par des méthodes artificielles... mais d'orienter toute l'organisation vers les usines, les grèves, les syndicats (...).

Prenons un exemple concret : nous ne pouvons pas consacrer suffisamment ou autant de forces à toutes les usines. Notre organisation locale peut choisir comme champ d'activité durant la période prochaine une, deux ou trois usines dans son rayon et concentrer toutes ses forces sur ces usines. Si nous avons, dans l'une d'elles, deux ou trois ouvriers, nous pouvons créer une commission spéciale de soutien de cinq membres non ouvriers dans le but d'élargir notre influence dans cette usine.

La même chose doit être faite dans les syndicats. Nous ne pouvons pas introduire des membres non ouvriers dans les syndicats ouvriers. Mais nous pouvons constituer, avec des chances de succès, des commissions de soutien pour l'action orale et littéraire en connexion avec nos camarades au sein du syndicat. Les conditions invariables de cette action doivent être : ne pas commander les ouvriers, mais seulement les aider, leur donner des suggestions, les armer de faits, d'idées, de journaux d'usines, de tracts spéciaux, etc.

Une telle collaboration aurait une énorme importance éducative, d'une part pour les camarades ouvriers, d'autre part pour les membres non ouvriers qui ont besoin d'une solide rééducation.

Vous avez, par exemple, un nombre important d'éléments juifs non travailleurs dans vos rangs. Ils peuvent être un levain de valeur, si le parti réussit à les extraire peu à peu d'un milieu clos, et à les lier aux ouvriers d'usines au moyen d'une activité quotidienne. Je crois qu'une telle orientation assurerait aussi une atmosphère plus saine à l'intérieur du parti (...).

Nous pouvons poser sans tarder une règle générale : un membre du parti qui n'a pas gagné au parti un nouvel ouvrier au cours de trois ou six mois n'est pas un bon membre du parti.

Si nous assurions sérieusement une telle orientation générale et si nous en vérifions chaque semaine les résultats pratiques, nous éviterions un grand danger, celui de voir les intellectuels et les ouvriers en faux col supplanter la minorité ouvrière, la condamner au silence et transformer le parti en un club de discussion très intelligent, mais absolument inhabitable pour les ouvriers.

“Les mêmes règles devraient être appliquées sous une forme correspondante en ce qui concerne le travail et le recrutement de l'organisation de jeunesse, sans quoi nous courons le danger d'éduquer de bons éléments jeunes en dilettantes révolutionnaires et non en combattants révolutionnaires.” »

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « D'une égratignure au danger de gangrène », Coyoacan, 24 janvier 1940, EDI, pages 197-198.

DOCUMENT N° 14

Léon Trotsky

Ne pas placer son ambition au-dessus des intérêts de la cause (1)

« De la même discussion sur les syndicats que Shachtman évoquait de façon manifestement malencontreuse, je citerai ces mots de Lénine que Shachtman devrait graver dans sa mémoire : *“Une erreur commence toujours par être petite, puis se développe. Les divergences commencent toujours par des vétilles. Chacun a souffert en son temps d’une légère blessure, mais si cette blessure s’infecte une maladie mortelle peut s’ensuivre.”* Ainsi parlait Lénine, le 23 janvier 1921.

Il est impossible de ne pas commettre d’erreurs. Tout le monde se trompe.

Certains se trompent plus souvent, d’autres plus rarement. Le devoir d’un révolutionnaire prolétarien est de ne pas persister dans son erreur et de ne pas placer son ambition au-dessus des intérêts de la cause, mais de s’arrêter à temps. Il est temps que le camarade Shachtman s’arrête ! Sinon l’égratignure, qui a déjà grossi pour devenir un abcès, peut mener jusqu’à la gangrène. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « *D’une égratignure au danger de gangrène* », Coyoacan, 24 janvier 1940, EDI, pages 243-244.

DOCUMENT N° 15

Léon Trotsky

Un régime où la majorité prolétarienne établit ses décisions et sa discipline par des méthodes démocratiques (1)

« La discussion dans le Socialist Workers Party des USA s’est déroulée dans la plus totale liberté. La préparation de la conférence nationale fut d’une absolue loyauté. La minorité participa à la conférence, reconnaissant par là-même sa légalité et sa régularité. La majorité a proposé à la minorité toutes les garanties lui permettant de combattre pour ses idées après la conférence nationale. La minorité a exigé la liberté de s’adresser aux masses par-dessus la tête du parti. La majorité a naturellement rejeté cette prétention monstrueuse. En même temps, la minorité

se livrait dans le dos du parti à de sombres machinations et mettait la main sur *New International*, revue qui fut publiée grâce aux efforts du parti tout entier et de la Quatrième Internationale. Il faut ajouter encore que la majorité était d’accord pour accorder à la minorité deux sièges sur cinq à la rédaction de cette revue. Mais est-il possible à une “aristocratie” intellectuelle de rester minoritaire dans un parti ouvrier ? Mettre sur le même plan un professeur et un ouvrier, cela c’est du “conservatisme bureaucratique” !

Dans l'article qu'il a écrit contre moi Burnham m'expliquait il n'y a guère que le socialisme est un "idéal moral". Idée, évidemment, qui n'est pas très neuve. Au début du siècle passé, le "véritable socialisme allemand" se fondait sur la morale et c'est par la critique de ce socialisme que Marx et Engels commencèrent leur activité. Au début du siècle présent, les socialistes-révolutionnaires russes avancèrent "l'idéal moral" en opposition au socialisme matérialiste. Hélas, ces thuriféraires de la morale se révélèrent de parfaits filous dans le domaine de la politique. En 1917, ils trahirent *complètement* les travailleurs en faveur de la bourgeoisie et de l'impérialisme étrangers.

Une longue expérience politique m'a appris que lorsqu'un professeur ou un journaliste petit-bourgeois parle des grands idéaux de la morale, il faut tenir fermement ses poches à deux mains. C'est ce qui vient de se passer une fois de plus.

Au nom de "l'idéal moral", un intellectuel petit-bourgeois a volé dans la poche du parti prolétarien sa revue théorique. Tel est le vivant modèle des méthodes organisationnelles de ces novateurs, de ces moralistes et de ces combattants de la démocratie.

Qu'est-ce qu'un petit-bourgeois "cultivé" appelle la démocratie du parti ? C'est un régime dans lequel il peut dire et écrire ce qu'il veut. Qu'est-ce qu'un petit-bourgeois "cultivé" considère comme du "bureaucratisme" ? C'est un régime où la majorité prolétarienne établit ses décisions et sa discipline par des méthodes démocratiques. Gardez bien cela en mémoire, travailleurs ! »

(1) Léon Trotsky, *Défense du Marxisme*, « *Les moralistes petits-bourgeois et le parti prolétarien* », Coyoacan, 23 avril 1940, EDI, pages 245-246.

DOCUMENT N° 16

Léon Trotsky

Il s'est refusé à utiliser la démocratie interne du parti pour tenter honnêtement de convaincre la majorité ouvrière (1)

« Il y a quelques jours encore, Shachtman, dans la presse, se qualifiait de "trotskyste". Si c'est *cela* le trotskysme, alors moi, en tout cas, je ne suis pas trotskyste. Je n'ai rien de commun avec les idées actuelles de Shachtman, sans parler de celles de Burnham. J'ai pris une part active à *New International*, en protestant par lettres, contre la désinvolture théorique de Shachtman et contre ses concessions sans principe au petit bourgeois vaniteux qu'est Burnham. Mais alors le parti et la Quatrième Internationale les tenaient par la bride. Aujourd'hui, sous la pression de la démocratie petite-bourgeoise, ils ont rompu

leur frein. Je ne puis avoir avec leur revue que les mêmes relations que j'ai avec toutes les autres contrefaçons petites-bourgeoises du marxisme. En ce qui concerne leurs "méthodes organisationnelles" et leur "morale" politique, elles ne suscitent en moi que répulsion.

Si des agents conscients de l'ennemi de classe se tenaient derrière Shachtman, ils ne pourraient lui conseiller de faire rien d'autre que ce qu'il fait en ce moment. Il s'est allié à des antimarxistes pour lutter contre le marxisme. Il a aidé une fraction petite-bourgeoise à unifier ses rangs

contre les travailleurs. Il s'est refusé à utiliser la démocratie interne du parti pour tenter honnêtement de convaincre la majorité ouvrière. Il a provoqué une scission en pleine guerre mondiale. Ce faisant, il a camouflé la scission sous des esclandres mesquins et douteux, qui peuvent paraître tout spécialement désignés pour fournir des armes à nos adversaires. Tels sont nos "démocrates", telle est leur "morale".

Cela ne leur servira à rien. La banqueroute les menace. Malgré les trahisons d'intellectuels chancelants et les railleries minables des commères démocratiques, la Quatrième Internationale poursuivra son

chemin, sélectionnera, formera et éduquera une avant-garde de révolutionnaires, capables de comprendre ce qu'est un parti, ce qu'est la fidélité au drapeau, ce qu'est la discipline.

Travailleurs d'avant-garde ! N'accordez pas même l'ombre de votre confiance au troisième front de la petite bourgeoisie ! »

(1) Léon Trotsky, *Défense du Marxisme*, « *Les moralistes petits-bourgeois et le parti prolétarien* », Coyoacan, 23 avril 1940, EDI, pages 248-249.

DOCUMENT N° 17

Léon Trotsky

Ils veulent la scission au nom de l'unité (1)

« Pour autant que je puisse en juger d'ici, ils veulent la scission au nom de l'unité. Shachtman trouve, ou plutôt invente, des "précédents historiques". Dans le Parti bolchevique, l'opposition avait ses propres organes publics, etc. Il oublie seulement qu'à cette époque le parti avait des centaines de milliers de membres et que la discussion avait pour objectif de les atteindre afin de les convaincre. Dans de telles conditions, il n'était pas commode de limiter la discussion à l'intérieur du parti. Par ailleurs, le danger de la coexistence entre les journaux du parti et ceux de l'opposition était tempéré par le fait même que la décision finale dépendait de centaines de milliers de personnes et non de deux petits groupes. Le parti américain, par comparaison, n'a qu'un petit nombre d'adhérents et la discussion a été plus que fournie. Les lignes de démarcation semblent assez nettement marquées, du moins pour la dernière période. Dans de telles conditions, posséder son propre journal ou sa propre revue publics ne serait pas pour l'opposition un moyen de convaincre le parti, mais de faire appel au monde extérieur contre le parti.

L'homogénéité et la cohésion d'un groupe de propagande révolutionnaire tel que le SWP doivent être incomparablement plus

grandes que celles d'un parti de masse. Je suis d'accord avec vous pour estimer que, dans cet état de choses, la IV^e Internationale ne peut ni ne doit admettre une unité purement factice, sous le couvert de laquelle deux organisations indépendantes s'adresseraient au monde extérieur avec des théories différentes, des programmes différents, des mots d'ordre différents et des principes organisationnels différents. Dans ce cas, une scission proclamée serait mille fois préférable à une unité aussi hypocrite.

L'opposition fait aussi référence au fait qu'en certaines périodes nous avons eu deux groupes parallèles dans le même pays. Mais des situations aussi anormales n'ont été tolérées que dans deux cas : quand la physiologie politique des deux groupes, ou de l'un d'entre eux, ne se dégageait pas assez clairement et qu'il fallait à la IV^e Internationale du temps pour prendre une décision, ou bien la coexistence entre deux groupes était admise au cas où se faisait jour un désaccord aigu, mais concrètement limité (l'entrée dans le PSOP, par exemple). La situation aux Etats-Unis est absolument différente. Nous y avons un parti uni, avec une tradition sérieuse. Nous avons maintenant deux organisations, dont l'une, du fait de sa composition sociale et des pressions extérieures

qu'elle subit, est entrée, en moins de deux mois, en conflit irréconciliable avec notre théorie, notre programme, notre politique, nos méthodes d'organisation.

S'ils sont d'accord pour travailler avec vous sur la base du centralisme démocratique, vous pouvez avoir l'espoir de convaincre et de gagner à vos positions les meilleurs d'entre eux, à partir d'une pratique commune. (Ils ont, au même titre, le droit d'espérer vous convaincre.) Mais, comme organisation indépendante, ils ne peuvent s'avancer que dans la voie de Burnham. Auquel cas la IV^e Internationale, de mon point de vue, n'a pas le moindre intérêt à leur servir de couverture, c'est-à-dire à camoufler aux yeux des travailleurs leur inévitable dégénérescence. Au contraire, l'intérêt de la IV^e Internationale serait alors de contraindre l'opposition à faire sa propre expérience en toute indépendance, non seulement sans la protection de notre drapeau, mais bien plus, sous le coup de nos avertissements les plus sévères à la face des masses.

C'est pourquoi le prochain congrès a non seulement le droit, mais le devoir de formuler une alternative claire et précise : soit une authentique unité basée sur le principe du centralisme démocratique (avec des garanties sérieuses et étendues des droits de la minorité au sein du parti), soit une rupture

ouverte, claire et probante devant le tribunal de la classe ouvrière.

(...) Tous les espoirs des dirigeants de la minorité sont fondés sur leurs capacités littéraires. Ils se persuadent les uns les autres que leur journal vaudrait sûrement beaucoup mieux que celui de la majorité. C'était l'espoir même des mencheviks russes qui, en leur qualité de tendance petite-bourgeoise, disposaient d'un plus grand nombre d'intellectuels et de journalistes doués. Mais ces espoirs étaient vains. Une plume facile ne suffit pas à créer un parti révolutionnaire : une base théorique de granit est nécessaire, ainsi qu'un programme scientifique, une pensée politique conséquente et des principes organisationnels fermes. En tant qu'opposition, l'opposition ne possède rien de semblable ; elle se situe à l'opposé de tout cela. C'est pourquoi je suis pleinement d'accord avec vous : s'ils entendent présenter à l'opinion publique extérieure les théories de Burnham, la politique de Shachtman et les méthodes d'organisation d'Abern, qu'ils le fassent en leur propre nom, sans aucune responsabilité du parti ou de la IV^e Internationale. »

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « Lettre à Farrell Dobbs », 4 mars 1940, EDI, pages 299-300.

DOCUMENT N° 18

Léon Trotsky

Centralisme démocratique : une définition et deux commentaires

Dans *Le Programme de transition, l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, le centralisme démocratique est présenté ainsi :

« Sans démocratie intérieure, il n'y a pas d'éducation révolutionnaire. Sans discipline, il n'y a pas d'action révolutionnaire. Le régime intérieur de la IV^e Internationale est fondé sur les principes du centralisme démocratique : liberté complète dans la

discussion, unité complète dans l'action » (page 71, éditions SELIO, « Classiques du marxisme »)

Cette définition générale suit un rappel de ce qu'est la IV^e Internationale : « Elle ne peut avoir de place dans aucun des Fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le

socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne » (page 71).

Dans les très nombreuses discussions que Trotsky a eues avec les militants, il a répondu à de nombreuses demandes de précision sur cette conception générale. Sans les citer toutes, on peut montrer qu'il s'efforce toujours de donner « *une analyse concrète d'une situation concrète* », comme le recommandait Lénine.

A des militants de la section américaine qui lui demandent s'il est pour exclure ceux qui sont contre la défense de l'URSS, il répond en décembre 1937 :

« Toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial, à commencer par juillet 1914, démontre que défaitistes et défensistes ne peuvent rester dans le même parti, si le concept de parti a, de façon générale, un sens quelconque. (...) Autant que je puisse en juger, la discussion se déroule aujourd'hui dans le strict respect des normes de la démocratie dans le fond et la forme.

Mais la démocratie présuppose avant tout une base programmatique commune sous les pieds. Il est vrai que la démocratie présuppose également une attitude d'attention et de patience de la majorité vis-à-vis de la minorité (autant qu'une attitude "patient" de ce genre est permise par le cours même des événements et tant qu'elle est justifiée par la conduite de la minorité). Mais la démocratie du parti ne signifie pas la transformation du parti en une arène pour les exercices libres de sectaires, de gaffeurs ou d'individualistes ambitieux. La démocratie du parti ne signifie pas le droit pour la minorité de perturber le travail de la majorité. Un parti révolutionnaire n'est pas un club de discussion, mais une organisation militante (...).

La déclaration principielle est claire d'avance : défensisme et défaitisme sont aussi incompatibles que l'eau et le feu. C'est cela qu'il faut dire d'abord. C'est cette vérité qu'il faut enseigner aux membres du parti. C'est sur cette base qu'il faut convoquer une conférence. C'est cette idée qu'il faudra établir dans la résolution de la conférence.

En même temps, on peut et on doit avoir la même attitude attentive vis-à-vis de tous les camarades sincères qui se trompent. Ce

n'est que de cette façon qu'on pourra préserver le parti de la confusion et du chaos (1). »

Dans une autre lettre, quelques jours plus tard, il précise :

« Un parti est un organisme actif. Il se développe au cours d'une lutte contre des obstacles extérieurs et des contradictions internes. La décomposition maligne de la II^e et de la III^e Internationale, dans les sévères conditions de l'époque impérialiste, crée pour la IV^e Internationale des difficultés sans précédent dans l'histoire. On ne peut les surmonter par une quelconque formule magique. Le régime d'un parti ne tombe pas tout cuit du ciel, mais se constitue progressivement au cours de la lutte. Une ligne politique prime sur le régime. Il faut d'abord définir correctement les problèmes stratégiques et les méthodes tactiques afin de pouvoir les résoudre. Les formes d'organisation devraient correspondre à la stratégie et à la tactique. Seule une politique juste peut garantir un régime sain dans le parti.

Mais cela ne signifie pas, bien entendu, que le développement du parti ne pose pas pour autant des problèmes d'organisation. Mais cela signifie que la formule du centralisme démocratique doit finalement trouver une expression différente dans les partis des différents pays et à des étapes différentes du développement d'un seul et même parti.

La démocratie et le centralisme ne sont pas dans un rapport constant l'une vis-à-vis de l'autre. Tout dépend des circonstances concrètes, de la situation politique du pays, de la force du parti et de son expérience, du niveau général de ses membres, de l'autorité que la direction a réussi à s'assurer. Avant une conférence, quand il s'agit de formuler une ligne politique pour la prochaine période, la démocratie l'emporte toujours sur le centralisme. Quand le problème est l'action politique, le centralisme se subordonne la démocratie. La démocratie réaffirme ses droits quand le parti sent le besoin d'examiner de façon critique sa propre activité. L'équilibre entre démocratie et centralisme s'établit dans la lutte réelle, est violé à certains moments, rétabli de nouveau ensuite. La maturité de chaque membre du parti

s'exprime particulièrement dans le fait qu'il n'exige pas du régime du parti plus qu'il ne peut donner. Celui qui définit son attitude à l'égard du parti à travers les tapes qu'il a personnellement reçues sur le nez est un piètre révolutionnaire. Il faut, bien entendu, lutter contre toutes les erreurs individuelles de la direction, les injustices et le reste. Mais il faut évaluer ces "erreurs" et ses "injustices", non en elles-mêmes, mais par rapport au dévelop-

pement du parti à l'échelle nationale et internationale. Un jugement correct et le sens des proportions sont quelque chose de très important en politique (2). »

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 15, « *Défaitisme et défensisme* », 6 décembre 1937, pages 353-354.

(2) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 15, « *Le centralisme démocratique – Quelques mots sur le régime du Parti* », 8 décembre 1937, pages 360-361.

DOCUMENT N° 19

Vladimir I. Lénine, Léon Trotsky Eclectisme et dialectique

L'éclectisme met sur le même plan toutes les situations et interdit de comprendre le déroulement des événements de la lutte des classes, il rend impossible de construire le parti comme expression consciente du processus inconscient. Chaque scission à ses propres caractéristiques qu'il faut étudier en détail.

Dans *Que faire ?* Lénine montre le lien entre la position de libre critique et l'opportunisme des partisans de Bernstein. Toute discussion, toute crise, doit s'analyser concrètement en relation avec tout le développement de la lutte de classe. Sur le bloc d'août 1912, Trotsky s'est expliqué clairement. On peut relire sa position dans *Défense du marxisme* (1).

Dans la discussion sur les syndicats, fin 1920 et début 1921, Lénine polémique durement contre Boukharine et Trotsky. Il a dû malgré lui s'engager dans une discussion qu'il considère comme un boulet, dangereuse parce qu'elle n'est pas centrée sur les problèmes les plus graves auquel la révolution et le parti doivent faire face. Il en vient à préciser la différence entre dialectique et éclectisme.

Depuis « *le camarade Boukharine parle de raisons logiques (...) jusqu'à (...). Nous pouvons passer du verre aux syndicats et au programme de Trotsky* » (2).

A de nombreuses reprises, dans ce débat, Lénine revient sur le caractère dislocateur d'une discussion qui part dans toutes les directions et n'est pas maîtrisée.

« Au cours de la discussion des responsables au théâtre Bolchoï, le camarade Trotsky m'a reproché de vouloir faire avorter la discussion. Je prends ces mots comme un compliment : je me suis efforcé de faire avorter la discussion dans les formes qu'elle prenait, parce qu'à la veille d'un printemps difficile, une telle prise de position était néfaste. Seuls des aveugles pouvaient ne pas le voir. »

« Mais c'est avec raison que le vieux proverbe affirme "à quelque chose malheur est bon" (...). Les divergences au sein du comité central ont obligé à en appeler au parti. La discussion a révélé leur contenu et leur importance. Il a été mis fin aux bruits et à la calomnie. Le parti s'instruit et se trempe dans la lutte contre une maladie nouvelle (en ce sens que nous l'avions oublié depuis la révolution d'Octobre) : les tendances fractionnelles (...). Le parti apprend à ne pas exagérer les divergences (3). »

Son prestige dans le parti, ses capacités de conviction, sa compréhension aiguisée de la dialectique permettront, selon ses propres termes, qu'il en sorte un bien pour un mal, une première analyse de l'Etat

ouvrier à tendance bureaucratique, affaibli par la contre-révolution et l'isolement après la défaite de la vague révolutionnaire en Europe, analyse que Trotsky utilisera et développera dans *La Révolution trahie*.

« *Le camarade Trotsky commet lui-même aussitôt une erreur. Il prétend que dans un Etat ouvrier, le rôle des syndicats n'est pas de défendre les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière. C'est une erreur. Le camarade Trotsky parle d'un "Etat ouvrier". Mais c'est une abstraction. Notre Etat est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser ces organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur Etat, et pour que les ouvriers défendent notre Etat.* » Un peu plus tard, il précise en réponse à Boukharine « *Un Etat ouvrier est une abstraction. En réalité, nous avons un Etat ouvrier avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique* (3). »

Mais, après la mort de Lénine, Staline et la bureaucratie se servirent de ces tensions pour étouffer le combat contre la bureaucratie au nom de l'unité du parti.

Dans *Cours nouveau*, Trotsky pose le problème des défis nouveaux auxquels le jeune Etat ouvrier est confronté, du danger bureaucratique, de la façon dont la discussion peut être menée pour y faire face. La direction Staline-Zinoviev-Kamenev-Boukharine riposte par des attaques qui n'ont plus grand-chose à voir avec une discussion loyale telle qu'elle s'était menée jusque-là dans le parti, la déformation bureaucratique de l'Etat commence à s'exprimer dans le parti. La théorie du socialisme dans un seul pays ne va pas tarder à pointer son nez.

(1) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « *D'une égratignure au danger de gangrène* », Coyoacan, 24 janvier 1940, EDI, 1972, pages 234-235.

(2) Lénine, *Œuvres*, tome 32, pages 93-94.

(3) Lénine, *Œuvres*, tome 32, page 220.

DOCUMENT N° 20

Léon Trotsky La discussion et la scission dans le SWP

Entre 1937 et 1939, une discussion dans la section américaine débouche sur la formation d'une minorité et d'une majorité. Trotsky participe au débat, en soutenant la majorité. La divergence sur la nature de l'URSS et sur le fonctionnement du parti débouche sur un désaccord sur la stratégie et une scission. La minorité s'éloigne toujours plus du marxisme qu'elle prétend défendre.

A l'occasion de ces discussions, Trotsky revient sur de nombreux aspects de la méthode dialectique et du centralisme démocratique (1).

Par exemple, à propos de Molinier : « *J'ai toujours trouvé nécessaire non seulement dans l'intérêt de Molinier, mais surtout dans l'intérêt de l'organisation elle-même,*

d'épuiser toutes les possibilités de le convaincre et de le rééduquer dans l'esprit de la discipline prolétarienne (...). En tout cas, je n'ai jamais fait la moindre concession de principe à Molinier. Quand il décida de fonder un journal sur la base de "quatre points" substitués à notre programme et qu'il entreprit de réaliser ce plan de façon indépendante, je fus un de ceux qui insistèrent pour son exclusion immédiate (2). »

Dans une lettre à Joseph Hansen, datée du 18 janvier 1940, Trotsky précise :

« *Quelques-uns des leaders de l'opposition préparent une scission ; de ce fait, ils représentent l'avenir de l'opposition comme celui d'une minorité persécutée. C'est très*

caractéristique de leur mentalité. Je crois que nous devons leur répondre à peu près comme suit : “Nous vous proposons des garanties (...) 1) aucune interdiction des tendances ; 2) pas d'autres restrictions à l'activité de tendance que celles dictées par la nécessité d'une action commune ; 3) les publications officielles doivent représenter, bien sûr, la ligne établie par le nouveau congrès ; 4) la future minorité peut avoir, si elle le désire, un bulletin intérieur destiné aux membres du parti, ou un bulletin de discussion commun avec la majorité (3). »

Dans une lettre à Farrell Dobbs, le 4 mars 1940, il indique selon lui l'objet pour la minorité de sortir son propre journal :

« Shachtman trouve ou plutôt invente des “précédents historiques”. (...) Dans de telles conditions posséder son propre journal ou sa propre revue publics ne serait pas pour l'opposition un moyen de convaincre le parti, mais de faire appel au monde extérieur contre le parti (4). »

A propos des problèmes dans le PSOP, dans une lettre à Alfred Rosmer, datée du 14 février 1939, Trotsky précise :

« Depuis les origines du mouvement ouvrier, l'accusation d'user d'un ton déplacé, d'être trop violent ou de manquer de tact n'a jamais cessé d'être lancé contre les représentants de l'aile gauche (contre Marx, contre Engels, Lénine, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht)...

Invoquer la démocratie intérieure du parti et en même temps se plaindre du “ton” employé ne me paraît pas très convaincant. La démocratie est limitée par le centralisme, c'est-à-dire la nécessité de l'unité dans l'action. Mais c'est une erreur que de tenir le langage suivant : “Puisque nous sommes en démocratie, ne vous permettez pas d'ouvrir la bouche trop grande ou de parler sur un ton qui nous déplaît.” Il n'est pas moins déplaisant pour des révolutionnaires que certains autres usent, lorsqu'ils s'adressent à Léon Blum, d'un ton plein de souplesse, plein de conciliation, d'un ton de plaidoyer. Dans les deux cas, le ton est inextricablement lié au contenu politique. C'est précisément ce contenu qui doit être discuté (5). »

(1) On peut se reporter dans *Défense du marxisme* aux passages suivantes de l'édition de 1972 publiée chez EDI : page 158 : « L'opposition a engagée une dure lutte de fraction qui paralyse le parti à un moment extrêmement critique » ; page 173 : « La dialectique de la discussion actuelle » ; page 187 : « La petite bourgeoisie et le centralisme » ; page 236 : « Les fractions dans la lutte ».

(2) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « D'une égratignure au danger de gangrène », Coyoacan, 24 janvier 1940, EDI, 1982, pages 242-243.

(3) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « Lettre à Joseph Hansen », Coyoacan, 18 janvier 1940, EDI, 1982, pages 288-289.

(4) Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, « Trois lettres à Farrell Dobbs », Coyoacan, 4 mars 1940, EDI, 1982, pages 299-300.

(5) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 20, « Lettre à Alfred Rosmer », 14 février 1939, pages 126-127.

Trois portraits

James BURNHAM (1905-1987), professeur de philosophie à l'Université de Columbia à New York. Il devint marxiste durant les années de la crise économique et milita à l'A.W.P. d'A.J. Muste, au début des années trente. En 1936-37, il fut l'un des dirigeants de la fraction trotskyste dans le P.S., à New York, et devint un des dirigeants du SWP dès sa fondation au début de l'année 1938. Il fut un des dirigeants de la minorité du SWP et son principal idéologue. Il quitta sans éclat le mouvement révolutionnaire en mai 1940 et publia un livre intitulé *The Managerial Revolution*. Devenu anti-communiste durant la guerre froide. Il termina son évolution à droite du Parti Républicain.

Max SHACHTMAN (1903-1972), militant du PC américain depuis 1921. Proche collaborateur de Cannon dans le parti. Membre du Comité national du PC, gagné aux idées de l'Opposition de Gauche, il sera exclu en Octobre 1928 et en sera un des fondateurs de l'Opposition de Gauche aux côtés de Cannon et Martin Abern. Il sera membre du Secrétariat International de l'Opposition de Gauche de 1930 à 1933. Il sera un des

délégués du SWP à la Conférence de fondation de la IV^e Internationale, en septembre 1938. Opposé à la défense de l'URSS en 1939, il sera un des dirigeants de l'opposition dans le SWP en 1939-1940. Il scissionna en Avril 1940 pour fonder le Workers Party, conservant la revue *The New International*, dont il était le directeur. Il continuera, après la guerre, à diriger son groupe, devenu en 1949, l'I.S.L. (International Socialist League) lequel se dissoudra en 1958 pour adhérer au Parti Socialiste. Il milita ensuite au Parti Démocrate américain.

Martin ABERN (1898-1949), membre du Parti Communiste, dès sa fondation, il devint le secrétaire des Jeunesses Communistes (Young Workers League) en 1923 et du Comité Central du PC. Proche collaborateur de Cannon dans le PC, il fut un des fondateurs du trotskysme aux Etats-Unis, après son exclusion en Octobre 1928. Un des principaux dirigeants du mouvement trotskyste américain, il se rallia à la minorité du SWP en 1939. Il quitta le SWP en avril 1940 avec la minorité pour fonder le Workers Party avec Shachtman. Il abandonna l'activité politique au lendemain de la guerre, en raison de son mauvais état de santé.

DOCUMENT N° 21

Pierre Lambert

Crises et scissions dans la section française en 1945-1952

Dans *Quelques enseignements de notre histoire* (1), Pierre Lambert écrit :

« Les trotskystes, en 1944, ont renouvelé l'erreur commise par les bolcheviks-léninistes en 1936. Ils n'ont pas encore réussi à assimiler cette leçon toute simple qui se dégage de toute l'expérience du marxisme et que Léon Trotsky a magistralement exposée dans l'Histoire de la révolution russe. La première étape du processus révolutionnaire passe par les grandes organisations traditionnelles. Dans ce cadre, la construction du parti révolutionnaire exige une indépendance politique totale à l'égard des appareils bourgeois et une stratégie et une tactique adaptée au niveau de conscience des masses (2). »

Après un rappel des caractéristiques de la crise révolutionnaire qui, à partir de la révolution italienne de septembre 1943 jusqu'à fin 1945, met en mouvement des millions d'hommes et de femmes, il précise : « (...) ces masses se dirigent "naturellement" vers les organisations traditionnelles, ces organisations qui ont cristallisé tous les résultats et les acquis de la lutte historique du prolétariat (...) elles chargent ces organisations de toutes leurs espérances révolutionnaires (...). Mais ces organisations traditionnelles (...) sont dominées par des appareils bourgeois, par ces "lieutenants ouvriers de la classe capitaliste" que Lénine a dénoncés en 1920 (...) (3). »

« Il ne suffit pas de lire pour apprendre. Il faut, pour apprendre, savoir fusionner théorie et pratique. (...) Les trotskystes, en combattant, devront au cours des années assimiler le programme de la IV^e Internationale (...) »

En 1944 comme en 1936, illusions et rêves expriment cette insuffisante assimilation du marxisme qui, jointe à l'immense

force contraignante du stalinisme alors à l'apogée, va multiplier les difficultés qui assaillent les trotskystes (4). »

« La raison profonde en est que, en dépit des divergences, les uns et les autres, tous en fait, estiment que le PCI est déjà le parti ouvrier révolutionnaire dirigeant. »

« Un clivage commence à s'opérer entre ceux qui, plus ou moins confusément, refusent d'intervenir dans la classe — se réfugiant dans l'activité journalistique et une politique de contacts avec les intellectuels idéologues qui prétendent forger "l'opinion publique de gauche" — et ceux qui entendent consciemment porter le programme dans les entreprises et les syndicats. Les premiers sont membres de toutes les tendances. Les autres, les militants ouvriers, rassemblés dans la commission syndicale, s'efforcent de traduire dans la classe l'orientation politique du PCI et d'y défendre son programme d'action (...) (5). »

« A aucun moment, le PCI n'est capable de dire comment il faut organiser les militants du PC, les ouvriers qui, dans les syndicats, recherchent la voie du combat et les jeunes. Dans le même temps, le PCI consacre une part importante de ses forces dans l'activité électorale. Il était correct, il est parfaitement juste de ne délaissier aucun terrain de lutte. Mais cette bataille électorale révèle la force des illusions parlementaristes des dirigeants du PCI. Et le PCI qui se veut parti dirigeant développe une politique de prestige, coûteuse en efforts militants et en argent, une politique au-dessus de ses moyens politiques, de la place qu'il occupe réellement dans la lutte des classes. Les dirigeants du PCI n'ont pas compris la différence qui existe entre le parti dirigeant la lutte de classe et le parti qui se construit par l'intervention dans la lutte de classe (6). »

S'appuyant sur les résultats aux élections à l'Assemblée constituante de novembre 1945 (10 817 voix pour le PCI — 8 000 à Paris, 2 700 dans l'Isère), la direction du PCI fixe un objectif de recruter 3 000 ouvriers d'avant-garde, objectif qui représente « le dixième du collège électoral qui aurait été le nôtre si nous avions présenté des candidats dans tout le pays ».

Lambert commente alors la situation : « Et ces objectifs aberrants, impossibles à atteindre, déterminés par un volontarisme étranger au marxisme et par le désir de voir le parti déjà construit, introduisent dans le PCI scepticisme, désorganisation et démoralisation. Pour les dirigeants du PCI, le rythme et les méthodes de la construction du parti ne sont pas déterminés par la lutte des classes (...), mais par les illusions, lesquelles recouvrent le désir d'être considéré comme "un parti comme un autre" (6). »

Malgré ces difficultés, les militants du PCI, sous l'impulsion de la commission ouvrière, se portent sur le front de la lutte de classe et sont présents dans les grèves qu'ils animent, contre l'appareil stalinien mobilisé pour le « produire d'abord ».

« Mais, note Lambert, les acquis du travail de la commission syndicale ne se portent pas à l'actif de l'ensemble de l'organisation, parce que son activité n'est ni intégrée dans celle de l'organisation ni contrôlée par elle (...). En fait, les directions successives du PCI, préoccupées par l'aspect journalistique et de sommet de la politique se désintéressent de l'activité des militants ouvriers (7). »

Une première scission a lieu en 1948. La crise pabliste de 1952 disloque la IV^e Internationale.

« De 1952 à 1958 coexistèrent de fait dans les rangs trotskystes deux lignes politiques : l'une correcte, celle que les trotskystes avaient commencé à élaborer dans les dernières années de la guerre et après la guerre (...) l'autre qui perpétuait les défauts hérités d'un passé petit-bourgeois (...) tout se passait comme si le

mouvement spontané avait été investi du pouvoir de réaliser mécaniquement sous la pression des conditions objectives, d'exsuder en quelque sorte, le parti révolutionnaire (8). »

En 1958 pour rompre avec ces méthodes, Pierre Lambert propose que *La Vérité* hebdomadaire devienne un mensuel, organe théorique, et d'éditer un bulletin ronéotypé autofinancé, qui est conçu comme une tribune libre de la lutte des classes, à l'initiative des trotskystes, mais ouvert à des militants ouvriers d'origines diverses.

« A partir de février 1964, le bulletin ronéotypé Informations ouvrières devient une publication mensuelle imprimée et définit comme "une tribune libre de la lutte des classes". Il va désormais s'efforcer, en élargissant son audience, en planifiant et en systématisant sa diffusion, de devenir le centre organisateur de cette avant-garde qui, sans être convaincue à une première étape de la validité du Programme de transition, du programme de la IV^e Internationale, acceptait toutefois de participer au combat commun pour la réalisation du front unique ouvrier à travers la discussion, la conjonction des efforts, de concert avec les trotskystes (...) (9). »

Tirant pleinement le bilan des difficultés de l'après-guerre, les deux axes sur lesquels s'opèrent le réarmement et le développement de la section française entre 1958 et 1968 sont *Informations ouvrières* et la stratégie de la transition dans la construction du parti révolutionnaire.

C'est contre ces deux éléments que s'est concentré le coup de poignard contre la section française en juin 2015.

(1) *Quelques enseignements de notre histoire*, 3^e édition, Documents de l'OCI n° 7, SELIO, juin 1979, 135 pages.

(2) *Ibidem*, page 59. (3) *Ibidem*, page 60. (4) *Ibidem*, page 61. (5) *Ibidem*, page 63. (6) *Ibidem*, page 64. (7) *Ibidem*, page 65. (8) *Ibidem*, page 107. (9) *Ibidem*, page 113.

DOCUMENT N° 22

James Patrick Cannon

Rechercher les causes profondes de la crise (1)

« Les luttes politiques en général, y compris les luttes fractionnelles sérieuses à l'intérieur d'un parti, ne se produisent pas dans le vide. Elles sont provoquées par la pression de forces sociales et reflètent la lutte des classes à un degré ou à un autre. Cette règle est démontrée de la manière la plus frappante dans le développement de la discussion actuelle à l'intérieur de notre parti.

En ce moment, la pression de forces de classe étrangères sur l'avant-garde prolétarienne est exceptionnellement lourde. Nous devons comprendre cela avant tout. Ce n'est qu'ensuite que nous pouvons arriver à une compréhension de la crise actuelle du parti. Il s'agit de la crise la plus sévère et la plus profonde que notre mouvement ait jamais connue à l'échelle internationale. La tension sans précédent qui existe à la base indique un conflit de positions de principe qui est objectivement irréconciliable. Deux camps à l'intérieur du parti luttent pour des programmes différents, des méthodes différentes et des traditions différentes.

Qu'est-ce qui a mené le parti à cette situation en un si court laps de temps ? Evidemment, ce n'est pas la découverte soudaine d'une incompatibilité personnelle entre les dirigeants individuels impliqués ; de telles vétilles représentent les symptômes d'un conflit, et non ses causes. Un conflit de cette profondeur et de cette étendue ne peut être non plus expliqué d'une manière plausible par l'éclatement de vieilles divergences d'opinion sur la question d'organisation. Pour comprendre la signification réelle de la crise, il est nécessaire de chercher des causes plus profondes.

Pour ceux qui voient la politique comme une expression de la lutte des classes — et c'est de cette manière que nous, marxistes, la voyons —, la cause fondamentale de la crise du parti n'est pas difficile à trouver. La crise signifie une réaction de la base du

parti provoquée par une pression sociale externe. C'est de cette manière que nous l'avons définie dès le début de la crise en septembre dernier, immédiatement après la signature du pacte entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie et le commencement de l'invasion allemande de la Pologne. Plus précisément, nous disons que la crise est le résultat de la pression de l'opinion publique bourgeoise démocratique sur une section de la direction du parti. C'est là notre analyse de classe de la lutte effrénée entre les tendances prolétarienne et petite-bourgeoise de notre parti.

Nous ne définissons pas les fractions combattantes par des termes abstraits généraux tels que "conservatrice" et "progressiste". Nous ne jugeons pas les fractions par les traits psychologiques des individus, mais par le programme qu'ils défendent. La discussion n'a pas révélé une divergence d'opinion sur l'application du programme — de telles divergences arrivent fréquemment et ont habituellement une signification transitoire —, mais une tentative d'opposer un programme à un autre. Voici ce qui a divisé le parti en deux camps. Naturellement, ces termes que nous avons utilisés dès le début de la discussion pour caractériser les deux tendances du parti, sont des définitions et non des épithètes. Il est nécessaire de répéter cela dans chaque débat entre des politiciens marxistes et petits-bourgeois de tout genre ; la chose qu'ils ne peuvent tolérer, c'est d'être appelés par leur vrai nom.

Les dirigeants de l'opposition considèrent cela outrageant et comme une invention malicieuse de fraction de notre part de poser cette étiquette de classe sur leur fraction, quand leur seule offense consiste au simple fait qu'ils tournent le dos à l'Union soviétique et refusent de la défendre dans la lutte contre l'impérialisme mondial.

(...) Dans la majorité prolétarienne du parti, il n'y a pas trace de pessimisme. Au contraire, il y a une satisfaction universelle que la défection d'une section de la direction du parti se soit révélée à temps, avant la guerre, et dans des conditions où cette défection pouvait être combattue ouvertement dans une discussion libre et où elle pouvait être vaincue. L'unanimité virtuelle avec laquelle les cadres prolétariens se sont ralliés à la défense du parti et de la Quatrième Internationale, la combativité et le caractère irréconciliable avec lesquelles ils ont affronté l'attaque de Burnham, Abern et Shachtman est une preuve vivante de la vitalité et de l'indestructibilité de notre mouvement. C'est un bon présage pour l'avenir. Cela nous a rendu confiants dans le fait que notre mouvement restera sur pieds devant le test réel de la guerre quand elle surviendra. Cela justifie le calcul le plus optimiste que la Quatrième Internationale ne fera pas que "survivre", mais vaincra dans la lutte.

Comme en ce qui concerne "l'avenir difficile", les bolcheviks-marxistes n'espèrent jamais que la période de l'agonie du capitalisme puisse produire autre chose que des crises et la guerre avec leurs répercussions inévitables dans les organisations ouvrières, y compris le parti de l'avant-garde ouvrière.

De ces circonstances "difficiles", les membres de la Quatrième Internationale tirent seulement la conclusion que les convulsions sociales grandioses que nous prévoyons et analysons à l'avance créent les conditions dans lesquelles les masses opprimées, poussées par une nécessité extrême, devront mener à bonne fin la révolution sociale et la réorganisation du monde sur une base socialiste.

Une seule chose est nécessaire : un véritable parti d'avant-garde bolchevique. Le marxisme seul peut constituer le programme d'un tel parti. Burnham et ses tristes disciples, les ex-marxistes, les ex-trotskyistes, offrent un programme qui n'a rien à voir avec le marxisme ou la révolution prolétarienne. De cela résulte le conflit fondamental entre la majorité et l'opposition, un conflit qui est manifestement irréconciliable et auquel toutes les autres questions, quelle que soit leur importance, sont néanmoins subordonnées.

Au cours d'une discussion de quelques mois, les divergences entre la majorité et l'opposition ont atteint une telle profondeur et une telle étendue qu'elles ont complètement écarté toutes les questions sur le régime du parti. Si toutes les fautes présumées du régime sont réelles et même si elles étaient dix fois plus graves, la question dans son ensemble deviendrait insignifiante à côté des divergences de principe qui divisent maintenant clairement les deux fractions combattantes. La lutte de l'opposition a commencé ostensiblement comme une lutte contre le "régime de Cannon", et comme une défense, ou en tout cas comme une anticipation de la position "future" de Trotsky. Mais, en un court laps de temps, elle s'est révélée être un conflit fondamental avec la Quatrième Internationale sur toutes les questions de notre programme, de notre méthode et de notre tradition.

Abern, qui a voté à l'assemblée plénière (octobre 1939) en faveur de la résolution de principe de la majorité concernant la question russe et nous accuse de divergences inventées et exagérées, a fini, par la logique de sa coalition sans principe, dans le camp révisionniste de Burnham. Shachtman qui, à l'assemblée plénière, ne pourrait être accusé que de construire un pont à Burnham, est devenu son avocat, écrivant en sa faveur une "lettre ouverte" au camarade Trotsky et dirigeant les attaques les plus venimeuses contre la majorité prolétarienne du parti qui lui rappelle son passé. Burnham, dans son dernier document "*Science et Style*", tient le langage d'un ennemi haineux du mouvement prolétarien révolutionnaire et de tous ceux qui lui demeurent fidèles.

Voilà ce qui a été révélé durant les quelques mois de discussion politique. »

(1) James Patrick Cannon, « *La lutte pour un parti prolétarien* », 1^{er} avril 1940, à partir de la brochure éditée par l'organisation canadienne LSO, 1975. Le texte est aussi disponible dans *Les Cahiers du CERMTRI*, n° 56, « *James P. Cannon : La lutte pour un parti prolétarien* » (extraits), mars 1990, pages 13 et 14.

DOCUMENT N° 23

James Patrick Cannon

Le crime parfait est le manque de loyauté ou l'irresponsabilité envers le parti (1)

« Pour nous, le parti doit être une organisation de combat qui dirige une lutte déterminée pour le pouvoir. Le parti bolchevique qui dirige la lutte pour le pouvoir n'a pas besoin seulement de démocratie interne. Il exige aussi un centralisme impérieux et une discipline de fer dans l'action. Il exige une composition prolétarienne conformément à son programme prolétarien. Le parti bolchevique ne peut être dirigé par des dilettantes dont les intérêts réels et les vies réelles sont dans un autre monde étranger. Il exige une direction professionnelle militante, composée d'individus démocratiquement choisis et démocratiquement contrôlés qui consacrent leur vie entière au parti et qui trouvent dans le parti et dans ses activités de toutes sortes dans un environnement prolétarien une entière satisfaction personnelle.

Pour le révolutionnaire prolétarien, le parti est l'expression concentrée du but de sa vie, et il est lié à lui pour la vie et la mort. Il prêche et pratique le patriotisme de parti, parce qu'il sait que son idéal socialiste ne peut se réaliser sans le parti. A ses yeux, le crime suprême est le manque de loyauté ou l'irresponsabilité envers le parti. Le révolutionnaire prolétarien est fier de son parti. Il le défend à la face du monde en toute occasion. Le révolutionnaire prolétarien est un homme discipliné, puisque le parti ne peut exister, en tant qu'organisation de combat, sans discipline. Quand il se trouve dans la minorité, il se soumet loyalement à la décision du parti et applique ses décisions, pendant qu'il attend de nouveaux événements pour vérifier les débats ou les nouvelles opportunités de les discuter encore.

L'attitude petite-bourgeoise envers le parti, que Burnham représente, est tout le contraire de ça. Le caractère petit-bourgeois de l'opposition est démontré dans son attitude envers le parti, sa conception du parti, même dans sa méthode de se plaindre et de gémir à propos des "griefs" aussi immanquablement que dans son attitude légère envers notre programme, notre doctrine et notre tradition.

L'intellectuel petit-bourgeois, qui veut enseigner et guider le mouvement ouvrier sans y participer, sent seulement un lien détaché avec le parti et est toujours plein de "griefs" contre lui. Dès que quelqu'un lui marche sur les pieds ou qu'il est mal accueilli, il oublie tout des intérêts du mouvement et se souvient seulement qu'il a été blessé dans ses sentiments ; la révolution peut être importante, mais la vanité d'un intellectuel petit-bourgeois est plus importante. Il est totalement pour la discipline lorsqu'il établit un règlement pour les autres, mais aussitôt qu'il se trouve dans la minorité, il commence à lancer des ultimatums et des menaces de scission contre la majorité du parti.

Les dirigeants de l'opposition sont fidèles à ce modèle. Ayant récité toute la litanie de leurs griefs insignifiants, inconséquents et pour la plupart imaginaires ; ayant été repoussés par la majorité prolétarienne dans leur tentative de réviser le programme ; ayant été appelés en termes sociologiques et politiques par leur vrai nom — ayant "subi" toutes ces indignités —, les dirigeants de l'opposition tentent maintenant de se venger de la majorité du parti par des menaces de scission. Cela ne les aidera pas. Cela ne nous empêchera pas de caractériser leurs

improvisations révisionnistes et de montrer que leur attitude sur la question d'organisation n'est pas séparée de leurs conceptions petites-bourgeoises en général, mais est seulement une expression secondaire de ces conceptions.

Les questions d'organisation et les méthodes organisationnelles ne sont pas indépendantes des lignes politiques, mais subordonnées à elles. En règle générale, les méthodes organisationnelles découlent de la ligne politique. En effet, toute la signification de l'organisation est de réaliser un programme politique. En dernière analyse, il n'y a pas d'exception à cette règle. Ce n'est pas l'organisation — le parti ou le groupe — qui crée le programme ; plutôt, c'est le programme qui crée l'organisation, ou qui conquiert et utilise une organisation déjà existante. Même ces groupes et ces cliques sans principe, qui n'ont pas de programme ou de bannière en propre, ne peuvent s'abstenir d'avoir un programme politique qui s'impose à

eux au cours d'une lutte. Nous sommes maintenant témoins d'un exemple du fonctionnement de cette loi dans le cas de ces gens de notre parti qui sont entrés dans une combinaison pour lutter contre le "régime", sans avoir aucun programme politique clairement défini sur les divergences qu'ils ont avec lui.

En cela, ils reproduisent seulement l'expérience invariable de leurs prédécesseurs qui ont mis la charrue avant les bœufs et ont formé des fractions pour lutter pour le "pouvoir" avant d'avoir une idée claire de ce qu'ils feraient du pouvoir après l'avoir obtenu. »

(1) James Patrick Cannon, « *La lutte pour un parti prolétarien* », 1^{er} avril 1940, à partir de la brochure éditée par l'organisation canadienne LSO, 1975. Ce texte est aussi disponible en français dans *Les Cahiers du CERMTRI*, n° 56, « James P. Cannon : *La lutte pour un parti prolétarien* » (extraits), mars 1990, pages 23 et 24.

DOCUMENT N° 24

James Patrick Cannon

Résolutions sur la crise du SWP (avril-septembre 1940)

Nous avons rassemblé ici des extraits des résolutions adoptées par le SWP américain et la IV^e Internationale. Elles figurent sous le titre « *Documents sur la lutte* » dans le livre de James P. Cannon, *The Struggle for a Proletarian Party*, Pathfinder Press, 1972. Nous avons indiqué le titre du document tel qu'il figure dans l'ouvrage, suivi des pages de l'extrait utilisé. La traduction en français est de la rédaction de *La Vérité*.

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LA CONVENTION NATIONALE DU SWP DU 15 AVRIL 1940

Les principes d'organisation sur lesquels est fondé le parti (Pages 230 et 231)

« L'appartenance au parti requiert l'obligation d'une loyauté à 100 % à l'organisation, le rejet de tous les agents d'autres

groupes hostiles dans ses rangs et l'intolérance à l'égard de loyautés partagées en général. L'appartenance au parti requiert une activité minimum, telle qu'établie par la section elle-même, et sous la direction du parti ; ce qui nécessite la réalisation de toutes les tâches que le parti attribue à chaque membre. L'appartenance au parti implique l'obligation faite à chaque membre de contribuer matériellement au fonctionnement de l'organisation en relation avec ses moyens (...).

L'expérience a démontré sans équivoque que cette méthode "attrape-tout" (*référence à Thomas-Tyler-Hoan, du Parti socialiste*) paralyse le parti en général et en particulier l'aile gauche révolutionnaire ; elle élimine et harcèle bureaucratiquement celle-ci, tout en laissant libre cours à l'aile droite pour commettre les plus grands crimes au nom du socialisme et du parti. Le SWP cherche à regrouper seulement de la façon suivante : il accepte dans ses rangs ceux qui acceptent son programme et refusent l'adhésion à ceux qui rejettent son programme (...).

(...) Le parti dans sa globalité a le droit d'exiger que son travail ne soit pas interrompu et désorganisé et a le droit de prendre toutes mesures qu'il estime nécessaire pour assurer son fonctionnement régulier et normal. Les droits de chaque membre individuel sont clairement secondaires par rapport aux droits du parti dans sa totalité. La démocratie dans le parti implique non seulement la protection la plus scrupuleuse des droits de toute minorité, mais aussi la protection de la règle de la majorité. En conséquence, le parti est autorisé à organiser la discussion et à en déterminer ses formes et ses limites (...).

Toute discussion interne au parti doit être organisée en partant du point de vue que le parti n'est pas un club de discussion, qui débat de façon interminable de toutes les questions à n'importe quel moment, sans arriver à une décision contraignante qui permette à l'organisation d'agir, mais en partant du point de vue que nous sommes un parti discipliné pour l'action révolutionnaire. En conséquence, le parti en général a le droit d'organiser la discussion selon les exigences de la situation, mais les unités de base doivent avoir aussi le droit, dans l'intérêt de la lutte contre le blocage et la désorganisation du travail du parti, de rappeler à l'ordre les individus irresponsables et, si nécessaire, les exclure des rangs du parti (...).

Les décisions de la conférence nationale du parti engagent tous les membres du parti sans exception et elles mettent un terme aux discussions sur toutes les questions débattues pour lesquelles une décision a été prise. Tout membre du parti qui viole les décisions de la convention ou qui

tente de relancer une discussion sans l'approbation formelle du parti se place de lui-même en opposition au parti et y perd son appartenance. Toutes les structures du parti sont autorisées et ont le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'appliquer cette règle. »

LES CONCLUSIONS ORGANISATIONNELLES DE LA DISCUSSION ACTUELLE

Résolution adoptée par la convention du SWP (15 avril 1940) (Pages 232-237)

« La montée de la réaction à l'échelle mondiale, accompagnée et produite par l'influence désastreuse du stalinisme dans le mouvement de la classe ouvrière a catapulté tous les groupes et partis centristes (lovestoniens, Parti socialiste, Bureau de Londres) loin du bolchevisme et en direction de la social-démocratie. Dans l'ensemble ou en partie, tous ces groupes essaient d'identifier le bolchevisme au stalinisme. Sans exception, ces groupes se sont effondrés ou sont passés du côté de l'ennemi de classe (...).

Si tant est que des garanties existent contre la dégénérescence du parti prolétarien, elles ne peuvent être obtenues que par l'éducation du parti à une stricte adhésion aux principes et par une lutte sans merci contre tous les regroupements personnels ou de cliques sans principe à l'intérieur du parti. Un excellent exemple de la formation d'une clique est le groupe Abern, qui est fondé uniquement sur des loyautés personnelles et sur des récompenses honorifiques et de places à l'intérieur du parti pour ceux dont la loyauté première est envers la clique. L'histoire de la Quatrième Internationale dans ce pays révèle amplement qu'une telle clique, avec son mépris total des principes, peut devenir le centre de regroupement pour les influences étrangères à la classe et pour les agents d'organisations ennemies cherchant à bloquer la Quatrième Internationale de l'intérieur. Le SWP condamne la clique Abern comme hostile à l'esprit et aux méthodes de l'organisation bolchevique (...).

La presse du parti est l'expression publique fondamentale d'agitation et de propagande de l'organisation bolchevique. La ligne politique dans la presse est formulée sur la base des résolutions fondamentales des congrès et des conférences de l'Internationale, des conventions du parti et des décisions du comité national en accord avec ces résolutions. Le contrôle de la presse est placé directement dans les mains du comité national par la convention du parti. Le devoir des rédacteurs est d'interpréter loyalement dans la presse les décisions de la convention (...).

Pour transformer le SWP en parti d'action prolétarien, particulièrement en cette période de réaction, il ne suffit pas de continuer des activités de propagande en espérant que dans un processus automatique les travailleurs se rallieront au drapeau du parti. Au contraire, il est nécessaire de faire un effort concerté, déterminé et systématique, orienté de manière consciente par les comités de direction du parti afin de pénétrer le mouvement ouvrier, enraciner le parti dans les syndicats, les organisations ouvrières de masse et les milieux proches des ouvriers et de recruter des militants ouvriers dans les rangs du parti.

Étapes pour prolétarianiser le parti

Afin de prolétarianiser le parti, les étapes suivantes sont essentielles :

1. Tous les membres doivent être appelés à s'enraciner dans les usines, fabriques, etc. et doivent s'intégrer dans les syndicats et les organisations ouvrières de masse.

2. Les membres du parti qui ne sont pas des ouvriers seront affectés au travail dans les organisations ouvrières, dans les milieux ouvriers et avec les fractions ouvrières du parti pour les aider et apprendre (...).

3. Les membres du parti qui, après un délai raisonnable, estimeraient impossible de travailler dans un milieu prolétarien et d'attirer au parti des militants ouvriers seront transférés du rang de membre actif au rang de sympathisant. Des organisations spéciales de sympathisants peuvent être constituées à cet effet. »

RÉSOLUTION SUR LA DISCIPLINE

Résolution adoptée par la convention (15 avril 1940) (Page 239)

« Ayant entendu la déclaration faite à la Convention par le représentant de la minorité indiquant que quelle que soit la décision de la convention, la minorité publiera son propre journal en opposition au journal du parti, la convention décide :

1. Cette menace est une tentative par la minorité petite-bourgeoise d'imposer sa volonté au parti en contradiction avec les principes du centralisme démocratique, qui seul peut assurer l'unité d'un parti révolutionnaire de combat. La convention rejette catégoriquement l'ultimatum de la minorité et déclare que toute tentative de la part d'un individu ou d'un groupe d'exécuter cette menace, ou de publier et de distribuer une publication en opposition à la presse officielle du parti, est incompatible avec l'appartenance au parti.

2. Toutes les organisations du parti ont l'obligation d'exclure du parti tous les membres violant cette décision de la convention. Le comité national (CN) ou son comité politique (CP) ont le pouvoir et sont chargés par la convention d'exclure tout membre régulier ou remplaçant, ainsi que des membres du CN ou du CP qui participeraient à une telle violation. Le CN ou le CP sont chargés d'exclure immédiatement et de réorganiser les unités du parti ou du comité exécutif qui failliraient dans l'exécution rapide des instructions ci-dessus, qui concernent tous les membres sous sa responsabilité qui violeraient les décisions de la convention. »

LA SUSPENSION DU GROUPE BURNHAM-SCHACHTMAN-ABERN

Communiqué du comité national publié dans *Socialist Appeal* (20 avril 1940) (Page 241)

« Les lecteurs de *Appeal* (*organe du SWP*) sont déjà informés des résolutions adoptées par la convention nationale de notre parti. Ces résolutions (publiées la semaine dernière) ont prévu une liberté très grande pour la participation des diri-

geants de la minorité aux travaux du parti. Les résolutions leur ont offert la possibilité de continuer la discussion pour défendre leur point de vue dans le bulletin intérieur et dans *The New International*, à la condition qu'ils s'abstiennent de publier un journal indépendant en opposition à la presse du parti.

Ces décisions de la convention ont été refusées par les dirigeants de la minorité. Cette conduite n'a pas laissé d'autre choix au comité national, selon les instructions de la convention, que de suspendre du parti les dirigeants de la minorité jusqu'au moment où ils indiqueraient leur volonté de se conformer aux décisions de la convention. Cette décision fut prise par le comité national, lors de sa réunion du 16 avril, de façon à préserver le parti de la rupture. En même temps, les termes de la suspension laissent la porte ouverte aux membres suspendus pour reconsidérer la question et reprendre leurs places à la direction du parti et dans ses organes éditoriaux sur la base des décisions de la convention. »

LA CONVENTION DU SOCIALIST WORKERS PARTY

Article publié
dans *Fourth International*
(mai 1940) (Pages 242 et 243)

« 1. La convention extraordinaire du SWP, qui s'est tenue à New York, du 5 au 8 avril (1940), a résumé la discussion interne qui s'est déroulée depuis l'éclatement de la guerre en Europe.

La tâche de la convention était de déterminer si le parti allait maintenir sa fidélité au programme de la Quatrième Internationale ; à savoir s'il continuerait à exister comme organisation révolutionnaire ou commencerait à dégénérer sur la ligne de la compromission avec l'impérialisme démocratique. La convention a accompli sa tâche de manière révolutionnaire. Par un vote décisif de 55 contre 31, les délégués des sections ont réaffirmé leur fidélité au programme et ont rejeté les improvisations révisionnistes de l'opposition (...).

2. La décision du parti est intervenue à la suite d'une discussion approfondie et démocratique qui n'a laissé aucune ques-

tion en suspens. La discussion a été formellement ouverte en octobre et a continué de façon ininterrompue pendant six mois. Il est peu probable qu'aucune autre discussion, nulle part ailleurs, n'ait été aussi large, complète et aussi démocratiquement conduite que celle-là. Treize gros bulletins intérieurs ont été publiés par le comité national durant la discussion, avec une place à peu près équivalente entre les parties ; et il y a eu une distribution illimitée des documents des fractions, en plus de ceux publiés dans les bulletins officiels. De plus, il y a eu des débats et des interventions innombrables dans les réunions des adhérents du parti. Une telle discussion aussi large et complète peut apparaître anormale, même pour une organisation démocratique telle que la nôtre qui règle les questions controversées par la discussion libre et démocratique. Il en fut ainsi. Mais la controverse qui préoccupait nos membres à cette occasion a dépassé largement les différences normales d'opinion sur les meilleures méthodes pour appliquer le programme. L'opposition révisionniste a attaquée le programme lui-même. »

RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE SUR LA LUTTE INTERNE AU SEIN DU SWP

Résolution publiée
dans *Socialist Appeal*
(6 juillet 1940) (Page 251)

(Ce qui suit est l'une des résolutions adoptées par la conférence d'urgence de la IV^e Internationale du 19 au 26 mai 1940.)

« 1. Le récent éclatement du SWP, section officielle de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, fut la conséquence d'une tentative menée par la minorité petite-bourgeoise pour réviser les fondements du programme de la Quatrième Internationale sur la défense inconditionnelle de l'Union soviétique, et du refus de cette minorité de se conformer aux décisions de la majorité lors de la convention convoquée pour résoudre les questions en litige.

2. En essayant de réviser notre programme qui se prononce pour la défense inconditionnelle de l'Union soviétique, sans

relier simultanément cette proposition de révision au caractère de classe de l'Union soviétique, que la IV^e Internationale a longuement analysé comme un Etat ouvrier dégénéré, l'opposition petite-bourgeoise s'est rendue coupable d'une révision fondamentale de la méthode du marxisme. De la part de James Burnham, leader idéologique du groupe, cette tentative révisionniste a été jusqu'au rejet complet des principes de base du socialisme scientifique proposée d'abord par Marx et Engels et développés ensuite par Lénine et Trotsky.

3. La tentative révisionniste de nos principes fondamentaux a été initiée par l'opposition petite-bourgeoise immédiatement après la signature du pacte Hitler-Staline et s'est renforcée avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, montrant ainsi clairement que la force qui avait poussé les éléments petits-bourgeois du parti dans l'opposition à la IV^e Internationale était la pression guerrière de la bourgeoisie démocrate.

4. L'opposition petite-bourgeoise a essayé non seulement de réviser les principes fondamentaux et les conclusions politiques de la IV^e Internationale, mais elle a aussi essayé de réviser ses méthodes d'organisation bolcheviques.

Ils ont participé à la convention d'avril du SWP, reconnaissant par là même son autorité et sa validité. Néanmoins, ils ont rejeté les décisions de la majorité et, en violation flagrante du centralisme démocratique, ils ont lancé un journal indépendant dans le but de s'adresser à l'opinion publique dans ses attaques contre la IV^e Internationale. »

L'EXPULSION DU GROUPE SHACHTMAN-ABERN

Résolution adoptée par le plénum de direction du SWP, réuni à Chicago du 27 au 29 septembre 1940
(Pages 253 et 254)

« Par décision de la convention du parti d'avril 1940, le comité national avait été mandaté pour prendre des mesures disciplinaires à l'encontre du groupe Burnham-Shachtman-Abern si ce groupe poursuivait dans son refus de se conformer aux décisions de la convention.

Conformément à ce mandat, le comité national du 22 avril a suspendu les membres du groupe Burnham-Shachtman-Abern, qui, après la convention, refusèrent d'accepter ses décisions. En prononçant la suspension plutôt que l'expulsion des membres indisciplinés de l'opposition petite-bourgeoise, le comité national leur donna la possibilité de reconsidérer leur refus, de se conformer aux décisions de la convention et de revenir au parti. Au cours des mois qui suivirent, un certain nombre des camarades suspendus reconsidérèrent leur refus, se déclarèrent dans l'action en accord avec les décisions de la convention, tout en restant libres de défendre leurs positions politiques dans les discussions du parti qui suivirent ; et, sur cette base, ils furent rétablis dans leurs droits de militants à part entière.

La conférence d'urgence de la Quatrième Internationale, qui s'est réunie en mai 1940, a validé les décisions de la convention du SWP d'avril. Elle a recommandé à notre parti que la période durant laquelle les membres suspendus pourraient revenir sur leur refus soit limitée dans le temps. A la fin de cette période, ceux qui continueraient à refuser d'accepter les décisions de la convention seraient exclus du parti.

La période recommandée par la conférence d'urgence est maintenant terminée. Depuis leur suspension, le groupe Burnham-Shachtman-Abern s'est engagé dans une voie politique qui a élargi le gouffre entre eux et la Quatrième Internationale. Burnham a été jusqu'au bout de la position qu'il avait élaboré pour son groupe et a déserté ouvertement pour rejoindre l'ennemi de classe. Shachtman et Abern ont pris la direction d'une secte semi-pacifiste petite-bourgeoise. Au bout de presque six mois, il est donc temps de tirer la conclusion de cette question et de mettre un terme à toute ambiguïté ou confusion.

La session plénière du comité national déclare que les membres suspendus qui, à ce jour, n'ont pas manifesté leur volonté de se conformer aux décisions de la convention d'avril sont de ce fait expulsés sans condition du parti. »

DOCUMENT N° 25

Léon Trotsky

Sur un « journal de masse »

L'idée d'un journal de masse (1) (2 juillet 1935)

« (...) L'idée d'opposer à *La Vérité* un journal de masse qui surgit de la volonté de tel ou tel groupe en tant que *deus ex machina*, est absolument fausse (2). J'ai

observé des tentatives semblables maintes fois, en Russie et ailleurs ; elles ont conduit ou à la faillite ou à la formation camouflée d'une nouvelle fraction (...). »

Encore sur le journal de masse (3) (26 juillet 1935)

« (...) Je veux m'arrêter ici spécialement sur la question du journal de masse. Je ne considère nullement cette question comme "secondaire", tout au contraire. C'est parce que je vois toute sa gravité que je ne puis me rallier aux solutions de facilité. Créer un journal de masse, à part de *La*

Vérité, serait une aventure criminelle, on compromettrait très vite les deux journaux et l'on aboutirait en même temps à deux fractions. Il faut essayer de transformer *La Vérité* en un journal de masse, sans lui ôter son caractère de journal de tendance. C'est la seule solution possible (...). »

Qu'est-ce qu'un journal de masse ? (4) (30 novembre 1935)

« 1. Qu'est-ce qu'un "journal de masse" ? La question n'est pas nouvelle. On peut dire que toute l'histoire du mouvement révolutionnaire a été remplie de discussions sur le "journal de masse". C'est le devoir élémentaire d'une organisation révolutionnaire que de faire en sorte que son journal politique soit aussi accessible que possible aux masses. Cette tâche ne peut être effectivement résolue qu'en fonction de la croissance de l'organisation et de ses cadres qui doivent frayer le chemin du journal dans les masses, puisque — cela va de soi — il ne suffit pas de baptiser une publication "journal de masse" pour que les masses l'acceptent dans la réalité. Mais, très souvent, l'impatience révolutionnaire — qui se transforme très facilement en impatience opportuniste — mène à cette conclusion que les masses n'affluent pas parce que nos idées sont trop compliquées et nos mots d'ordre trop

avancés. Il faut donc simplifier notre programme, alléger nos mots d'ordre, bref, jeter du lest. Au fond, cela signifie que nos mots d'ordre doivent correspondre non à la situation objective, non au rapport des classes analysé par la méthode marxiste, mais à des appréciations subjectives — très superficielles et très insuffisantes — de ce que "les masses" peuvent accepter ou non. Mais quelles masses ? La masse n'est pas homogène. Elle se développe. Elle subit la pression des événements. Elle acceptera demain ce qu'elle n'accepte pas aujourd'hui. Nos cadres fraieront avec toujours plus de succès la voie pour nos idées et nos mots d'ordre qui se sont montrés justes, parce qu'ils sont confirmés par les événements et non pas par des appréciations subjectives et personnelles.

2. Un journal de masse se distingue d'une revue théorique ou d'un organe de

cadres non par les *mots d'ordre*, mais par la *façon de les présenter*. Le journal de cadres développe devant ses lecteurs tous les procédés de l'analyse marxiste. Le journal de masse n'en présente que les

résultats, en prenant appui en même temps sur l'expérience immédiate des masses elles-mêmes. *Il est beaucoup plus difficile d'écrire en marxiste pour les masses que pour les cadres.* »

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 6, page 47. Extrait d'une lettre à Jean Rous, bulletin intérieur du GBL, n° 9, décembre 1935. Jean Rous, dit Clart (1908-1985), avocat, entré à la SFIO en 1928, avait adhéré à la Ligue peu avant l'entrée de ses militants. Membre du comité central à partir de septembre, il avait acquis, grâce à ses qualités de conciliateur et l'appui de Trotsky qui l'appréciait, un rôle dirigeant dans le GBL. Il avait été élu au titre du GBL à la CAP de la SFIO en juin.

(2) Selon Nicolle Braun (« *L'organe de masse* », p. 41), l'idée avait été lancée par Raymond Molinier dans un texte du 12 avril 1935, « *Tâches présentes et tâches d'hier* », puis reprise dans le numéro de juin du bulletin intérieur du GBL par Pierre Frank, qui écrivait notamment dans « *Perspectives et Tâches* » :

« *Un journal de masse, un hebdomadaire de combat populaire doit être mis sur pied en quelques semaines. Ce ne doit pas être un organe BL, mais un organe rassemblant, par exemple, ceux qui sont 1) contre la défense nationale ; 2) pour la milice, contre le fascisme.* »

(3) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 6, page 80. Extrait d'une lettre à Pierre Naville, citée par Braun, *op. cit.*, p. 41. Pierre Naville (1904-1993) avait été l'un des pionniers de l'Opposition de gauche en France. Il avait fait scission l'année précédente et formé un groupe indépendant qui éditait *La Lutte de classes* et militait au sein de la SFIO. Entré peu après le GBL, il venait de se réunifier avec lui.

(4) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 7, « *Qu'est-ce qu'un journal de masse ?* », page 174.

DOCUMENT N° 26

Léon Trotsky

Définition d'une clique (1)

« Pour finir, encore quelques mots sur ce que le *New Leader* (2) dit des organisations de la IV^e Internationale. Il les appelle « de simples cliques ». Dans cette caractérisation, l'ignorance le dispute à la malhonnêteté. **Nous utilisons, nous, les marxistes, le mot « clique » pour désigner un groupe d'individus qui n'ont ni programme ni objectif élevé, mais qui se groupent autour d'un chef afin de satisfaire des préoccupations personnelles et en tout cas peu honorables. (« Secte » désigne par ailleurs un groupe avec des idées et des méthodes précises.) « Clique » implique aussi le manque d'honneur.**

Le *New Leader* croit-il que notre parti, nos organisations et groupes n'ont ni principes, ni programme, ni conscience révolutionnaire ? Il ne manquerait pas d'intérêt de l'entendre dire de la bouche d'un Maxton (3) ou d'un Fenner Brockway. Pour notre part, nous disons que nous sommes l'unique organisation internationale qui ait élaboré, à

travers bien des années de combat, un programme tout à fait précis que les plus grands événements confirment et renforcent tous les jours. La passion avec laquelle toutes nos organisations se lancent dans la discussion pour éclairer toutes les questions du mouvement ouvrier, l'indépendance avec laquelle elles développent leur opinion, prouvent à quel point elles prennent le marxisme au sérieux, et quelle distance les sépare d'un esprit de clique sans principes. »

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 9 « *Bureau de Londres ou IV^e Internationale* », 3 avril 1936, page 148.

(2) Trotsky fait ici allusion à un article de Fenner Brockway (1888-1988), secrétaire de l'ILP (Independent Labour Party) et leader de son aile gauche, publié dans *The New Leader* (Londres). Cet article était une vive polémique contre Trotsky et les trotskystes et en même temps une apologie et une défense du Bureau de Londres.

(3) James Maxton (1885-1946), député de Glasgow et leader parlementaire de l'ILP.

DOCUMENT N° 27

Karl Marx

Le centralisme démocratique, un combat permanent depuis 1848

Le centralisme démocratique est un principe d'organisation forgé par le combat de Marx et Engels, depuis le *Manifeste du Parti communiste* de 1848, qui cherche à opérer la centralisation de l'action de la classe par la réalisation de la démocratie ouvrière. Marx, en écrivant dans le programme de fondation de la Première Internationale que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », a voulu marquer le rejet des méthodes de secte, qui veulent imposer à la classe des tribuns omniscients. Il s'était accroché avec Lassalle qui se réclamait de lui et voulait bâtir le parti ouvrier en Allemagne en marchandant avec Bismark et en organisant un parti ouvrier dont le leader était omnipotent. Marx indique :

« *Tout d'abord je veux vous exposer brièvement mes rapports avec Lassalle. Pendant toute sa campagne d'agitation, nos relations furent suspendues : 1) à cause de ses fanfaronnades et de ses vantardises, ce qui ne l'empêchait pas en même temps de plagier sans la moindre vergogne mes ouvrages ; 2) parce que je condamnais sa tactique politique ; et 3) parce que je lui avais expliqué par le menu et "démontré" ici, à Londres, avant qu'il ait commencé son agitation, que c'était un non-sens de croire que l'État prussien puisse entreprendre une action*

*socialiste directe (...). Il s'avéra très vite — nous en eûmes bientôt les preuves en main — que Lassalle en fait avait trahi le parti. Il avait conclu un véritable contrat avec Bismark (...). Lassalle s'est engagé dans cette fausse route parce que c'était un Realpolitiker * (1). »*

L'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et de son Etat a comme corollaire et comme support la démocratie ouvrière, le respect du mandat. La lutte que mène Engels pour aider le Parti social-démocrate allemand à se construire après la mort de Marx est basée sur les mêmes principes. Lénine s'en inspire et, contre l'opportunisme qui liquide l'indépendance du mouvement ouvrier, il constitue le Parti bolchevique. Dans le difficile combat que mène Trotsky contre le stalinisme, il lui faudra préserver les principes du bolchevisme, alors que l'appareil contre-révolutionnaire cherche à tromper les travailleurs en substituant une caricature bureaucratique autoritaire au centralisme démocratique.

* Homme politique pour qui compte seul le résultat immédiat.

(1) Karl Marx, *Lettres à Kugelmann*, lettre datée du 23 Février 1865, Editions sociales, 1971.

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

